

RIVAROL

N°3495

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir" 24/11/2021

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Qu'est devenu Vincent Reynouard disparu depuis un mois sans laisser de traces ?

DEPUIS UN MOIS désormais, Vincent Reynouard a disparu sans laisser de traces. Et ce qui est alarmant, c'est qu'à notre connaissance il n'a contacté personne, absolument personne, depuis ce fameux lundi 25 octobre 4 heures de l'après-midi où il a réussi à fausser compagnie aux policiers britanniques et d'Interpol venus l'appréhender à son domicile. Ni sa famille, ni ses amis, ni ses proches collaborateurs. Même pas de manière indirecte ou minimaliste. Il a disparu des radars. Il s'est volatilisé. Nous n'avons même pas aujourd'hui la certitude qu'il est vivant ni qu'il est libre. Il est toutefois probable que, s'il avait été arrêté, des sites communautaires se seraient alors fait une joie et un devoir de l'annoncer *urbi et orbi*, de le crier sur les toits, de revendiquer cette incarcération comme une victoire. Ce qui laisse à penser qu'il n'est pas actuellement derrière les barreaux.

Mais il y a depuis l'origine dans toute cette affaire quelque chose d'étrange, d'inhabituel, sinon de passablement inquiétant. D'abord, cela ne ressemble pas à Vincent de ne pas se manifester, d'une manière ou d'une autre, sur une aussi longue durée. Il lui était en effet possible d'écrire une lettre pour donner des nouvelles sans bien sûr divulguer le lieu où il se trouve, et en la postant assez loin de l'endroit où il se cache, d'envoyer un texto rassurant à un proche, quitte à se débarrasser immédiatement après du téléphone pour ne pas laisser de trace, ou de passer par l'intermédiaire d'une tierce personne pour donner un signe de vie. Or, jusque-là, il n'a rien fait de tel. Ce n'est pas ainsi qu'il avait agi lors de ses précédentes cavales en 2008-2009 (en Belgique et en France) et de nouveau au printemps 2015 (en Flandre) avant de s'exiler en Angleterre, le 16 juin 2015.

QUE SAVONS-NOUS de certain ou d'à peu près certain à ce jour ? La police britannique et Interpol (si c'est bien d'eux qu'il s'agit) ont sonné en bas de son domicile le lundi 25 octobre en milieu d'après-midi. Vincent descend



l'escalier, ouvre la porte. Voyant les policiers lui indiquant qu'ils veulent parler à Vincent Reynouard, ce dernier décline une fausse identité, puis claque aussitôt la porte sur les policiers. La porte ne s'ouvrant pas de l'extérieur, cela laisse le temps à Vincent de remonter en toute hâte à son appartement, et même de téléphoner à 15h44 à un proche collaborateur, certainement pour le prévenir de la situation et peut-être l'appeler à l'aide. Las, ce dernier, qui est dans le train, n'entend pas l'appel. Vincent ne laisse pas de message vocal. Il n'a pas le temps. Il se saisit rapidement, semble-t-il, de l'argent liquide dont il dispose grâce à ses cours particuliers, laisse tout sur place (son téléphone, ses papiers d'identité, son permis de conduire, ses ordinateurs portables, ne prend pas de change). Entendant les policiers qui ont finalement réussi à ouvrir la porte d'entrée grimper quatre à quatre les marches d'escalier jusqu'au deuxième étage, il a tout juste le temps de fuir par la cour intérieure du petit immeuble qui donne sur une sortie à l'arrière du bâtiment de sorte qu'il a pu semer ses poursuivants.

Une demi-heure plus tard à peine, l'ami s'apercevant que Vincent Reynouard l'a appelé, son numéro s'étant inscrit sur son portable en appel entrant, lui téléphone aussitôt. Cinq fois de suite. Les quatre premières fois, l'appel sonne dans le vide. Ce qui est logique puisque le téléphone a été laissé à l'appartement. Mais la cinquième fois, l'appel est rejeté. Manuellement. A cet instant-là, il y a donc quelqu'un à l'appartement. Qui ? Selon toute vraisemblance, la police qui était possiblement encore sur les lieux à ce moment-là. Mais pourquoi alors ne pas avoir répondu à l'appel ? C'est étonnant de la part de policiers qui poursuivent un fugitif et qui habituellement ne négligent aucune piste pour obtenir des renseignements, et surtout pas un appel téléphonique qui peut s'avérer déterminant. Plus étonnant encore, la police n'a rien pris dans l'appartement de Vincent. Ni les ordinateurs, ni le téléphone, ni les archives, ni les pièces d'identité. Tout a, semble-t-il, été laissé intact. Ce n'est pas là non plus dans les habitudes de la police de ne pas saisir les éventuelles pièces à conviction, de ne pas procéder à des

fouilles méticuleuses du logement de la personne que l'on recherche, de ne pas saisir le matériel informatique ni le téléphone qui peuvent parfois donner de précieux renseignements.

ON A LE SENTIMENT qu'il y a des éléments manquants au puzzle. Quelque chose cloche dès le départ, suscite un malaise, légitime toutes les suspensions, autorise toutes les hypothèses. Est-on sûr d'abord qu'il s'agissait d'Interpol ? C'est en tout cas ce qu'a déclaré le propriétaire de l'appartement, répétant ce que lui avaient dit les (vrais ou faux) policiers britanniques. C'est ce qu'affirmait également Sarah Cattan dans son très long article du 3 novembre pour *Tribune juive*. Mais, quelques jours après, ce n'était déjà plus tout à fait la même version. Le compte Twitter intitulé Jugé coupable (qui est animé par le collectif anonyme BTA : Balance ton antisémitisme) indiquait soudainement que « Vincent Reynouard n'a pas de notice rouge d'Interpol », contrairement par exemple à Boris Le Lay exilé au Japon depuis 2014, ce qui laissait entendre que ce n'est pas forcément Interpol qui a sonné le 25 octobre au bas de l'appartement loué par le militant révisionniste dans le Grand Londres.

Mais si ce n'est pas Interpol, qui cela peut-il bien être ? La police britannique ? Peut-être, mais agissant à la demande de qui ? Dans quel cadre ? Sur quelle base légale ? Certes, à ce jour, Vincent Reynouard a été condamné en tout depuis son exil en Angleterre à 29 mois de prison ferme par des juridictions françaises pour avoir contrevenu à la loi Rocard-Fabius-Gayssot. Mais il n'y a pas actuellement d'équivalent de cette législation anti-révisionniste au Royaume-Uni. Comment peut-on donc motiver légalement une demande d'extradition ? Certes, comme le disait feu le professeur Robert Faurisson, « quand il s'agit de lutte contre le révisionnisme, il n'y a ni foi, ni loi, ni droit. Tout est permis. » La chasse au révisionniste est ouverte toute l'année, n'importe où, n'importe quand, n'importe comment. Au reste, les anonymes analphabètes et haineux de BTA ne se vantent-ils pas d'être des « chasseurs d'antisémites » ? Et manifestement leur chasse n'est pas réglementée. Elle n'est pas limitée à certains horaires et à une ou deux saisons dans l'année. Elle est permanente, sauvage et brutale, s'exerce de nuit comme

N°3495 DU 24 NOVEMBRE 2021

www.rivarol.com

L 14240 - 3495 - F: 4,00 €

suite de l'éditorial
en page 2

SUITE DE L'ÉDITORIAL

de jour, ne s'encombre pas de respect des conventions, de la morale, de la probité et de la vérité.

IL EST SOMME TOUTE très facile à quelqu'un de déterminé de se faire passer pour un policier sans l'être aucunement. Vincent Reynouard avait raconté en vidéo comment, il y a cinq ans environ, alors qu'il était déjà en Angleterre, deux hommes étaient venus intimider une personne de son entourage immédiat restée en France, comment ils l'avaient suivie la journée en voiture, puis comment ils l'avaient attendue devant la porte de son appartement, puis, à son arrivée dans le couloir, comment il l'avait forcée à leur ouvrir la porte et à leur communiquer sous la menace les coordonnées téléphoniques et l'adresse exacte du domicile de Vincent au Royaume-Uni. Et manifestement, ce soir-là, ce n'était pas la police. Les deux hommes n'ont d'ailleurs pas eu la politesse de se présenter ni de décliner leur identité.

Plus étrange encore, Vincent avait raconté comment, une nuit, il y a un peu plus d'un an, des inconnus s'étaient introduits chez lui pendant son sommeil, au précédent domicile qu'il occupait près de Londres, et avaient, semble-t-il, fouillé dans ses affaires, ses archives, ses documents, comme s'ils recherchaient

absolument quelque chose de précis, d'important, et étaient repartis. Il s'en était aperçu car il avait soigneusement fermé la porte avec un verrou la veille au soir, avant de se coucher, il s'en souvenait fort bien, or, la porte était ouverte au petit matin à son réveil !

On peut donc tout imaginer dans l'affaire présente, et plus le temps s'écoule, plus le silence devient assourdissant. Chaque jour qui passe nourrit le doute, accroît l'angoisse. Car si ce n'est ni Interpol, ni la police britannique qui a sonné chez lui ce jour-là, qui cela pouvait-il bien être ? Mais qui ? Serait-ce le fameux "qui" de Claude Posternak apostrophant le général Delaroude le 18 juin dernier sur CNews ?

AU MOMENT OÙ il est parti en courant vers son destin le lundi 25 octobre vers 16 h. heure de Londres (17 h. heure de Paris), pour peut-être ne plus jamais réapparaître, Vincent mettait la dernière main à une étude approfondie et actualisée sur le drame d'Oradour-sur-Glane. Il s'apprêtait à me l'envoyer par courrier électronique comme mémoire en défense dans le cadre du procès qui m'était intenté deux jours plus tard, le 27 octobre, à la suite de la publication dans RIVAROL du 2 septembre 2020 d'un long article de deux pleines pages sur le tag inscrit sur le centre de

la mémoire d'Oradour et sur l'hystérie que ce graffiti réalisé nuitamment, du 20 au 21 août 2020, avait suscitée dans la classe politico-médiatique. Vincent souhaitait en faire un livre détaillé avec force illustrations, un ouvrage sur le point d'être achevé dont il était heureux et fier et qu'il comptait absolument éditer et proposer à la vente avant Noël. Il avait, me confiait-il, fait des découvertes importantes, sinon sensationnelles, dont il était impatient et excité de faire connaître la teneur à ses lecteurs et qui, selon lui, étaient de nature à éclairer d'une lumière nouvelle toute cette ténébreuse affaire. Ce document ne m'a finalement jamais été communiqué, pas même par un intermédiaire ou au moyen de telle ou telle astuce, de tel ou tel artifice, de telle ou telle ruse dont Vincent n'est pourtant pas avare.

Tout cela décidément ne lui ressemble pas, lui qui, travailleur acharné, et ne manquant jamais à ses promesses, a toujours fait l'impossible, remué ciel et terre, pour diffuser, publier, transmettre ses études, ses travaux, ses découvertes, ses intuitions, ses raisonnements, ses argumentaires par écrit et par vidéos. De manière tout aussi inexplicable, il n'a pas non plus prévenu, ni fait prévenir par un tiers, la grosse vingtaine d'élèves qu'il avait jusque-là en cours particuliers et qui se sont retrouvés du jour au lendemain sans leur professeur, et sans aucune nouvelle de lui, alors que les dates

avaient été prises, les cours programmés, les rendez-vous confirmés. Non, décidément, cela ne lui ressemble pas. Certes, on conçoit parfaitement que les premiers jours d'une cavale, l'on pare au plus pressé et que la priorité soit de se cacher, de survivre et que l'on ne donne pas immédiatement de ses nouvelles. Peut-être ce silence prolongé s'explique-t-il seulement par sa prudence, sa crainte d'être repéré et appréhendé, un simple principe de précaution. Si l'on veut cultiver l'optimisme, c'est ce dont il faut essayer de se persuader. Mais, outre que cela n'est guère dans les habitudes de Vincent, et ne correspond nullement jusque-là à son mode opératoire, voilà maintenant un mois entier qu'il a disparu dans la nature sans laisser aucune trace, sans transmettre le moindre message, de manière directe ou indirecte, franche ou subliminale, de nature à rassurer sa famille, ses amis, ses proches, ses relations, sans donner le moindre signe de vie. Voilà qui nous plonge assurément dans un abîme de perplexité voire d'angoisse. Il est des silences qui, lorsqu'ils se prolongent, sont encore moins rassurants que le cliquetis des clés fermant à double tour la cellule d'un infortuné prisonnier.

RIVAROL,

<jeromebourbon@yahoo.fr>

ZEMMOUR MENACÉ "D'UNE BALLE DANS LA TÊTE"

Jean-Christophe Lagarde, député UDI (centriste), traîne, avec sa tête de croquemort joufflu, une réputation parfaitement exécrationnelle, ce qui ne l'empêche pas d'être reçu sur les plateaux de télévision. Tirs et incendie d'un local de campagne d'un candidat d'opposition, militants menacés, pratiques clientélistes, voire mafieuses dénoncées, pacte avec des voyous de Seine-Saint-Denis, proximité avec des protagonistes du gang des barbares ou enquête pour détournements de fonds publics : les accusations visant Jean-Christophe Lagarde, député (UDI) de Seine-Saint-Denis, qui songea même très sérieusement à être candidat à la présidentielle de 2022 avant d'y renoncer tout récemment, sont gravissimes. Dans son livre *Le maire et les barbares*, la journaliste Ève Szeftel l'accuse d'avoir, en tant qu'élu de la République, signé un double pacte avec l'islam et le grand banditisme. En mars 2021, alertée par sa propre famille qu'il menaçait, la police prenait d'assaut son domicile et y découvrait nombre d'armes à feu, ce qui lui valut une garde à vue en bonne et due forme. Mais le Beria (sans les lunettes) de Drancy ne s'est pas calmé pour autant.

Invité le dimanche 21 novembre au matin sur France Info à s'exprimer sur Zemmour, il l'accusa de « se foutre de la gueule du monde au point de dire "je suis RPR" », ajoutant : « Mais si Charles Pasqua était là, il te foutrait une balle dans la tête ». France Info, légèrement gêné aux entournures, annonçait dans l'heure qui suivait, retirer la vidéo des attaques ordurières de Lagarde,

qui s'excusait de ses propos. Réponse de Zemmour, qui connaît bien Lagarde, et qui dénonce « sa lâcheté, son cynisme, sa duplicité » : « malgré ton mea culpa de pacotille, je ne t'excuse pas », ajoutant : « je plains amèrement les administrés : tous ceux qui, via l'impôt, te rémunèrent pour te voir collaborer à l'islamisation de ta ville » (Drancy). « Depuis des mois, je suis probablement l'homme le plus menacé de mort de France. Je m'y suis fait. De toutes les racailles qui me prennent pour cible, tu n'es certainement pas la plus dangereuse, mais incontestablement la plus traîtresse. Je ne te pardonne pas d'avoir fait de Drancy, la ville de mon enfance, cette enclave étrangère ». Et Zemmour de conclure à l'attention de l'homoncule : « Je te laisse donc à ta juste place politique : au centre du néant. »

ROBERT MÉNARD EN SES BASSES ŒUVRES

L'indigné perpétuel biterrois, grand donneur de leçons devant l'Éternel, soutien de Zemmour, puis de Marine Le Pen, puis de Zemmour, puis de Marine Le Pen (il a redit qu'il lui donnerait sa signature en tant que maire pour la présidentielle), on s'y perd, va-t-il voter Macron ? Robert Ménard recevait en effet le chef de l'État à Béziers pour l'inauguration d'une entreprise, Genvia, qui développe une ligne de production pilote de machines permettant de produire de l'hydrogène à partir de la molécule d'eau, subventionnée par l'État. On assista à un très grand moment de cirage de pompes. Ménard qualifia le Président de « courageux », « pas sectaire », se déclarant « heureux de cette visite ». Emmanuelle Ménard, l'épouse de Robert, députée non-inscrite et proche du RN, minauda : « C'est une belle surprise que vous nous faites en venant à Béziers ». « Venir dans une ville comme la nôtre, je trouve ça courageux, pas sectaire et intelligent de sa part », souligna Robert Ménard. « Quand le président fait quelque chose de bien, je dis bravo », a-t-il ajouté. Et puis, héroïque : « Quand je ne suis pas d'accord, je le dis aussi. »

On apprend enfin avec admiration que le Conducator biterrois a « applaudi le jour même » (pas le lendemain, attention !) lorsque le chef de l'État a imposé le passe sanitaire le 12 juillet. « Moi, je ne veux pas ressembler à mes amis qui sont aussi sectaires que les autres », a-t-il poursuivi. Avec un ami pareil, on n'a pas besoin d'ennemis...

Mais ce n'est pas fini. Le 18 novembre, Robert Ménard était l'in-

visité de Jean-Jacques Bourdin. Toujours grandiose, le Biterrois, dont la finesse d'esprit et d'analyse et le courage intellectuel forcent le respect, estima, comme Jean-Marie et Marine Le Pen, que Zemmour avait fait une faute politique grave en se rendant au Bataclan le 13 novembre dernier, pour s'en prendre à François Hollande devant les caméras de télévision, un Hollande qui, précisons-le, venait pourtant d'avouer lors du procès des terroristes qu'il savait parfaitement que parmi les migrants venant de Syrie qu'il a laissé entrer en France il y avait des terroristes. Ce qui

est ni plus ni moins qu'un crime contre la nation. Mais pour Ménard, c'est Zemmour le coupable, « on ne peut pas parler de l'immigration, que de l'immigration, toujours de l'immigration » lui fait-il ainsi la leçon.

Et l'indigné biterrois de conclure sobrement : « Je crois que ça finit par faire peur, les propos qu'Eric tient », pauvre chochette, « peut-être qu'il lui manque l'expérience de la vie ». Et à Ménard, que manquait-il ? Assurément de la fidélité en amitié, de la constance dans l'engagement, de l'intelligence politique et de la résistance au politiquement correct.



DES DONS POUR NOUS AIDER À FAIRE FACE AUX PROCÈS ET PROCÉDURES JUDICIAIRES

Comme vous le savez, Jérôme Bourbon comparait le 27 octobre devant la XVII^e chambre du tribunal judiciaire de Paris présidée par David Mayel à la fois pour un article paru dans RIVAROL du 2 septembre 2020 à propos d'un tag inscrit sur un mur du Centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane, la nuit du 20 au 21 août 2020, et de l'hystérie politico-médiatique qui s'ensuivit et pour une vidéo mise en ligne sur YouTube le 3 octobre 2020 et concernant essentiellement l'incarcération d'Hervé Ryssen à la prison de Fleury-Mérogis, vidéo supprimée définitivement, ainsi que la chaîne, par YouTube deux mois et demi après, le 18 décembre 2020. Madame le Procureur de la République a requis pour la première fois de la prison ferme contre le directeur de RIVAROL (six mois ferme) pour contestation de crime de guerre, contestation de crime contre l'humanité et incitation à la haine raciale. Le jugement sera rendu le vendredi 10 décembre 2021 à 13h30. L'Organisation juive européenne (OJE), partie civile, a demandé 7500 euros de dommages et intérêts et de remboursement de ses frais d'avocats (ils étaient deux, un homme, Me Oudy Bloch, et une femme, Me Muriel Ouaknine-Melki, présidente de l'OJE). Et nous avons encore devant nous au moins trois à cinq autres procès dans les mois qui viennent.

Si la loi interdit de solliciter des dons pour le paiement des amendes et des dommages et intérêts, en revanche cela est permis pour le paiement des frais d'avocat et de justice. C'est pourquoi, d'ores et déjà, nous invitons tous les rivaroliens qui le peuvent à nous aider, soit par la souscription à des abonnements, de préférence, quand c'est possible, de longue durée, de soutien (175 euros), de propagande (210 euros) ou à vie (2000 euros), soit par des dons à l'Association des Amis de RIVAROL ou aux Editions des Tuileries. Par chèque, par Paypal, par carte bancaire (en cliquant sur l'onglet "Pour faire un don" en haut de la page accueil de notre site rivarol.com) ou par virement sur le compte de l'Association des Amis de RIVAROL à la Banque postale :

IBAN : FR91 2004 1000 0108 6027 7P02 005

BIC : PSSTFRPPPAR

Merci d'avance à tous. *Sussum corda !*

VIDÉO RIVAROLIENNE DE NOVEMBRE 2021 : SIX MOIS DE PRISON FERME REQUIS CONTRE LE DIRECTEUR DE RIVAROL

Le 43^e entretien rivarolien, celui de novembre 2021, est essentiellement consacré à l'actualité judiciaire : le mercredi 20 octobre la condamnation à six mois de prison avec sursis contre Cassandra Fristot (qui a finalement décidé de ne pas faire appel, n'ayant plus la moindre confiance en « la justice de son pays ») et les réquisitions de Madame le procureur de la République une semaine plus tard réclamant, le mercredi 27 octobre, six mois de prison ferme contre le directeur de RIVAROL pour la publication d'un article du 2 septembre 2020 sur Oradour-sur-Glane et d'une vidéo du 3 octobre 2020 (supprimée depuis par YouTube) consacrée à l'incarcération quinze jours plus tôt à Fleury-Mérogis d'Hervé Ryssen.

Cette vidéo où Jérôme Bourbon est comme d'habitude interrogé par Florian Rouanet peut être vue soit directement sur la page accueil de notre site rivarol.com, soit en tapant sur la barre de Google <https://odysee.com/@RIVAROL:6>

Bon visionnage à tous !



Chronique de la France asservie et... résistante

EN CONCURRENCE avec Eric Zemmour dans le registre du gaullisme le plus extravagant, Marine Le Pen s'est laissé aller à un très grand numéro de lèche-bottisme gaulliste lors de son discours d'hommage au général, le 9 novembre, à Bayeux. Voici quelques extraits de son intervention : « 51 ans après sa mort, nous avons tenu à célébrer son souvenir et honorer cette figure historique aujourd'hui légendaire, qui sut si bien porter l'âme de la France et, par sa vision, façonner une communauté qui ne fut qu'une seule pensée, un seul élan, un seul cri » (un seul Crif ?) « Nous nous sommes rendus avec déférence aux pieds de cette croix monumentale. Nous sommes venus humblement et respectueusement rendre hommage au libérateur de la France, celui qui combattit sans faiblesse ceux qui, selon son expression, outragèrent la majesté de la France » (merci pour le maréchal Pétain et ses partisans ainsi démonisés !) Et d'ajouter : « Nous avons une vraie légitimité. Objectivement, quel est le mouvement le plus proche des idées du Général ? » Je m'arrête là. Pendant ce temps, nous, nous pensions à Robert Brasillach, à Jean Hérold-Paquis, à Piegts, à Dovecar, à Degueudre, à Bastien-Thiry et à tant d'autres, massacrés par la vindicte gaulliste. Décidément, Marine Le Pen et nous n'appartenons pas au même monde...

En attendant, le ton monte entre Marine Le Pen, qui sent le danger que représente pour elle la montée en puissance d'Eric Zemmour, qui s'appête à annoncer sa candidature, probablement le 2 décembre, jour de la victoire d'Austerlitz (1805), du sacre de Napoléon I^{er} (1804) et du coup d'Etat de Napoléon III (1851).

ZEMMOUR-LE PEN : LE TON MONTE

Marine Le Pen dénonce le discours « brutal, excessif, outrancier » du polémiste, ajoutant que « les problèmes du pays ne trouveront pas leurs solutions dans la division, mais dans l'unité. Pas dans une radicalité déplacée, mais dans le respect des institutions et même des convenances. » C'est à en pleurer. Mais il y a pire. Le beau slogan « La France aux Français », popularisée par l'AF et les Ligues d'avant-guerre, a évidemment été abandonné car, soutenait cet été l'inénarrable Wallerand de Saint-Just, membre du bureau exécutif du mouvement, « La France aux Français était un slogan raciste ». Celle-là, il fallait l'oser ! Il est remplacé par le plus mou « Rendre aux Français leur pays » ! *Idem* pour « Les Français d'abord » car, dit le génie cosmopolite Saint-Just, « cela veut dire qu'on s'intéresse aux autres ensuite », ce qui est évidemment tout à fait condamnable dans la doxa mariniste. Tout commentaire est superflu... Zemmour, quant à lui, se moque de Marine Le Pen, tout en déclarant sa flamme aux électeurs de cette dernière : « Avec Marine Le Pen, nous n'avons pas les mêmes centres d'intérêt. Elle, c'est les chats, moi, c'est les livres. » Quant aux électeurs du RN : « Ils m'aiment. Ils achètent mes livres, regardent mes émissions. J'ai un lien d'affection et de respect pour eux. Ce sont des personnes valeureuses et admirables. Mon but est de les sortir de cet enfermement politique. » « Occupe-toi de Macron et arrête de taper sur les patriotes », lui rétorque Louis Aliot, l'ex-concubin de Marine Le Pen.

Mais Eric Zemmour, qui est très méchant, comme on le sait, s'en prend aussi, et bien plus, aux Républicains, dont il qualifie le débat destiné à désigner leur candidat de « réunion d'alcooliques anonymes ». Le polémiste a en effet évoqué une « réunion d'alcooliques anonymes qui nous expliquent comment sortir de l'alcoolisme », « une réunion de notables centristes », dont seul « l'ami Ciotti a tiré son épingle du jeu », Valérie Pécresse étant qualifiée de « Juppé en jupon ». Le droitier mais Likoudnik Ciotti (il veut que la France reconnaisse Jérusalem comme la capitale de l'Etat d'Israël), qui est sur la même ligne que Zemmour était, il est vrai, plutôt bon dans les débats, et les autres mauvais. Suggérons au passage que la Sé-

HAHA ! TOUT LE MONDE EST GAULLISTE MAINTENANT ! MÊME LE PEN !



curité routière intervienne afin que le miro de Barnier lui soit retiré, le temps de la campagne électorale, tant ses interventions suscitent la somnolence, voire un franc endormissement. Quant à Marine Le Pen, elle rame quelque peu. Zemmour est-il un danger pour elle ? Mais non, « c'est un danger pour les Républicains » veut-elle se rassurer. Et puis, qu'apporte la candidature de Zemmour « Dans beaucoup de domaines, il dit la même chose », à part, attention, « les mesures un peu folkloriques ou outrancières, sur les prénoms ». Lui a-t-elle parlé récemment ? « Non, personne ne peut lui parler. Il est inatteignable ». Pourquoi ? « Zemmour a le sentiment d'être le général De Gaulle réincarné ». Eh bien ! Et puis, Marine Le Pen se fait plaintive : « Zemmour m'attaque avec beaucoup de violence ». « Vous aussi », rétorque le journaliste qui l'interrogeait. Et puis, voyez-vous, note la candidate, il y a quand même « des désaccords politiques ». Lesquels ? Mais pardi, « Zemmour a voté Mitterrand », il y a quarante ans. Et puis, pour être candidat à l'élection présidentielle, « il faut avoir souffert », dit-elle. « La résilience ? » relance la journaliste. « Euh », répond Marine Le Pen, qui ne connaît visiblement pas la signification du mot (« résilience », un mot très à la mode aujourd'hui, signifie « capacité à surmonter les chocs traumatiques »). Il y a pour elle encore du travail sur la planche pour un éventuel débat de second tour ! En attendant, Marine Le Pen aura besoin de résilience. La situation financière du RN n'en finit pas de se dégrader. Le tribunal administratif vient de rejeter la requête du RN d'annuler sa dette fiscale de 1,8 million d'euros de recettes TVA réclamées par le fisc sur les 9 millions facturés par le micro-parti Jeanne aux candidats frontistes pour leur campagne législative.

LA VALSE DES TARTUFES

On sait qu'Eric Zemmour s'est autorisé à se rendre devant le Bataclan le 13 novembre pour rendre hommage aux victimes du terrorisme islamiste six ans après leur assassinat. Scandale ! Mais de quel droit Zemmour s'autorise-t-il à fouler une terre sacrée réservée aux humanistes, de préférence LGBT, etc. ? Il fut traité de « profanateur de sépulture, ayant abîmé la mémoire des 90 personnes décédées au Bataclan » par le président de l'association *Life for Paris*. Un autre évoqua « une ignominie ». Pire, Zemmour s'en prit à François Hollande et au pouvoir socialiste de l'époque qu'il accusa de n'avoir « rien fait » pour empêcher les attentats du 13 novembre 2015. Des propos excessifs ? Des propos de campagne électorale ? Pas du tout. Zemmour dit hélas la vérité sur ce point. Bernard Squarcini, ex-patron de Renseignement intérieur, vient en effet de révéler que les services syriens avaient alerté la France des menaces terroristes qui pesaient notamment sur le Bataclan, dont le propriétaire était un juif français qui se signalait par son furieux soutien à Tsahal, l'armée israélienne, notamment par le biais de dons et l'organisation de galas. Les services syriens avaient toutes les informations, et se déclaraient prêts à les communiquer aux Français. Refus du Premier ministre, Manuel Valls, de collaborer avec ces gens-là. On connaît la suite... Mais venons-en à Ra-

quel Garrido, ex porte-parole de La France Insoumise. Invitée sur le plateau de BFM TV pour commenter la passe d'arme entre François Hollande et Eric Zemmour, elle a jugé que l'essayiste entravait « la réconciliation avec les terroristes ». Ni plus, ni moins. Elle a qualifié « d'indécence » la prise de parole d'Eric Zemmour devant le Bataclan, face au « processus judiciaire, de réparation, qui est une modalité pacifique dans une civilisation civilisée », ajoutant : « Les familles ont fait des efforts incommensurables pour participer au procès, pour trouver en elles la force de témoigner, de rendre hommage à leur mort, de trouver le chemin vers la réconciliation, y compris avec les terroristes eux-mêmes et les personnes qui sont poursuivies ». Commentaire de Gilbert Collard, l'eurodéputé du RN, sur Twitter : « Sale collabo ! ». Eric Zemmour a, quant à lui, répliqué que, face à l'avocate qui « veut la réconciliation avec les terroristes », lui « veut la victoire sur le djihadisme ». « Nous ne sommes pas du même côté de la ligne de front », a-t-il asséné sur Twitter. Eric Naulleau, l'ancien comparse d'Eric Zemmour sur les plateaux de télévision, a commenté, quant à lui sobrement : « Abjection, votre honneur ! » Que dire de plus ?

MARINE LE PEN «PRISE DE PANIQUE»

On lit dans les colonnes du journal *Le Parisien*, mardi 26 novembre, ces propos d'un très proche de Marine Le Pen : « Elle est prise de panique. Elle parle de Zemmour H24. » Commentaire d'un haut cadre du RN : « Zemmour est à 15 % parce que nos électeurs attendaient autre chose depuis longtemps. Elle a vitrifié son propre parti ». Il est vrai qu'elle a des raisons d'être inquiète. Nos lecteurs connaissent la situation financière catastrophique du RN, mais il y a pire. Des pans entiers du mouvement s'effondrent. Il y a actuellement un transfert massif de militants et cadres du RN vers Eric Zemmour qui, à tort ou à raison, représente pour eux une espérance. Les réunions de militants du RN, dans les régions (nous parlons bien de régions, pas de circonscriptions), peinent à rassembler plus de quelques dizaines de personnes, là où, il y a encore quelques années, se pressaient des centaines de militants enthousiastes. La récolte des promesses de signatures des maires en souffre évidemment terriblement, à telle enseigne que certains observateurs envisagent l'hypothèse que Marine Le Pen ne soit pas en situation de pouvoir se présenter, ce qui serait tout de même ahurissant. Mais d'ici là, le bon génie Macron, qui rêve de l'avoir pour adversaire au second tour, lui donnera peut-être un coup de pouce...

En attendant, certains supposés « amis » de la candidate, se montrent cruels, déclarant : « son entourage utilise des téléphones à clapet et ne sait pas ce qu'est une boucle WhatsApp. Tout est laborieux, et enfin tout simplement, elle est totalement démonétisée ». D'ici février, de nombreux membres songeraient à « prendre les devants », notamment Nicolas Bay, Gilbert Collard, Jérôme Rivière et Thierry Mariani : « Si en février, Eric Zemmour passe devant Marine Le Pen et creuse l'écart, alors ce serait l'heure de

la grande migration des rives du lepénisme vers celle du zemmourisme », prédit un cadre. Plusieurs « amis » de la candidate ne cachent pas qu'ils s'y préparent, apprend-on dans les colonnes du *Parisien* qui cite un « proche » de Marine Le Pen. On sait maintenant, avec une quasi-certitude qu'Eric Zemmour annoncera sa candidature le 2 décembre. Gageons que certains ne manqueront pas de soupçonner Zemmour de tentatives putschistes... Un grand meeting de lancement de la campagne est, quant à lui, prévu le dimanche 5 décembre au Zénith, histoire de polluer sans doute la désignation du candidat LR à l'élection présidentielle et 45 ans jour pour jour après la fondation du RPR. Décidément, Zemmour est méchant...

RIFI FI À VALEURS ACTUELLES

On sait que l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* a été condamné le 29 septembre pour injure publique à caractère raciste après avoir publié une fiction dépeignant la députée La France insoumise, Danièle Obono en esclave. L'hebdomadaire est la cible des *Sleeping Giants* qui font pression sur les annonceurs pour qu'ils retirent leurs publicités, un tel retrait constituant une menace redoutable pour sa survie. RIVAROL est aussi leur cible, non pas en termes de publicité, inexistante, mais en ce qui concerne les aides indirectes à la presse (TVA, frais postaux) dont nous bénéficions, comme toute la presse, et que les *Sleeping Giants* tentent de nous faire retirer en faisant pression sur le ministère de la Culture. Pour ce qui concerne *Valeurs Actuelles* et le groupe de presse Valmonde, propriété du Franco-Libanais Iskandar Safa, de sérieuses tensions ont traversé les équipes, ces derniers mois, entre celles d'un magazine de conseil en gestion de patrimoine et celles d'un hebdomadaire politique de la droite assumée, les premiers, courageux comme tous les libéraux, craignant que l'image quelque peu radicale de VA ne les desserve. Le groupe de presse est secoué depuis plusieurs mois par un hiatus de plus en plus grand entre les équipes de *Mieux vivre votre argent*, de *La Lettre de la bourse*, et de *Valeurs actuelles*. Celles du mensuel financier désavouent régulièrement la ligne éditoriale droitiste de *Valeurs actuelles*, comme cet été avec la publication d'une fiction dépeignant la députée La France insoumise, Danielle Obono, en esclave. Du coup, Iskander Safa a décidé de sortir du groupe de presse Valmonde ses différents magazines pour protéger leur image, Geoffroy Lejeune, qui s'estimait jusqu'à présent entravé dans le développement de son hebdomadaire, assurant la direction de la publication de l'hebdo, ce qui est *a priori* le gage d'une continuité en terme de ligne politique. Trois sociétés seront créées d'ici la fin de l'année afin de séparer juridiquement chacun des titres détenus par Valmonde (*Valeurs actuelles*, *Mieux vivre votre argent*, *La Lettre de la bourse*, *Le Spectacle du monde*). Cette mue vise notamment à empêcher que les procédures judiciaires engagées à l'avenir contre *Valeurs Actuelles* n'entachent la réputation des autres magazines. Courageux, mais pas téméraires...

Robert SPIELER.



(Dessins de Chard)

Tribune libre

A l'aube de la cinquième vague du Covid

De même que les assassins ont tendance à revenir sur le lieu de leurs crimes, dévorés par leur mauvaise conscience, l'esprit torturé des initiateurs du Covid 19 s'égarait régulièrement à Wuhan d'où il est parti. Selon le quotidien économique *Les Echos* en date du 2 novembre 2021 (<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/washington-juge-plausible-une-evasion-du-covid-19-dun-laboratoire-chinois-1360435>), « le mystère sur l'origine du Covid-19 a été l'occasion d'un nouvel échange acrimonieux entre Washington et Pékin [...]. Un des rapports de synthèse des cinq principales agences de renseignement américaines, déclassifié vendredi [29 octobre 2021], estime que le virus Sars Cov 2 responsable de la pandémie pourrait aussi bien être d'origine naturelle que le résultat de l'évasion accidentelle d'un laboratoire de la ville de Wuhan. Si quatre de ces agences penchent légèrement pour une piste naturelle, sans détailler pourquoi, le FBI privilégie plutôt la fuite accidentelle et toutes ces agences jugent les deux hypothèses "plausibles". Quand bien même le Sars Cov 2 aurait été cultivé, voire manipulé dans ce labo P4, à travaux sensibles, les agences américaines ne croient toutefois pas que ce fût afin de mettre au point une arme biologique. » [...]

PÉKIN DÉNONCE UNE FARCE

« [...] Le Congrès [chinois ?] a divulgué mercredi dernier [27 octobre 2021] des informations embarrassantes sur les travaux menés par le WIV. En cause, le prestigieux NIH (*National Health Institute*) américain, qui avait déjà reconnu, à rebours de ce que jurait, l'été dernier, le numéro un de l'*establishment* sanitaire américain, Anthony Fauci, avoir financé à hauteur de dizaines de millions de dollars des travaux de manipulation de virus par le WIV (*Wuhan Institute of Virology*).

Il a admis il y a six jours que cette collaboration opérée par l'intermédiaire d'une ONG new-yorkaise, *Eco Health Alliance*, avait été bien au-delà de ce qui avait été convenu initialement dans le partenariat. *Eco Health Alliance*, qui collabore avec le WIV depuis longtemps, aurait caché que ces travaux avaient abouti à décupler la dangerosité de certains virus sur des souris.

Des expériences trop risquées
Ces travaux, dits « *gain offonction* » (GOF), consistent à insérer des gènes ou à changer leur mode d'expression dans un virus [...]. Le risque que ces germes ainsi « dopés » provoquent une catastrophe en s'évadant a poussé l'administration Obama à interdire les GOF sur le territoire américain. Mais Peter Daszak, patron de *Eco Health Alliance*, et le docteur Fauci avaient obtenu de l'administration Trump une dérogation en 2017 pour des travaux à Wuhan. [...]

Autres éléments inquiétants sur les travaux financés par le NIH et *Eco Health Alliance* qui expliquent peut-être l'embarras du complexe scientifique américain depuis le début de la pandémie. La directrice scientifique du WIV, Shi Zengli, spécialiste mondialement connue des coronavirus de chauve-souris, s'était aussi vantée, dans un article paru dans *Nature* en 2015 d'avoir créé en collaboration avec l'université de Caroline du Nord une chimère de virus dotée d'une protéine particulière dite "Spike", lui donnant la capacité d'infecter très efficacement des cellules de poumons de souris. Protéine qu'on retrouve dans le Sars Cov 2.

Les agences américaines de renseignement ont aussi admis qu'il est désormais possible de réaliser des manipulations génétiques sans laisser de traces : impossible de distinguer un virus naturel d'un virus bricolé. »

ÉTATS-UNIS D'ISRAËL

Ces informations éclairent ce que l'on peut appeler « *l'énigme de Wuhan* ». Avant de parler des autorités américaines citées dans la dépêche ci-dessus, précisons leurs caractéristiques marquantes.

Les postes à haute responsabilité y sont essentiellement occupés par des juifs américains, israéliens et à double nationalité, dont la fidélité à Israël est totale. A leurs côtés, collaborent des Américains, dévoués à la cause israélienne par conviction ou corruption. Sous cet encadrement, collaborent d'authentiques Américains peu exigeants. Leur opinion se nourrit de média « politiquement corrects » qui les satisfont amplement.

Enfin, subsistent par ci par là, quelques

spécimens d'Américains patriotes. Afin de satisfaire leur conscience et d'apaiser leur chagrin, ils se battent en vain avec courage, contre le bulldozer qui ravage tout sur son passage.

Cette description est à copier/coller dans les autres "démocraties" occidentales, y compris la France, colonies juives plongées dans un coma profond, peut-être dépassé. Elles sont à regrouper sous l'appellation « *Etats-Unis d'Israël* ». Les Etats-Unis d'Amérique représentent à eux seuls près de la moitié des Etats-Unis d'Israël.

Au lancement de l'opération Covid, fin 2019, début 2020, les autorités américaines, imprégnées de la culture du « mensonge vrai », grisées par leurs faciles victoires passées, étaient convaincues que l'opinion occidentale était prête à gobier n'importe quelle nouvelle venant des officines ayant pignon sur rue, et que, « plus c'est gros, mieux ça passe ».

Dès les premiers symptômes du Covid, elles affirment, avec une rare autorité, qu'une chauve-souris, ou une civette, ou un pangolin, on ne sait pas trop, infectés, étaient à l'origine de la pandémie qui se propage dans le monde, tous azimuts, à des vitesses soniques depuis la ville de Wuhan. L'animal réussit le prodige incroyable de stopper l'économie mondiale en trois mois. C'est dire à quel point il était malade...

Cette thèse fut défendue par le Gotha mondial, les savants de cour, avec la caution de l'*Organisation Mondiale de la Santé*. Celle-ci confirmait : l'origine de la pandémie est naturelle. On hésite encore sur l'espèce de l'animal coupable. Le doute sera levé. Les scientifiques y travaillent. La confirmation est une question de mois, d'années ou de siècles.

En corollaire, il est inutile de chercher si l'origine ne pourrait pas être une fuite du WIV, *Wuhan Institute of Virology*. Seuls d'affreux complottistes promeuvent cette thèse délirante.

Ce message fut bien accueilli au début. Comme d'habitude, les contestataires, peu nombreux, étaient quasiment inaudibles. Micros et caméras avaient reçu ordre de les ignorer et de leur substituer des micros-trottoirs inoffensifs.

L'article ci-dessus des *Echos* du 2 novembre 2021 montre que les autorités américaines ont été présomptueuses. Leurs opposants sont parvenus à capter l'attention. Ils concluent que la thèse naturelle (animal non identifié) est absurde. Une fuite du WIV, accidentelle, plus sûrement volontaire, donc criminelle, est probable.

Cette thèse gagnant en crédibilité, l'OMS envoya à Wuhan, en février 2021, une mission officielle qui se clôtura par une défaite cuisante. La délégation de l'OMS dut admettre s'être fourvoyée avec légèreté dans la thèse naturelle du Covid 19. Désormais, elle penchait vers l'hypothèse de la fuite accidentelle du *Wuhan Institute of Virology*.

Les cinq agences de renseignement américaines citées dans l'article des *Echos* mettent en péril le peu de crédibilité qui leur reste. Par solidarité avec l'OMS, l'*Organisation Mondiale de la Santé*, elles se rallient à la thèse de la fuite accidentelle du WIV. Pour ce faire, elles dissimulent deux informations capitales diffusées au début 2020.

DEUX INFORMATIONS CAPITALES DISSIMULÉES

La première, donnée par *Wikistrike* le 13 février 2020, annonce : la destitution des plus hauts responsables de la santé à Wuhan hier (soit le 12 février 2020).

Pourquoi cette information de première grandeur est-elle, aujourd'hui encore en novembre 2021, gardée secrète par les services de renseignement américains et la Chine ?

Le même article du 2 novembre 2021 cite également un fait connu depuis février 2020, mais jusqu'alors dissimulé : « [le régime chinois] a admis il y a six jours que cette collaboration opérée par l'intermédiaire [...] d'*Eco Health Alliance* avait été bien au-delà de ce qui avait été convenu initialement dans le partenariat. *Eco Health*

Alliance, qui collabore avec le WIV depuis longtemps, aurait caché que ces travaux avaient abouti à décupler la dangerosité de certains virus sur des souris ».

En clair, le régime chinois avait perdu le contrôle du WIV. Pékin le reconnaît seulement le 27 octobre 2021, sans toutefois mentionner que l'Armée chinoise a repris les rênes du WIV dès le 12 février 2020.

La Chine a-t-elle été abusée par les Etats-Unis, ou était-elle, sur ce projet, la complice d'un des pouvoirs occultes américains ? Votre serviteur n'a aucune compétence, ni de près ni de loin, pour répondre à cette question.

Encore aujourd'hui, Chinois et Occidentaux gardent le secret sur le montage complexe qui a permis aux Occidentaux de réaliser à Wuhan, non seulement des recherches scientifiques dangereuses, interdites aux Etats-Unis, mais en plus, d'y installer probable-

ment la première chaîne de fabrication des virus, et la chaîne logistique pour les disséminer rapidement et discrètement dans les zones de contamination du monde entier.

Shi Zengli et son équipe n'avaient pas la capacité de mener un projet d'une telle envergure et d'une telle complexité, gourmand en compétences extrascientifiques. Quelqu'un d'autre s'en est chargé. Qui était-ce ?

C'est ici qu'intervient la deuxième information capitale, soigneusement tue, aussi bien par les autorités occidentales que chinoises.

Au début de l'épidémie, les projecteurs étaient braqués sur le seul WIV, *Wuhan Institute of Virology*, pour jurer, une main sur la Bible, l'autre sur le cœur, que l'Institut n'y était strictement pour rien ; un hasard malheureux a voulu que l'animal non identifié fût tombé malade à Wuhan où est implanté le seul laboratoire de virologie de type P4 en Chine.

Quelques mois plus tard, les autorités et les media se firent plus énigmatiques : il était impossible que le virus se fût échappé d'un des laboratoires de virologie de Wuhan. On voit ici à quel point la sémantique est une arme de guerre. Si l'on parle « d'un des laboratoires » au lieu « du laboratoire », on suggère qu'il y a, au minimum, deux laboratoires de virologie à Wuhan, l'un en pleine lumière, l'autre caché. L'article des *Echos* du 2 novembre 2021 cité plus haut adopte ce stratagème dès son premier paragraphe en écrivant : « *l'évasion accidentelle d'un laboratoire de la ville de Wuhan* ». D'autres dépêches parlent même "des" laboratoires de virologie de Wuhan, suggérant qu'au moins deux laboratoires collaborent à nourrir la pandémie.

Comment expliquer cette frilosité du Gotha mondial à révéler l'existence d'un deuxième laboratoire en virologie à Wuhan ? La réponse probable est que ce second laboratoire virologique est le cœur stratégique de l'opération « *Covid 19 et mutants* », au même titre que la tour n°7 du *World Trade Center* l'a été pour le 9-11.

Cette tour n° 7 s'était effondrée le 11 septembre 2001, par destruction contrôlée, environ six heures après les tours Nord et Sud, sans explication, après évacuation de la tour et de ses alentours. La destruction contrôlée est rapide mais longue à mettre en œuvre. Elle est une des preuves de la préméditation du 9-11. La tour n°7 hébergeait vraisemblablement le centre névralgique de l'opération 9-11, notamment le système de guidage des avions.

Qu'en est-il du laboratoire fantôme de Wuhan ? Quand l'OMS va-t-elle se résoudre à l'évoquer ? Son existence a fuité début 2020, dans un message YouTube d'une chaîne de télévision allemande avant d'être repris par d'autres. Il n'est plus accessible au grand public. Pourquoi dissimuler des informations aussi capitales ?

Il s'agit d'un crime contre l'humanité, car il prive celle-ci de données sur la pandémie homicide, et l'empêche d'arrêter l'hémorragie financière colossale qui appauvrit la planète pour n'enrichir qu'une coterie et Big Pharma où la même coterie domine.

« L'autre » laboratoire de virologie de Wuhan serait de type P3 (le WIV est de type P4). Son nom serait *WuXi PharmaTech Inc*. Son

adresse dont le numéro est facile à retenir, est : 666 Gaoxin Road, East Lake High-tech Development Zone, Wuhan, Hubei, 430075.

Il fait partie d'un groupe créé en 2000, qui emploie, vingt ans plus tard, environ 27 000 personnes. Il dispose de filiales dans les îles Caïman, ce qui est un gage d'opacité rentable.

D'après la chaîne de télévision allemande, cet ensemble fait partie de la galaxie de George Soros.

En admettant que Shi Zengli ait été retournée par les Etats-Unis pour remplir une mission importante et dangereuse dans son ancien laboratoire WIV, elle ne pouvait l'accepter que si elle avait de solides garanties de la réussite, avant d'être exfiltrée, fortune faite.

Cela supposait :

- de tromper les autorités chinoises sur la nature de la coopération sino-américaine sur les virus et sur l'objectif du laboratoire WIV ;
- d'acquiescer toute leur confiance, afin qu'elles relâchent leur contrôle sur le WIV ;
- de protéger, de conseiller, d'informer, de consulter, de surveiller, de commander Shi Zengli et son équipe complice, par des officiers traitants disponibles à proximité ;
- de mettre en place des moyens capables d'exfiltrer promptement l'équipe Shi Zengli en cas d'urgence.

Si le WIV avait pour mission de mettre au point les virus pathogènes, peut-on imaginer qu'au moins dans la phase de lancement de la pandémie, « *l'autre laboratoire* » de Wuhan était, lui, chargé de les fabriquer et de les faire acheminer discrètement vers les lieux à contaminer ? Cet ensemble scientifique, industriel et logistique nécessitait, à proximité du WIV, d'une entité industrielle spécialisée importante, complice, relativement indépendante de la tutelle chinoise, rompue aux techniques de la « fausse bannière ».

WuXi PharmaTech Inc de Wuhan et son groupe chinois, chapeauté par George Soros, pouvait-il remplir les critères exigés ? La tentation est grande de répondre : oui, idéalement.

LE RÉVÉLATEUR D'UN EFFONDREMENT MORAL ET SPIRITUEL GIGANTESQUE

Ces solides présomptions peuvent correspondre à la réalité. Si les autorités planétaires mondialistes avaient la volonté de mettre un terme à cette pandémie, elles étudieraient avec soin ces informations à la portée de tous. En cette fin novembre 2021, les media sonnent le tocsin en annonçant l'arrivée de la cinquième vague en Europe. A grand fracas, les autorités mondiales menacent de l'usage de la force contre les récalcitrants à la vaccination. Simultanément, elles gardent jalousement secrètes les informations passées et présentes sur les laboratoires de virologie de Wuhan.

Quelle est, aujourd'hui, la nature des relations de la *WuXi PharmaTech Inc* de Wuhan avec le WIV sous contrôle de l'armée chinoise depuis vingt et un mois ? Selon Internet, la *WuXi PharmaTech Inc* de Wuhan et le groupe chinois auquel elle appartient semblent poursuivre leurs activités sans difficultés particulières. Est-ce un leurre ou la réalité ? Shi Zengli a-t-elle été exfiltrée, ou arrêtée, jetée dans un cachot ou fusillée ?

Ce comportement dissimulateur orchestré planétairement constitue une preuve de la responsabilité directe des autorités mondiales dans cette pandémie dont personne ne prévoit la fin prochaine.

L'heure ne devrait plus être à la pleurnicherie, à la résignation, à la soumission, à la démission, à la prostitution et à la lâcheté. Cette fausse pandémie, planifiée de mains de maître, révèle un effondrement moral et spirituel gigantesque de l'humanité sous tutelle onusienne. Sans un sursaut improbable, il n'y a rien à espérer. L'ONU est prête à laisser commettre les pires horreurs sans état d'âme.

La solution serait de regrouper les individualités saines, courageuses et incorruptibles, à l'intérieur d'une communauté d'action. Cette solution ressemble furieusement à de l'utopie extrême. Mais au point où nous en sommes, des femmes et des hommes, armés moralement et courageux, dans la force de l'âge, ne seraient-ils pas tentés par cette aventure en marge de l'irréel, plutôt que de se résigner à une vie d'esclave, inconsistante, et finalement criminelle ?

Louis CASTAY.



Abonnement vaccinal à vie !

C'EST RIEN... JUSTE UN PETIT EFFET INDÉSIRABLE DU VACCIN ANTI-COVID!



LE GOUVERNEMENT français lance une nouvelle campagne de vaccination pour convaincre les adultes de 40 ans et plus de s'injecter une troisième dose de vaccin pour faire face à « la cinquième vague (qui) est là depuis la mi-octobre »⁽¹⁾, a déclaré le président du Conseil scientifique Covid-19 Jean-François Delfraissy.

UN ABONNEMENT VACCINAL JUSQU'À LA MORT

Les Français qui se sont fait injecter une première dose ne savaient pas qu'ils avaient souscrit à un abonnement vaccinal à vie. Et pour justifier ce qui est une arnaque dévastatrice pour la santé, le président du Conseil scientifique Covid-19, Jean-François Delfraissy, a expliqué le 17 novembre dernier sur France Inter que les vaccins « perdent une partie de leur efficacité après cinq à six mois, d'où l'intérêt d'une dose de rappel »⁽²⁾.

La Haute autorité de santé rappelle dans un avis rendu le 6 octobre 2021 que « les études les plus récentes confirment une baisse au cours du temps de l'efficacité vaccinale observée en vie réelle contre les infections liées au variant Delta (de 30 à 70 %) ». Et d'ajouter en guise d'explication « la conjonction d'une moindre efficacité des vaccins vis-à-vis du variant Delta et de la diminution progressive de l'efficacité vaccinale à distance du schéma avec deux doses de vaccin. »⁽³⁾

Une autre étude, parue dans *The New En-*

1. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vaccin-contre-le-covid-19-pourquoi-la-generalisation-d-une-dose-de-rappel-pour-tous-les-adultes-en-france-est-tres-probable_4850703.html

2. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vaccin-contre-le-covid-19-pourquoi-la-generalisation-d-une-dose-de-rappel-pour-tous-les-adultes-en-france-est-tres-probable_4850703.html

3. https://www.has-sante.fr/jcms/p_3290614/fr/strategie-de-vaccination-contre-la-covid-19-place-d-un-rappel-par-le-vaccin-a-arnm-comirnaty

AGENDA

27 novembre à Paris 8^e (chapelle Notre-Dame de la Consolation, 23 rue Jean Goujon, 10h30). Messe tridentine pour le repos de l'âme de : José Antonio Primo de Rivera, assassiné par les Rouges le 20 novembre 1936, et pour le Général Franco, chef de l'Etat espagnol, mort le 20 novembre 1975. La cérémonie sera suivie d'un verre de l'amitié dans la crypte, le tout organisé par le Cercle franco-hispanique présidée par M^{me} Hélène Grimaldi. Inscription impérative : cfh.grimaldi@free.fr

4 décembre à Paris (19h). Eugène Krampon évoquera au Cercle Édouard Drumont son expérience de journaliste engagé dans la revue *Réfléchir & Agir* et à la radio Méridien Zéro. Techniques du journalisme, récit des coulisses comiques ou scabreuses du monde politique, difficultés et opportunités d'un métier à la fois exigeant, exaltant et indispensable pour faire entendre la voix de la cause nationale !

19h : Conférence (5 euros).
20h30 : Buffet (5 euros).
Places limitées, inscription obligatoire.
Courriel : Cercle.drumont@gmail.com. Tél. : 06-33-23-18-07.

gland Journal of Medicine, montre que l'efficacité du vaccin de Pfizer et BioNTech baisse d'environ 6 % en moyenne tous les deux mois.⁽⁴⁾

Les media français, et plus largement occidentaux, se veulent rassurants, à l'instar de France Info : « L'état de la science actuel témoigne de l'efficacité et de la sûreté de la dose de rappel. Une étude parue dans *The Lancet*, sur environ 1,5 million de personnes à l'âge moyen de 52 ans, montre qu'une semaine après la dose de rappel, l'efficacité d'un vaccin à ARN messager (Pfizer-BioNTech ou Moderna) contre le risque d'hospitalisation était de 93 % (il y avait 29 cas dans ceux ayant reçu la dose de rappel contre 231 dans le groupe témoin de la même taille qui ne l'avait pas reçue). L'efficacité de la troisième dose était de 81 % contre le risque de décès (sept morts dans le groupe ayant été vacciné avec une dose de rappel contre 44 dans celui n'ayant pas reçu cette dose).

Une étude britannique confirme ces résultats. Deux semaines après

avoir reçu une dose de rappel des vaccins AstraZeneca ou Pfizer-BioNTech, la protection contre l'apparition de symptômes en cas de contamination chez les adultes de plus de 50 ans était respectivement de 93 % et 94 %, rapportent les autorités britanniques. »⁽⁵⁾

Or, ces mêmes media ne disent mot des effets secondaires qui, eux, ne diminuent pas.

L'EFFICACITÉ DE LA TROISIÈME DOSE

Il y a un pays qui a servi de modèle à l'Occident et dont la population a déjà eu droit à ses trois doses. C'est Israël. Les mêmes causes, la même politique, menant aux mêmes effets, il suffit d'examiner ce qui s'est déroulé dans les pays qui nous ont précédés pour connaître notre avenir.

Le 21 juin 2021, l'ancien directeur général du ministère israélien de la Santé, le professeur Gabi Barbash, s'est exprimé sur la reprise du Covid-19 à l'antenne de la radio israélienne 103FM. Il soulignait que près de la moitié des nouveaux contaminés israéliens étaient des personnes vaccinées : « 40 % des nouveaux cas sont des personnes vaccinées, ce qui signifie que le variant est très contagieux. »⁽⁶⁾

D'ailleurs, le Docteur Delépine est arrivé à la conclusion que le variant en question est le produit du vaccin. Loin de reculer, les dirigeants israéliens envisageaient une troisième injection de vaccin sans se demander si ce dernier n'est pas la cause de l'apparition du variant.

Gabi Barbash posait la question de savoir s'il y aurait une troisième injection du vaccin ou si un vaccin spécifique n'était pas nécessaire pour traiter le nouveau variant. « La question ne doit pas être traitée avec mépris », a-t-il ajouté. On retrouve (entre autres choses) dans la bouche du sodomite porte-parole du gouvernement français Gabriel Attal, la même rhétorique avant l'imposition à la population de mesures liberticides et létales.

La troisième dose a finalement été administrée aux Israéliens à partir du début du mois d'août 2021.

Après avoir vacciné la majorité des israéliens, l'État hébreu est revenu en arrière avec le port du masque. « Les masques représentent le moyen le plus efficace contre la transmission du virus : à l'aéroport Ben Gourion, il y a des gens du monde entier et, dans les écoles, les enfants doivent circuler avec les masques. J'aurais porté un masque dans les transports en commun même si j'étais vacciné. » a déclaré l'ex-directeur général du ministère de la Santé.

Le *Jerusalem Post* annonçait alors que les mesures pré-vaccinales allaient être sans doute de nouveaux imposées par le gouver-

4. <https://www.nejm.org/doi/10.1056/NEJMoa2110345>

5. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vaccin-contre-le-covid-19-pourquoi-la-generalisation-d-une-dose-de-rappel-pour-tous-les-adultes-en-france-est-tres-probable_4850703.html

6. <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/1624300354-israel-40-des-nouvelles-personnes-contaminees-sont-vaccinees-ex-directeur-general-du-ministere-de-la-sante>

nement de Naftali Bennett dont les propos ont été rapportés par le journal israélien : « Les gens devraient recommencer à porter des masques à l'intérieur, et cela pourrait devenir obligatoire en fonction de l'évolution de la situation », a-t-il déclaré. Le port du masque sera obligatoire à l'aéroport Ben-Gourion.

M. Bennett a appelé le public « à respecter les règles de quarantaine. La police renforcera l'application de la loi, et une lacune dans la législation, par laquelle les parents n'ont pas été tenus responsables jusqu'à présent si leurs enfants brisent l'isolement, sera résolue », a-t-il dit.

« En tant que père d'enfants dans la bonne tranche d'âge, je dis que je vais faire vacciner mes enfants », a déclaré M. Bennett, appelant tous les parents à faire de même. Et d'ajouter que « la plupart des vaccins dont nous disposons expireront à la fin du mois de juillet. Nous en avons assez pour tout le monde, mais pour compléter les deux doses, ils doivent recevoir la première injection avant le 9 juillet »⁽⁷⁾.

Le 4 juillet 2021, i24news s'alarmait et appelait à des mesures restrictives pour freiner le nombre de contaminations dans le pays qui est pourtant champion de la vaccination : « 16 nouveaux patients contaminés par le coronavirus se sont ajoutés cette semaine au nombre de malades dans un état grave, dont 11 personnes vaccinées. La tendance à la hausse du nombre de patients dans un état grave inquiète les hauts responsables du ministère de la Santé, notamment parce que la plupart d'entre eux sont vaccinés et âgés. »⁽⁸⁾

Cela fait penser à l'Autriche qui envisageait dans un premier temps de ne reconfiner que les non-vaccinés avant de décider le reconfinement de toute la population.

Un mois après l'injection de la troisième dose en Israël, les statistiques compilées par l'équipe de recherche *Our World in Data*, soutenue par l'Université d'Oxford, montrent qu'il y a eu un nombre record de 1 892 cas de Covid par million d'habitants en Israël le 1^{er} septembre 2021, soit près de 0,2 % de la population totale en une seule journée.

Un chiffre nettement supérieur à celui de la Mongolie, deuxième pays le plus touché, où le taux était de 1 119 par million d'habitants, et deux fois plus élevé qu'au Kosovo (980), en Géorgie (976) et au Monténégro (909), qui complètent le top 5, rapportait le 2 septembre 2021 le journal britannique *Daily Mail* qui ajoutait : « Israël n'a cessé de signaler des taux d'infections parmi les plus élevés au monde depuis la mi-août, au milieu d'une troisième vague sans précédent, alors qu'il est l'un des pays les plus vaccinés au monde.

À titre de comparaison, 522 personnes par million au Royaume-Uni ont été testées positives hier et le chiffre était plus proche de 595 aux États-Unis. Cela suggère que la protection acquise par les vaccins com-

7. <https://www.jpost.com/israel-news/covid-new-testing-complex-to-be-built-at-ben-gurion-as-cases-increase-671739>

8. <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/1625383545-israel-coronavirus-le-nombre-de-patients-dans-un-etat-grave-augmente-peu-a-peu-malgre-la-vaccination>



mence à céder face au variant Delta, haute-ment transmissible.

Alors qu'Israël enregistre un nombre record de cas dans sa quatrième vague, les vaccins protègent toujours contre les formes graves, les décès dus au virus Covid étant environ deux fois moins nombreux que lors de la deuxième vague, même si le nombre de décès a fortement augmenté au cours du mois dernier. »⁽⁹⁾

Le nombre de décès en Israël a donc fortement augmenté durant le mois de la troisième injection du vaccin...

LES FAITS ET LES CHIFFRES SONT TÊTUS

Nous avons déjà rapporté les chiffres dans les colonnes de RIVAROL, mais il est bon de les rappeler et de les mettre en relation avec l'appel du gouvernement français à une nouvelle injection de ce poison.

En France, depuis le début de la vaccination contre le Covid-19 (entre le 27 décembre 2020 et le 14 octobre 2021), 101 843 cas d'effets indésirables (dont 25 % de cas graves) ont été analysés par les CRPV (Centres Régionaux de Pharmacovigilance) à Bordeaux, Marseille, Strasbourg et Toulouse. Le vaccin Pfizer à lui seul compte 61 292 cas d'effets indésirables (don 27 % de cas graves).⁽¹⁰⁾

Une enquête de pharmacovigilance publiée par l'ANSM a révélé que le vaccin Pfizer contre le Covid-19 aurait provoqué en France 905 décès pour la période allant du 27/12/2020 au 26/08/2021 inclus.⁽¹¹⁾

Et la liste des effets secondaires, établie par l'ANSM, est longue comme le bras : Zona ; troubles du rythme cardiaque ; thrombopénie/thrombopénie immunologique/hématomes spontanés ; déséquilibre diabétique dans des contextes de réactogénicité ; échecs vaccinaux ; pancréatite aiguë ; syndrome d'activation des macrophages ; réactivation à virus Epstein-Barr ; méningoencéphalite zostérienne ; aplasie médullaire idiopathique ; hémophilie acquise ; polyarthrite rhumatoïde ; néphropathies glomérulaires ; troubles menstruels ; syndrome inflammatoire multisystémique ; syndrome de Parsonage-Turner (névralgie amyotrophante).

Chez les femmes enceintes qui ont été vaccinées, la majorité des effets indésirables enregistrés dans la base nationale de pharmacovigilance (BNPV) sont les fausses couches spontanées. Les vaccins contre le Covid-19 ont également provoqué des troubles du cycle menstruel chez de nombreuses femmes après une injection. « Dans son enquête de pharmacovigilance datée du 30 juillet (2021), l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a pour la première fois évoqué ces troubles comme "signal potentiel" associé à l'injection des produits des sociétés Moderna et Pfizer-BioNTech. »⁽¹²⁾

En France, 310 cas de troubles du cycle menstruel ont été recensés au 30 juillet 2021, en Espagne 450 cas en date du 18 juillet 2021 et au Royaume-Uni, où la campagne de vaccination a été massive, il y a eu 28 943 cas de troubles menstruels rapportés à l'Agence britannique de réglementation des médicaments et produits de santé (MHRA).

Et nous sommes encore loin d'avoir vu tous les effets secondaires provoqués par ces "vaccins" que l'on veut nous injecter de force, et à vie, avec d'incessants rappels.

Jean TERRIEN.

9. <https://www.dailymail.co.uk/news/article-9951117/Israel-worlds-Covid-hotspot-0-2-population-catching-yesterday.html>

10. Chiffres rapportés par l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé). « Point de situation sur la surveillance contre la Covid-19 ». Données du 01/10/2021 au 14/10/2021. <https://ansm.sante.fr/actualites/point-de-situation-sur-la-surveillance-des-vaccins-contre-la-covid-19-periode-du-01-10-2021-au-14-10-2021>

11. « Enquête de pharmacovigilance du vaccin Pfizer — BioNTech Comirnaty », Rapport n° 18 : période du 2 juillet 2021 au 26 août 2021, CRPV de Bordeaux, CRPV de Marseille, CRPV de Toulouse, CRPV de Strasbourg, ANSM. <https://ansm.sante.fr/uploads/2021/09/24/20210923-covid-19-vaccins-cominarty-pfizer-rapport-18.pdf>

12. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/08/06/covid-19-vaccins-et-perturbation-des-regles-des-signaux-et-beaucoup-d-incertitudes_6090781_4355770.html

La rectitude morale ? Un concept inconnu sous la V^e

LES limites du suffrage universel sont parfaitement identifiées : le crétin des Alpes pèse du même poids que le fin lettré, la couventine fait jeu égal avec la dernière des traînées, le pieux paroissien vaut le drogué délinquant, le père de famille nombreuse n'est pas plus reconnu que le pochard dilapidant son pécule au bistro. La télévision devient le faiseur de roi, dans une sorte de concours de télé-réalité où, aujourd'hui, un amuseur tunisien et ses toutous-guignols indiquent le bon choix aux masses atones. Mais la Sainte Urne produit un autre effet pervers, à savoir l'abyssale médiocrité et l'incroyable cynisme du personnel public qui s'exprime en son nom. La plus récente preuve de ce triste fait ? Les débats télévisés des LR avant l'élection de leur candidat unique, qui se tiendra début décembre. Il fallait vraiment se pincer pour y croire.

LES RÉPUBLICAINS EN BERNE MAIS CHERCHANT TOUJOURS À BERNER

Le contexte est le suivant : Éric Zemmour surgit du fond de la nuit, et prend 15 points d'intention de vote en deux mois, sur la

base d'un discours assez proche du Front National canal historique. La candidate de gauche Marine Le Pen — elle a réussi à diviser le nombre de ses militants par trois en dix ans — abandonne son absurde thème de campagne « *Libertés Chéries* », qui avait laissé songeur ses propres cadres, et effectue soudainement, sous la menace zemmourienne, un virage à 180 degrés recentré sur la seule immigration, nouveau danger à combattre, alors même que la benjamine de Jean-Marie Le Pen clamait encore récemment que le Grand Remplacement était un mythe et qu'y croire relevait du plus naïf des complots, il faut le faire !

Côté Républicain, c'est la panique : toutes les études d'opinion montre une grande lassitude des Gaulois à l'endroit des personnes en Djellabas et tutus (masse qui constitue désormais une base sociologique pour l'infortunée France) tandis que la gauche, amie intéressée des migrants (car cela peut lui valoir des suffrages abondants en naturalisant en masse les immigrés destinés à se substituer aux Français de souche qui ne votent quasiment plus pour les partis de gauche, hormis les bobos), plafonne à un maigre 25 % du total des intentions de vote. Voilà les cinq candidats LR (Xavier

Bertrand, Valérie Pécresse, Michel Barnier, Eric Ciotti, Philippe Juvin) qui découvrent tout à coup les méfaits de l'immigration incontrôlée, quand les mêmes l'ont ignorée avec superbe, voire l'ont encouragée, trente ou quarante ans durant. Mieux, c'est le concours Lépine de celui qui sera soudainement le plus radical sur le sujet... La palme du retournement de veste est décernée sans conteste à Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, qui avaient quit-

té leur mouvement à la suite de sa (relative) droitisation sous le règne de Laurent Wauquiez, le premier en 2017, la seconde en 2019, et qui rivalisent aujourd'hui de mesures drastiques à l'endroit des illégaux, mesures que le susdit Wauquiez n'aurait jamais osé formuler !

L'ART DU MENSONGE QUI DEVIENT COMME UNE SECONDE NATURE

Ne tournons pas autour du pot. Si « *la promesse des rois sont des décrets des Dieux* » (Crébillon), aussitôt que la République apparaît, on dégringole de quatre ou cinq barreaux sur l'échelle de Richter. C'est humain : plus le postulant promet, plus il obtient les suffrages de cocus survoltés. Depuis quelques semaines, nous faisons face à un feu d'artifice de dépenses inédites, l'unité de mesure n'étant plus le milliard d'euros, qui fait pingre, mais la dizaine... Anne Hidalgo clame sans rire son intention de doubler le salaire des enseignants : au moins vingt milliards d'euros de surcoût. Démagogie, quand tu nous tiens... Marine Le Pen et Arnaud Montebourg veulent renationaliser les autoroutes, sans que l'on devine pourquoi précisément : *idem*. Fermons le ban avec Jean-Luc Mélenchon qui entend, lui, créer un million d'emplois publics *ex nihilo*, tel un Mitterrand des années GAFAM, nonobstant notre endettement public à 120 % du PIB !

La plus célèbre fausse promesse de l'histoire contemporaine reste évidemment le fameux « *je vous ai compris* » de Charles de Gaulle à Alger. Néanmoins, le cynique bradeur de nos intérêts avait prévenu, et certains Pieds-Noirs en pamoison auraient alors été inspirés de lire à l'époque les *Mémoires de Guerre* du planqué de Londres, où il est écrit ceci en toutes lettres : « *Comme un homme politique ne croit jamais ce qu'il dit, il est étonné quand il est cru sur parole.* » Le mari d'Yvonne eut d'ailleurs de glorieux prédécesseurs : lors des élections de 1848 (les premières ouvertes au suffrage universel — réservées toutefois aux messieurs, et interdites au beau sexe), un candidat parisien nommé Muré imagine une société sans travail, « *grâce à la*

multiplication infinie des machines ». Les seuls emplois seront tenus sous peu par des « *chiens savants chargés de surveiller des usines entièrement mécaniques.* » affirme même l'optimiste. En 1865, le dénommé Louis Paulin annonce à la presse qu'il est désormais candidat à toutes les élections françaises, avec sa doctrine : la « *philanthropie* ». Selon ce pionnier, les hommes âgés doivent faire sacrifice de leur vie et se donner à manger aux plus pauvres, pour résorber la faim. Ce programme hardi lui vaudra assez logiquement un séjour de longue durée à l'asile psychiatrique. Citons également les élections de 1893, car un certain Isidore Cochon, originaire de Laon dans l'Aisne, propose un original « *pipeline à vin* », projet consistant à percer un tunnel entre l'Algérie et la métropole, afin que les cafés de Marseille et d'ailleurs soient abreuvés en direct.

UNE ŒUVRE PERMANENTE DE DESTRUCTION, DE SUBVERSION ET DE SUBMERSION

Tout cela semble drolatique, mais l'histoire de la V^e, qui voit pour la première fois instaurée l'élection au suffrage universel direct d'un monarque de droit divin (réforme validée par le référendum du 28 octobre 1962 et mise en œuvre pour la première fois à la présidentielle des 5 et 19 décembre 1965), conjointement à l'éclosion des media modernes (radios et petite lucarne), l'est beaucoup moins : les deux transformant l'illettré du Haut-Poitou ou le simplet de Cavaillon en arbitres des élégances, et prennent en tenaille le nationaliste sincère. Avec un tel carcan, comment en effet l'homme qui se dresse et emmène son peuple derrière lui, balayant les considérations de boutique et les petits calculs, peut-il éclore ? Du coup, ce sera depuis 1965 une incessante course à l'échalote, entre Chirac, Mitterrand et les autres. Le fameux « *Kärcher* » de Sarkozy deviendra à l'usage un simple pistolet à bouchons, et le « *changer tout* » de Macron un immobilisme en marche. Au risque de décevoir les amoureux du dispositif actuel, les dés sont pipés quand le quidam hébété impose sa médiocrité à l'autre.

Les chiffrés parlent : les présidents de la V^e ont aggravé chômage et dette, dégradé les comptes publics, détruit les bonnes mœurs, avili et décomposé le corps social, laissé des hordes déchainées devenir une force d'occupation. Le système qui les a fait naître doit-il être reconduit ? La réponse n'a pas besoin d'être énoncée, mais sera dite : non. Définitivement non.

Jean BEAUMONT.



ODOUL VEUT-IL CONGELER LES MIGRANTS ?

À 21 ans, Julien Odoul avait fait la couverture du magazine gay *Télu*. Aujourd'hui, à 36 ans, après un petit passage au parti socialiste, le voici président du groupe RN en Bourgogne-Franche-Comté et porte-parole du Rassemblement national, et il semble promis, par ailleurs, pour l'après-Le Pen, à une brillante carrière d'humoriste. On se souvient de sa petite blague, hilarante au possible, sur le suicide des agriculteurs. Lors d'une réunion du groupe RN à la région, qui s'est tenue en septembre 2019, à laquelle participaient Julien Odoul, Julien Guibert et Jacques Ricciardetti, tous les trois conseillers régionaux du parti mariniste, ce dernier, évoquant le « *bien-être paysan* », s'était lâché, déclarant avec un kolossal humour, « *L'agriculteur qui se pend au faitage de son hangar... a-t-il laissé une trace ? S'est-il pissé dessus ?* ». Surenchère de Julien Odoul, provoquant l'hilarité générale : « *Est-ce que la corde est française ?* ». Que c'est drôle ! À vrai dire, les pisse-froid n'apprécient guère l'innocente plaisanterie. On se demande pourquoi.

Mais voici que Julien Odoul récidive avec des considérations grandioses. Il était invité, jeudi 11 novembre, par *BFMTV* à commenter la crise à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, déclarant : « *Il ne faut certainement pas accueillir ces migrants, dont beaucoup sont potentiellement dangereux* ». Très bien. L'animateur François Truchot, un gauchiste imbécile, lui répliqua : « *donc on les laisse mourir de froid derrière les barbelés* ». Réponse claire du porte-parole du RN : « *Bien sûr que oui, bien sûr que oui* ». Stupeur du tendron, si sensible, si prompt à s'émouvoir et à s'indigner, qui relança Odoul. On laisse donc les migrants mourir de froid ? La voix caverneuse de Marine Le Pen se fraya par télépathie un chemin dans ses méninges endolories. Apparaître comme une brute nazie, c'était pas bon, mais alors pas bon du tout, question dédramatiser. Du coup, Odoul rétropédala. Pas question de les congeler ou de les traiter au zykron B : « *Non, on ne les laisse pas*

mourir de froid. On les laisse en dehors des frontières de l'Europe ». Nous voici soulagés.

AH, SI CASSANDRE FRISTOT ÉTAIT DE GAUCHE !

Si Cassandra Fristot avait milité à gauche, elle enseignerait toujours, écrit Pierre Cassen qui met en parallèle le sort de l'enseignante, suspendue par l'Éducation nationale, et condamnée à 6 mois de prison avec sursis et près de 10 000 euros d'amende et de dommages et intérêts, pour une simple pancarte où elle dénonçait ceux qu'elle pensait responsables de la pandémie, dont quelques Juifs, et celui d'un autre professeur, Olivier Tonneau, membre de La France Insoumise. Celui-ci a déclaré, au sujet du Grand Remplacement : « *Je l'espère de tout mon cœur. Il faut basaner les rues, blasphémer le roman national, chanter Nique la France, faire sauter CNews* ». Conséquence ? Aucune sanction. Commentaire de Pierre Cassen : « *Si Cassandra avait milité chez les Insoumis, elle serait toujours en fonction. Mais elle est de droite nationale et catholique. Deux graves erreurs* ».

QUELLE MOUCHE A DONC PIQUÉ JEAN-MARIE LE PEN ?

Des intérêts financiers croisés, des raisons affectives, un appel de détresse de sa fille, le refus de reconnaître qu'il s'est lourdement trompé en l'imposant à la tête du parti, une fuite en avant ou plutôt en arrière, la tentation de laisser un champ de ruines, plutôt qu'un héritage dont d'autres pourraient se saisir, la récente déclaration de Jean-Marie Le Pen, qui lâche soudainement Eric Zemmour, qu'il présentait pourtant quasiment comme son fils spirituel, laisse pantois. Alors qu'il s'était engagé à soutenir celui qui serait le mieux placé entre l'ex-journaliste, et sa fille, Marine, pour la présidentielle de 2022, il vient bruta-

lement de retourner sa veste, choisissant de soutenir sa fille, critiquant Zemmour avec des arguments pour le moins douteux, estimant qu'il s'était disqualifié et qu'il avait « brûlé ses cartes sans s'en rendre compte ». « Il n'est pas à la hauteur de l'événement », « il n'a pas la stature physique d'un président » (parce que sa fille parfaitement incompétente et inculte a la stature, peut-être !), a-t-il déclaré après la venue contestée d'Eric Zemmour devant le Bataclan où le quasi-candidat avait attaqué (pour le coup à juste titre), sur les lieux des attentats, le bilan de François Hollande en matière de terrorisme et de gestion des flux migratoires. Pas l'endroit, ni le moment, a jugé la classe politique de concert. Et c'est ainsi que Jean-Marie Le Pen, pour promouvoir une nouvelle fois sa fille indigne, a cru bon de rajouter sa voix à ce concert de chochottes.

LESQUEN CONDAMNÉ PAR LA JUSTICE SUISSE

Le 18 novembre, le tribunal de police de l'Est vaudois a condamné Henry de Lesquen pour discrimination et incitation à la haine à 30 jours-amende avec sursis, assortis d'une amende de 900 francs suisses, pour avoir dit, dans une conférence sur la question raciale donnée à Aigle le 7 mars 2020 et organisée par Résistance helvétique : « *Il y a pire que le coronavirus, il y a le judéovirus* ». Bien qu'Henry de Lesquen ait aussitôt fait appel via son avocat de cette condamnation et qu'il conteste formellement avoir tenu ce propos, on voit que la justice helvétique n'a finalement rien à envier à la justice française en terme de répression brutale de la pensée et de la libre parole.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

ENCORE 67 ABONNEMENTS MANQUANTS !

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :
Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

Trois mois : 40 €
 Six mois : 70 €
 Un an : 125 €
 Deux ans : 215 €
 Soutien 1 an : 175 €
 Propagande 1 an : 210 €
 A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
 Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
 Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
 Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.
Paiement possible par Paypal depuis le site : rivarol.com
ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSFR PPPAR

Anti-wokisme et sionisme : ce que l'on nous cache

« C'est comme si les Juifs étaient invisibles pour l'idéologie woke. »

Bari Weiss.

LE PHÉNOMÈNE est étrange, et il pourrait bien rester éternellement mystérieux aux yeux de ceux qui ne s'intéressent jamais à ce qu'on peut appeler la généalogie des idées. Le phénomène Woke traduit en français sans grande originalité par le mot wokisme (néologisme qui ajoute de l'incompréhension au phénomène qui nous intéresse ici puisqu'il laisse à penser avec son suffixe en -isme qu'il recouvre une certaine idéologie ou une mouvance homogène) prendrait de plus en plus d'importance dans la société française si l'on en croit les commentateurs certifiés et surtout ses contempteurs qui en parlent infiniment plus que lesdits wokistes qu'ils pensent avoir détectés ici ou là.

Ce phénomène est doublement étrange. Doublement, car non seulement il ressemble à une création médiatique, au mieux à une sorte de prophétie auto-réalisatrice, mais aussi parce que, ce qui est incriminé, critiqué, parfois loué (mais très rarement en définitive) par la journaillerie n'est pas du tout nouveau. Au contraire, il nous semble que les décennies antérieures, et surtout les années précédant l'an 2000, furent une période autrement plus riches en revendications politiques des minorités, plus intense culturellement et même un temps où les injonctions à « se réveiller » étaient plus nettes, plus fortes et plus nombreuses qu'aujourd'hui.

WAKE UP !

Les revendications homosexuelles explosaient dans les années 1990. Dans les années 1980, faut-il le rappeler encore, les pédomanes avaient réussi à s'organiser pour peser sensiblement dans le monde littéraire et même dans la grande presse. Et partout, partout en Occident, les minorités raciales haussaient le ton, et d'abord aux Etats-Unis, et bien plus qu'aujourd'hui. Pour illustrer nos propos, il faut rappeler l'énorme succès planétaire du groupe de fusion (métal-rap) *Rage against the machine*. Un titre en particulier, tout un symbole, mieux une illustration manifeste, la chanson *Wake up !* Où Zack de la Rocha, le chanteur, exhorte son auditoire énorme à se réveiller, à combattre l'opresseur. Un succès colossal, hier, qui fait apparaître le wokisme d'aujourd'hui, en comparaison, comme un mouvement sous intraveineuse qui ne décolle pas. Même si un Zack de la Rocha, fils du peintre urbain juif Roberto de la Rocha, hurlait à tout bout de champ (et de chant) son « *Come on ! Wake up !* », tout en défendant avec des millions d'autres Américains et d'Européens l'assassin noir tueur de flic condamné à mort (et qui ne sera jamais exécuté) Mumia Abu-Jamal, les media autorisés ne s'en offusquèrent point et les déchirés de l'Indicible n'y voyaient encore aucune concurrence dangereuse.

Néanmoins, c'est aussi dans les années 1990 qu'un nouveau paradigme commença à éclore au sein de la communauté afro-américaine sous l'impulsion initiale du bateleur noir Louis Farrakhan qui se mit à éditer des livres extrêmement sulfureux sur des sujets qui n'étaient traités jusqu'ici que par une mouvance d'extrême droite ne touchant plus qu'un très faible auditoire, du reste complètement diabolisé. Le plus tonitruant de ces titres est l'ouvrage où Farrakhan et son équipe traitent des rapports ayant existé entre l'esclavage sur le continent américain et certains Juifs, *The Secret Relationship Between Blacks and Jews*. Dans le même temps, toujours au cours des années 1990, la part d'Afro-Américains inscrits dans les universités américaines ne cesse de croître notamment par le biais de la mise en place de nouvelles politiques de discrimination positive. C'est à partir des énormes campus américains que le nouveau paradigme historique se répand, croît, essaime dans la société américaine, principalement au sein des populations noire et métisse. Le 11 septembre 2001 et ses prolongations ont calmé les masses pendant quelques années mais les recherches se poursuivirent dans l'ombre. Parallèlement à cet intolérable éveil

afro-américain (le réveil de ces descendants d'esclaves qui ont compris que les responsables de la traite négrière n'étaient pas tous les Blancs du monde), se développa, également dans le milieu étudiant (toutes communautés confondues) un courant pro-palestinien qui se révélera de plus en plus dynamique provoquant l'inquiétude croissante de l'Israël et de ses réseaux nord-américains. Encore faut-il ajouter pour comprendre le regain d'antisionisme d'une partie des étudiants américains qu'il est d'abord une réaction, une réaction à la politique néo-sioniste d'Ariel Sharon, une politique qui sera encore plus violente avec Benjamin Netanyahu qui lui succédera aux manettes.

DES ÉVEILS INTERDITS

Dès 2004, les réseaux likoudniks américains épinglent l'agitation pro-palestinienne qui secoue les campus américains. D'emblée, la médiatisation du mouvement antisioniste sert à le dépeindre comme violent, brutal, comme une matrice de terreur, carrément. Des étudiants juifs de *Columbia University* témoignaient alors dans un documentaire ébouriffant, *Columbia Unbecoming*, de ce qui « *était en train de se développer sur les campus* », cet antisionisme affiché de professeurs renommés, « *l'impossibilité de trouver un directeur de thèse* » pour ces étudiants « *victimes d'intimidations permanentes* », les insultes déversées sur les Israéliens, et même les agressions physiques. Peu importe si le mouvement pro-palestinien est, était, déjà le fait d'étudiants appartenant à diverses races et confessions (israélite parfois, et plus souvent que ce que l'on peut quelquefois imaginer), pour les documentaristes à papa, ce mouvement ne pouvait s'expliquer que par « *l'antisémitisme islamiste dans les campus* ». Avec cet élément intolérable si grave pour ces sionistes : la présentation de l'histoire du nationalisme palestinien dans certains manuels scolaires ! Insupportable !

Le 16 décembre 2018, sur le site 100 % sioniste *Causeur*, une obscure citoyenne américaine résidant actuellement en France déclarait à ce propos : « *Le vecteur majeur de la haine des Juifs aujourd'hui aux Etats-Unis est l'antisémitisme islamogauchiste qui prospère sur les campus, dans les media, les milieux intellectuels et les mouvements de justice sociale.* »

Je crois bien que c'est ce mouvement qui ne peut être toléré par certains critiques du wokisme qui n'hésitent pas à fabriquer tous les amalgames possibles et imaginables pour discréditer ce qu'ils détestent, afin de jeter le « *diable* » avec l'eau du bain. On peut en effet observer les différents mouvements sociaux et sociétaux sous un angle ou sous un autre, on ne voit décidément pas en quoi, même en multipliant les photographies, la mouvance transgenre, par exemple, cultiverait un rapport ontologique avec le nationalisme palestinien.

ON NOUS RESSORT LA LIKOUNDIK BARI WEISS

Auparavant les *Wake up* vociférés par Zack de la Rocha, c'était sensationnel, tout le monde en était dada chez les bobos, et même en Israël, à deux reprises, *Rage against the machine* se produisit devant un public endiablé. Tant que l'Israël n'était pas désigné comme une entité prédatrice à l'égard de ses minorités par les militants Woke, tant que l'esclavage restait le crime et la responsabilité inexpugnables des Blancs (eh oui, et même des paysans de Saint-Mihiel ou de Bourg-d'Oisans tués dans leur tranchée) et non, enfin, un sujet d'étude sérieux où l'on dépoussiérait l'histoire, on pouvait « *woker* » comme des fous comme d'autres dansaient la Soca Dance.

Le 16 novembre dernier, le journal *Le Figaro* interviewait très longuement la tête de pont du combat contre le wokisme, la journaliste américaine Bari Weiss. Quel fut son message ? En substance que le noyau du wokisme était l'horrible antisémitisme. Ni plus ni moins. Et la dame d'exhorter les intellectuels français à combattre le démon

LE GRAND DÉBAT EN FRANCE... EN DICTON :



Woke. Il ne faudrait pas, n'est-ce pas, que la « *maladie antisémite* », « *devenue américaine* » (comme elle l'écrivait dans *Marianne* quatre semaines auparavant) contamine la France de la même façon.

Les journalistes français sont bien gentils d'inviter cette femme à s'entretenir avec eux et à étaler les fruits de leurs échanges mais, pour informer correctement leur lectorat, ils auraient dû ajouter les choses suivantes.

Le 20 juillet 2020, le quotidien des Bloch, *Le Figaro*, publiait un article inattendu sur l'un des plus célèbres journaux du monde, le *New York Times*. La raison du papier ? La démission de la jeune éditorialiste Bari Weiss qui travaillait pour le journal depuis moins de trois ans (et d'une manière peu intensive) et qui, selon la feuille de chou des Dassault, avait été la victime des super féministes du journal, des gens extraordinairement progressistes qui l'auraient même traitée de nazie. Oui, oui, selon la version figaresque, Bari Weiss aurait été harcelée par ses collègues du *New York Times* qui l'auraient accusée de ne pas être suffisamment féministe et de « *parler encore de ces juifs* ». Las, la version française (figaresque) de l'histoire de Weiss au *New York Times* était un mensonge énorme ! Enorme. Car le *New York Times*, tout wokiste qu'il est, est surtout devenu la bête noire de l'Israël. *Le New-York Times*, c'est ce journal qui a, en effet, enquêté sur les réseaux Epstein et Maxwell aux Etats-Unis, et Bari Weiss trouvait cela dangereux. Mais pourquoi Baba ? Que pourrions-nous découvrir comme connexions ?

C'est que Bari Weiss, la figure devenue incontournable dans l'univers populiste et conservateur, ne s'explique pas par son prétendu antiféminisme.

Dans un article du très folklorique *Times of Israel* (qui vient de relayer avec gourmandise les attaques de la LICRA contre RIVAROL exigeant le retrait de l'agrément de la CPPAP, la commission paritaire des

publications et agences de presse, à notre hebdomadaire. Est-ce que nous nous permettons de nous mêler des affaires du *Jérusalem Post*, nous ?) Bari Weiss déclarait : « *Beaucoup de gens pensent que [ma démission est] folle, comme, pourquoi abandonner ce poste de prestige ? Pour moi, c'est extrêmement clair : je fais partie d'une lignée de personnes qui défendent des valeurs bien plus importantes que n'importe quelle plateforme ou journal prestigieux. C'est vraiment ce qui me motive. Ce dont nous avons besoin en ce moment, c'est de penser "sioniste". [...] Pensez aux personnes qui vivaient dans des maisons confortables à Budapest et qui se sont dit dans les années 1900 et 1910 : "Nous allons mettre des sandales et déménager dans un marais." S'ils étaient capables d'avoir ce genre d'idée radicale, nous aussi », a-t-elle souligné. « *L'histoire juive est plus qu'un souvenir du passé, c'est un manuel de morale. C'est un phare. C'est une boussole. Si nos ancêtres ont pu trouver leur chemin lorsqu'ils ont été frappés d'une manière que nous ne pouvons qu'imaginer, nous le pouvons aussi.* » [...] *Les idées ne peuvent pas gagner par elles-mêmes, elles ne brillent que "grâce aux gens qui les font briller". [...] Alors que nous vivons ce moment historique, je veux juste me rappeler que l'histoire juive est toujours écrite dans le présent. Ce n'est pas un fait accompli. Nous écrivons maintenant notre part. Nous allons décider de la manière dont nous nous souviendrons de notre histoire, et c'est cette notion qui me donne toujours de l'espoir, même dans les périodes sombres.* ».*

Plus loin, cette guerrière anti-Woke qui a vécu de très longues années à Jérusalem nous éclairait encore sur ses motivations profondes : « *Je dis souvent cela : être un Juif anti-antisémite ne suffit pas. Ce n'est pas pour cela que nous avons été mis sur terre. Nous avons été mis sur terre pour être des Juifs. Plus je me suis connectée à mon propre judaïsme, à l'histoire juive, plus ma conviction est devenue forte. Je suis très claire sur qui je suis, sur ce que je suis et sur ce pour quoi je me bats.* »

UN ÉTRANGE WOKISME

Etrange, ce wokisme dont se gargarisent les commentateurs aux Etats-Unis et en Europe et trop souvent des dissidents ou des patriotes fatigués ne se donnant pas la peine d'étudier un mouvement bien trop hétérogène en réalité pour constituer une pensée propice à rassembler une minorité organisée. Le wokisme, voilà une chose insaisissable qui sert davantage à noyer l'ennemi dans un magma de délires gonflés à l'hélium par les appareils médiatiques afin de le discréditer toujours plus aux yeux d'une opinion trop facilement menée en bateau. Plus c'est gros, plus ça passe. Alors que Bari Weiss nous est ainsi présentée aux Etats-Unis comme en France comme le parangon de l'anti-wokisme, elle est connue et célébrée en Israël comme la meilleure des militantes sionistes évoluant dans le monde occidental. En Israël, dans cette société qui ne brille pas toujours par sa résilience, ni par son refus énergique de la *cancel culture* (c'est le moins que l'on puisse dire) ni par sa lutte acharnée contre la folie du genre, là où, il n'y a pas si longtemps, le transsexuel Dana International, vainqueur de l'Eurovision, était une gloire nationale de l'entité sioniste.

François-Xavier ROCHETTE.

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée toute la semaine du lundi au vendredi de 10h à 17h.)

RIVAROL.COM

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951
FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,
éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : L-IMPRIMERIE 79 route de Roissy, 93290 Tremblay-en-France. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros — soutien : 175 euros — propagande :

210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale ou mieux encore de s'abonner sur notre site rivarol.com).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (150 euros l'an pour l'abonnement papier et numérique couplé. S'abonner sur le site rivarol.com en réglant au choix par paypal, carte ou virement bancaire).

ETRANGER : 1 an : 140 euros ; 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPAR)

Cette criminelle idéologie transgenre qui gagne du terrain

VICTOIRE, le pronom “iel” a enfin été adopté par l’édition en ligne du *Robert*. Il s’agit, selon le vénérable dictionnaire, d’un « pronom personnel sujet de la troisième personne du singulier et du pluriel, employé pour évoquer une personne, quel que soit son genre ». L’idéologie du “genre” est donc institutionnalisée.

Qui n’a pas d’enfant à l’école, ou a la chance de pouvoir inscrire ses enfants dans un milieu préservé, par exemple dans des établissements hors contrat de qualité, peut trouver cela anecdotique ou ne pas se rendre compte de l’état de dépravation de la malnommée Éducation Nationale. Car la médiocrité de l’enseignement est bien connue et documentée. Mais il faut aller plus loin : le bourrage de crâne organisé a pour but d’annihiler tout esprit critique. Fini l’être pensant, d’ailleurs les jeunes n’entendent jamais parler de Descartes. Sans exagération aucune, il suffit de se pencher sur le programme de français de fin de collège pour voir qu’il correspond à peine à ce que les enfants de l’école élémentaire apprenaient jadis. En quatrième, la maîtrise de l’imparfait et du passé simple de l’indicatif donne des sueurs froides à des élèves qui, privés de grammaire, de vocabulaire, d’analyse logique et grammaticale, privés de lecture par les efforts conjugués des professeurs et des parents, sont dès lors prêts à intégrer des notions bien plus importantes : les droits de l’homme, la laïcité, la lutte contre les discriminations et l’antisémitisme, l’homosexualité et le *gender*.

A vrai dire, l’homosexualité est presque *has been*. Elle est partout acceptée et promue. Elle n’est même plus un combat. Les jeunes qui ont fréquenté les écoles de la République sont systématiquement amenés à se poser la question de leur « préférence sexuelle » et ils ne se forcent même pas à être “inclusifs” entre eux. Telle cette jeune fille de 15 ans disant à ses parents « plus tard, avec mon mari... ou ma femme, je ne sais pas », comme s’il n’y avait pas d’évidence, ou cette autre que l’on assaille, dès la rentrée scolaire, d’un « au fait, tu aimes les garçons ou les filles ? », parce qu’il faut, à cet âge, se mettre par paire. Comme si la question était naturelle. En 3^e, tout le monde ou presque est « en couple », il faut donc se décider.

Voilà pour les générations 2010. On peut prédire sans crainte de se tromper que les générations des années 2020 (que l’on appelle déjà la génération de cristal, tant elle est abonnée aux psychologues et psychiatres dès le plus jeune âge et se sent vulnérable) s’interrogeront, quant à eux tous, sur leur identité : sont-ils garçons, filles, non binaires ? Car la propagande avance. Nous parlions il y a quelques semaines (RIV. 3492 du 3 novembre 2021) de ce dossier du *Figaro* qui révélait l’embrigadement d’un nombre grandissant de jeunes dans l’idéologie transgenre, au point que des parents étaient même assignés en justice par leur progéniture. Car les parents sont démunis, et c’était sans doute l’aspect le plus terrifiant du reportage. Que les jeunes soient mal dans leur peau et créent des conflits, c’est somme toute normal dans ces années que l’on appelle « l’âge bête ». Mais ce parent qui se risquait à dire dans ce terrifiant

article du *Figaro* du 29 octobre 2021 : « il doit y avoir un nombre infime d’enfants qui ne sont pas nés dans le bon corps » ajoutait aussitôt : « mais si nous, parents, on émet une réserve, c’est tout juste si l’Aide sociale à l’enfance ne débarque pas... »

ATROCES MUTILATIONS ET PROTHÈSES PÉNIENNES DÈS L’ÂGE DE CINQ ANS !

La protection de l’enfance, à d’autres ! Où sont les assistantes sociales lorsque, via les réseaux sociaux, des adolescents sont formatés et poussés à entamer une “transition” ultra-dangereuse ? Que disent les autorités du marché noir des hormones de synthèse et autres engins de torture destinés aux adolescents, mais même aux enfants à partir de 5 ans ! Sur internet, d’après le reportage du *Figaro*, « Julie a trouvé comment se procurer des bandes de compression pour cacher sa poitrine. » Sa mère raconte : « Un jour, je l’ai entendue hurler de douleur : elle avait porté cette bande bien plus que les 4 à 6 heures recommandées et n’arrivait plus à la décoller ! » Le *Figaro* évoque aussi ce site de vente en ligne d’accessoires, basé aux Pays-Bas qui vend aux garçons des corsets et des culottes qui « masquent votre pénis aussi efficacement et confortablement que possible ». Elles sont disponibles en taille 5 ans. Aux filles, on propose « des petites prothèses péniennes qui permettent d’uriner debout et sont disponibles en trois couleurs, vanille, caramel et chocolat. » (des parfums se voulant sans doute adaptés aux blancs, aux métis et aux noirs). Et qui n’a pas entendu parler de ce documentaire d’Arte, “bouleversant”, intitulé *Petite fille*, qui raconte l’histoire de Sacha, un garçon, souffrant d’une « dysphorie de genre » ? Sacha, dont la mère aurait tant voulu qu’il fût une fille... mais cette dernière n’a évidemment rien à voir dans le mal-être du petit garçon, la faute est plutôt celle des instituteurs qui refusent — bourreaux d’enfants, aurait dit Fernand Raynaud ! — de le considérer comme une fille.

La société française n’est-elle pas fatiguée d’être toujours en retard par rapport à ses voisins américains ou scandinaves ? Aux Etats-Unis, les traitements qui consistent à donner des médicaments aux enfants pour bloquer et inverser la puberté sont de plus en plus controversés. Il semblerait qu’un suivi psychologique et l’arrivée de leurs hormones naturelles les aident à se reconnecter à leur identité sexuelle de naissance, étrange, non ? Les transgenres repentis commencent à se faire entendre. Mais en France, il semble que nous devions en rester au stade de l’accompagnement à la transition, sous peine d’être traité de “transphobe”, un nouveau délit qui a été ajouté à la liste, juste après “homophobie”, “sexisme”, “racisme” et “antisémitisme” et puni de la même manière : 45 000 euros d’amende et un an de prison ferme !

Dans une récente livraison de *The Economist* (du 8 novembre dernier), une page entière est ainsi consacrée à Carol, une femme qui s’est imaginée homme avant de faire marche arrière. Carol se sentait mal dans sa peau, elle était les-

bonne, rejetée par sa famille... eureka ! Elle était sûrement née dans le mauvais corps. Ni une, ni deux, après six mois de mise à l’épreuve durant lesquels elle devait vivre comme un homme, des médecins acceptèrent de lui donner de la testostérone et de lui enlever les seins. Las, au bout de deux ans, Carol commence à ressentir de violents effets secondaires : son cholestérol augmente, elle a des palpitations, des douleurs abdominales insupportables (les hormones de synthèse provoquent une atrophie des organes génitaux) et de soudaines crises de panique. Que faire ? Serait-ce que l’illusion d’être née dans un corps inadapte n’était pas la réponse à ses problèmes psychologiques ? Finalement, les antidépresseurs font effet. Carol se bat maintenant pour que la voix des femmes comme elle soit entendue. En réalité, dit-elle, elle a été victime d’homophobie. L’idéologie transgenre, une déclinaison de l’homophobie ? Voilà qui est cocasse, mais l’idée semble bien gagner du terrain.

Carol n’est pas un cas à part. En Angleterre, Keira Bell, qui se voyait comme un garçon manqué, s’est tournée vers la médecine à quatre ans. On lui a très rapidement prescrit des bloqueurs de puberté, puis de la testostérone, et à 20 ans, elle a subi une ablation des seins. Mais plus tard, horreur ! elle découvre qu’elle était bien finalement une fille, et a décidé de poursuivre la clinique en justice. Elle lui reproche de ne pas avoir remis en cause son souhait de devenir un garçon alors qu’elle sortait tout juste de l’enfance et de ne pas avoir vraiment évalué sa « dysphorie de genre ». En décembre dernier, Keira a obtenu gain de cause. La Cour a statué que les enfants de moins de 16 ans n’étaient pas en mesure de donner un consentement éclairé



pour recevoir des médicaments bloquant la puberté. En Suède, le pays pourtant pionnier dans le “traitement” des enfants ne se reconnaissant pas dans leur sexe biologique, un prestigieux hôpital refuse depuis mars 2021 de délivrer des hormones aux nouveaux patients mineurs, en invoquant le principe de précaution. En effet, plusieurs études ont montré qu’il n’y a pas de preuves de l’efficacité de ces traitements pour le bien-être des patients, alors même que les effets sont irréversibles.

Sans parler des risques de maladies cardiovasculaires, de certains cancers, d’ostéoporose, et de thrombose.

Malgré les doutes sur le concept même de dysphorie de genre, malgré les études sur la nocivité des traitements, les controverses, la violence des groupes transgenres sur les réseaux sociaux, rien n’empêche les établissements, même les plus prestigieux, de laver le cerveau des élèves. Au lycée Fénelon, en juin 2021, le thème de la conférence donnée par Marie de la Chenelière était « théorie et pratique de la transidentité ». La conférence fait parler d’elle car elle est disponible sur YouTube. Mais c’est l’arbre qui cache la forêt de manifestations similaires organisées dans les établissements scolaires. Après leur avoir enlevé leur foi (1901), leur histoire (1945), leur langue (réformes successives des programmes), investi leur vie sexuelle (depuis les années 1980 avec les campagnes contre le SIDA, prétextes d’incitations à la débauche et au vagabondage), voilà qu’il faut désormais voler aux enfants leur identité la plus intime. Le monde dans lequel ils veulent nous faire vivre est vraiment un cauchemar.

Fabienne BALLARIN.

Les risques de la fécondation in vitro : deux bébés échangés

On se croirait dans le film *La vie est un long fleuve tranquille*. L’histoire en tout cas commence de la même façon, par des bébés échangés. Ou presque. Ce sont plutôt des embryons qui ont été échangés par négligence. Le 15 novembre dernier, un couple de Los Angeles a porté plainte contre la clinique où a eu lieu l’erreur. Pendant neuf mois, Daphna Cardinale a porté l’enfant d’un autre couple, tandis que le sien avait été implanté dans une autre femme. Celle dont elle portait l’enfant, heureusement. Bref, leur PMA (procréation médicalement assistée) s’est presque transformée en GPA (gestation pour autrui), même si elles ont mené chacune gratuitement leur grossesse à terme. A la naissance, malaise : Daphna ne « reconnaît pas » son enfant. Sa peau, ses cheveux sont foncés, il ne ressemble pas aux autres membres de la famille. Et pourtant, il faut bien pouponner. Après tout, cet enfant est celui qu’elle a porté.

Mais les doutes grandissants, quelques tests ADN révèlent la supercherie. Les bambins ont deux ans lorsque les parents peuvent enfin échanger le bébé qu’ils ont élevé avec leur enfant biologique. Après avoir commandé leur enfant presque sur catalogue (des cliniques à l’étranger, en Israël notamment, font dans le choix du sexe grâce au diagnostic pré-implantatoire), cela doit être rageant de manquer ses deux premières années. Mais les deux couples ont encore de la chance, dans leur malheur, tout comme la clinique. Il suffit d’imaginer l’imbroglio et les disputes légales sans fin si un des couples avait mené la grossesse à terme, mais pas l’autre (en cas de fausse couche). Un des couples aurait alors dû abandonner l’enfant qu’ils avaient élevé, et au bout de près de trois ans, si ce n’est plus, de parcours de procréation médicalement assistée, se retrouver aussi seuls qu’auparavant. Tous les progrès scientifiques du monde ne pallieront jamais une bête erreur humaine.

Dans la galerie des horreurs liées à ces détestables pratiques de PMA et de GPA, rappelons le scandale de cet élevage de bébés en Ukraine, qui avait fait parler de lui au moment du confinement. En Ukraine, les autorités n’ont aucun scrupule à inscrire sur l’acte de naissance le nom des commanditaires du bébé, une pratique qui facilite grandement le rapatriement du nouveau-né en France après la naissance. Ce sont donc plus d’une centaine de nouveau-nés qui au moment de la fermeture des frontières attendaient les donneurs de gamètes (pardon, pa-

rents... car après tout, les “parents” ont pu avoir recours à des donneurs eux-mêmes, et rien ne dit, à part un faux acte de naissance, qu’ils sont même les parents biologiques de tel enfant ; bref, il se peut que rien, à part des virements bancaires, ne les lie au bébé en chair et en os). Comme le rappelait une tribune de Claire de la Hougue parue dans *Le Figaro* en juin 2020, la révélation du scandale intervenait « alors que la situation démographique de l’Ukraine est désastreuse. » Et de détailler : « Difficultés économiques, instabilité politique, pauvreté et corruption ont provoqué une forte émigration et une chute de la natalité. Le taux de fécondité est aujourd’hui inférieur à 1,4 enfant par femme. La population a baissé de plus de 10 millions d’habitants en 30 ans. L’Ukraine n’a plus d’enfants sinon pour l’exportation... Commanditaires et intermédiaires profitent du dénuement des femmes ukrainiennes pour les dépouiller même de ce qu’elles ont de plus intime et précieux, la maternité. »

TRAFICS IGNOBLES

Mais la GPA, qui apparaissait alors sous son vrai jour, un trafic d’êtres humains, et un trafic des plus ignobles puisqu’il concerne des tout nouveau-nés, n’est que la fille de la PMA. Laquelle est la fille du “mariage” homosexuel, lequel est le fils du Pacte (Pacte civil de solidarité). Lorsque l’on fabriquait des embryons *in vitro*, il est évident que l’on ouvrait la voie à la GPA, car l’embryon peut être implanté dans n’importe quel ventre. Et tandis que des lobbies font pression pour que la GPA soit autorisée en France, n’importe quel détraqué sexuel peut se faire fabriquer des enfants dans plusieurs pays du monde, dont l’Ukraine. Mais les media trouveront bien sûr à nous faire pleurer avec l’inverti Marc-Olivier Fogiel, patron de BFM-TV, et ses GPA merveilleuses réalisées aux Etats-Unis avec des femmes ravies d’avoir pu aider...

Et entre deux fils d’information continus et abrutissants sur son smartphone, entre deux jeux télévisés et deux séries Netflix, le fier citoyen français ira bientôt voter pour des candidats pro-GPA, en mémoire de Marc-Olivier et des héros de ses séries préférées dans lesquelles gay, trans, lesbiennes, enfants fabriqués *in vitro* et mères porteuses vivent heureux dans des décors colorés de carton-pâte, sous le soleil éternel des studios américains. Allez vite, une page de pub !

Tensions dans la communauté LGBT : les loups se mangent entre eux

Les transgenres ne sont pas vindicatifs uniquement dans l’Hexagone. Outre-Manche, c’est un professeur de philosophie, Kathleen Stock, qui a fait les frais de l’activisme trans. Stock aurait pourtant dû être au-dessus de tout soupçon, étant elle-même membre de cette communauté LGBTQI+. En effet, son homosexualité était publique, et c’était même en tant que lesbienne revendiquée qu’elle s’inquiétait de cette invasion de transgenres.

Depuis sa chaire de l’Université de Sussex, donc, Stock prêchait que l’identité de genre ne l’emporte pas sur le sexe biologique « en matière de droit », et que les gens ne peuvent pas changer leur sexe biologique. Horrible blasphème aux yeux d’un trans. Il faut dire que Stock, de par ses propres préférences, ne peut pas voir d’un bon œil les transgenres sortir du placard. Car une fois dûment munis de per-ruques et de jupes, les femmes (sexe choisi) nées dans un corps d’homme (sexe biologique) et qui se découvrent lesbiennes envahissent les lieux de rencontre dédiés à ces dernières. Si les apprenties donzelles n’ont pas encore achevé leur transition, vous imaginez les mauvaises surprises au moment fatidique...

L’ancienneté de Stock à son poste et son homosexualité assumée ne l’ont guère protégée de la vindicte. Des étudiants n’ont pas tardé à

organiser manifestations et collages d’affiche pour exiger le licenciement du professeur. Visiblement enrégés, les étudiants transgenres ont exercé une pression proche du harcèlement jusqu’à demander une « enquête sur la transphobie institutionnelle ». La police, prudente, dut conseiller au professeur de rester à l’écart du campus. Jusqu’à ce qu’elle décide finalement de démissionner, le 27 octobre dernier. « Cela a été une période absolument horrible pour moi et ma famille, » a-t-elle témoigné par la suite. Et comme on la comprend ! Mais aurait-elle fait preuve d’ouverture d’esprit si un collègue avait déclaré que le droit n’avait pas à se mêler de préférences sexuelles et qu’un « couple de même sexe » ne devrait pas avoir le droit d’adopter ?

Après la nouvelle de la démission de Stock, un compte Instagram représentant les étudiants trans à l’université a posté : « Une victoire massive pour les étudiants LGBTQ+ du Sussex aujourd’hui... Prenons une minute pour apprécier cela. » Oui, il faut apprécier ces victoires à la Pyrrhus : qui sait si les hystériques de demain (non binaires et autres joyeusetés) ne seront pas à leur tour les fossoyeurs des trans ? Stock en sait quelque chose, si elle a milité jadis contre la liberté d’expression des hétérosexuels.

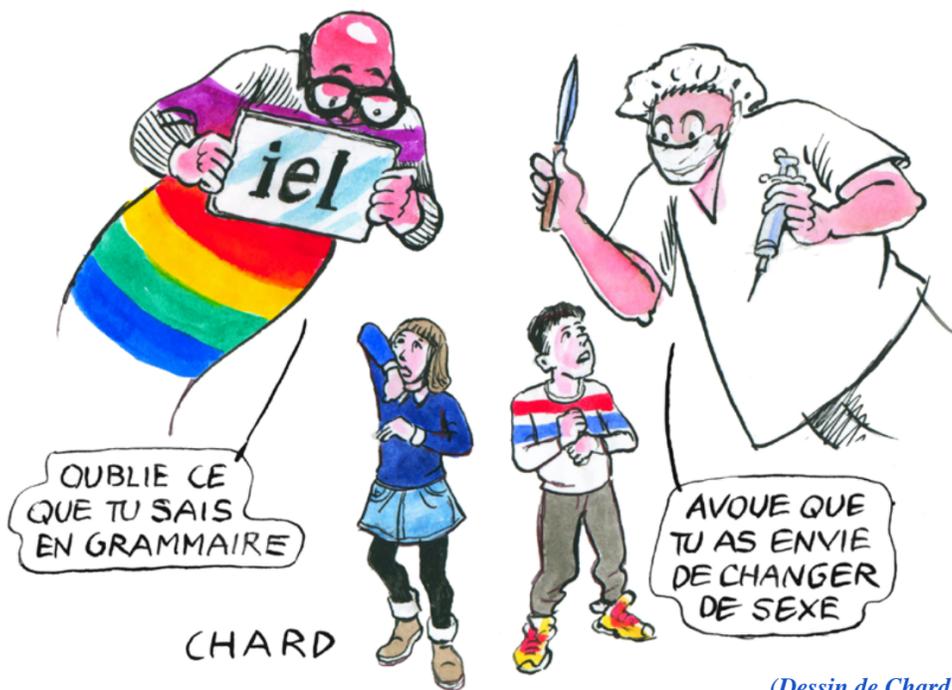
École : comment on pervertit nos enfants

La prochaine fois @Le_Figaro, **« plutôt que d'écrire un torchon pareil en ne récoltant que des témoignages anonymes non contredits, et en nous citant sans rien savoir de nos interventions, n'hésitez pas à nous contacter, nous serons ravis de vous inviter à l'une d'elle »**, s'est étranglée, en un gazouillis rageur, l'association SOS Homophobie, en réaction à la Une du *Figaro Magazine* du 12 novembre dernier : « ÉCOLE — COMMENT ON ENDOCTRINE NOS ENFANTS ». Le titre, somme toute inhabituellement détonnant pour une publication destinée à plaire à la bonne bourgeoisie conservatrice modérée (l'hebdomadaire chercherait-il à récupérer des lecteurs émigrés vers des cieux rédactionnels d'une droite plus intransigeante dans la défense de ses Valeurs ?), annonçait une enquête choc et sans concession : « *Antiracisme, idéologie LGBT+, décolonialisme... Enquête sur une dérive bien organisée* ». Reconnaissons que le dossier ne tient pas vraiment la promesse du titre. Et que le procès instruit à l'École par nos consœurs Judith Waintraub et Nadjat Cherigui, assistées par Hugues Maillot, est plutôt superficiel et globalement décevant. Mais reconnaissons aussi que cette enquête a le mérite d'avoir lancé auprès d'un public peu accoutumé à considérer la bataille scolaire comme la mère des batailles, une réflexion qu'à RIVAROL nous menons depuis longtemps, pour ne pas dire depuis toujours, tant nous savons que la question scolaire est sinon la seule, du moins la plus importante qui vaille, du point de vue de la définition de la société et de la nation que nous voulons.

D'ailleurs les ennemis de la Nation, de la Tradition, de l'ordre naturel, de la France chrétienne, de la vérité morale, sociale, politique et historique, bref de la Vérité tout court, le savent également — et pertinemment —, qui ont fait de l'École le laboratoire de l'établissement de la Perversion ; le lieu privilégié, nucléaire et stratégique, de la transformation de la société par l'incrustation dans les cerveaux les plus réceptifs et les plus malléables des fausses valeurs et des vérités fausses. C'est dans la définition même de l'École, dans celle de sa mission, c'est-à-dire dans la nature des savoirs transmis, des principes enseignés, des valeurs partagées, dans la représentation et l'incarnation de l'autorité dont on donne le spectacle aux élèves, dans le contenu de la transmission des notions de Vrai, de Bien, de Beau et de Juste, que résident les termes de la définition de l'idée que l'on se fait de son pays et de celle de l'avenir qu'on veut lui donner.

MAINMISE IDÉOLOGIQUE ET FABRIQUE À CRÉTINS

La mainmise idéologique progressiste, matérialiste et athée, sur l'École remonte à l'institution de l'école gratuite, laïque et obligatoire ; elle a connu un tournant et une ampleur majeurs après 1968, notamment, Giscard étant à la barre, sous la houlette de son ministre emblématique René Haby, le grand architecte de la construction de l'effondrement de l'Instruction publique, dont la réforme portant création du « collège unique » demeurera dans l'Histoire de France comme l'une des réformes les plus funestes ; et, c'est au cours des dernières années, *grosso modo* depuis la fin du siècle dernier, aussi bien sous des gouvernements dits de droite que sous des majorités de gauche, qu'elle connut une accélération sans précédent, entée, démoniaque et exponentielle. De Jack Lang en François Bayrou, de Luc Ferry en Luc Chatel, de Benoît Hamon en Jean-Michel Blanquer — bref, de Charybde en Scylla ! —, en passant par le maçon enragé Peillon ou l'hystérique Vallaud-Belkacem, l'École est aujourd'hui plus que jamais auparavant le camp retranché de ce qu'on appelait jadis les « idées avancées ». En d'autres termes, les gouvernements successifs ont, non tant par incompétence ou impuissance que par une volonté sourde, farouche et implacable, abaissé le système scolaire français, lequel faisait autrefois l'admiration de bien des pays étrangers, au rang de redoutable fabrique à citoyens ou à crétins (ce qui, à tout le moins dans l'esprit des tenants de cette usine à produire des ectoplasmes décerébrés passés par le lit de Procuste, est la même chose).



(Dessin de Chard)

Il suffit de prendre connaissance des réactions indignées à la publication du dossier par le supplément de fin de semaine du *Figaro*, ainsi que de la qualité de leurs auteurs, pour se persuader que l'École est infestée par des faussaires et des fossoyeurs patentés. Ces réactions, par leur aspect disproportionné par rapport à la teneur du dossier incriminé, en sont la preuve irréfutable, bien plus que le contenu de « l'enquête » de nos confrères, laquelle, répétons-le, ne casse pas trois pattes à un canard, tant il est vrai qu'elle tient en à peine six petites pages, et, surtout, qu'elle ne va pas au fond des choses qu'elle prétend dénoncer.

Tant et si bien qu'on finit par partager le soupçon de connivence, voire de complicité, avec Blanquer, soulevé par certains syndicats de professeurs, certaines associations, et, particulièrement, par le site internet du « Café pédagogique ». Ce qui est troublant, c'est que M^{mes} Cherigui et Waintraub donnent quitus à Jean-Michel Blanquer de sa volonté de s'opposer au discours décolonialiste ou à l'écriture inclusive : « *L'écriture inclusive tente de s'imposer comme la norme et l'institution scolaire est dépassée, malgré la volonté du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, de lutter contre ces dérives.* [NDLR : c'est nous qui soulignons] », peut-on lire dans le *chapô* de l'article ! Ajoutons que, dans le corps du dossier, figure un entretien complaisant avec Souâd Ayala, présidente du Conseil supérieur des programmes, dans lequel on apprend que l'actuel locataire de la rue de Grenelle n'est pour rien dans l'endoctrinement gauchiste de nos enfants *via* les manuels scolaires. Blanquer a-t-il tiré les ficelles pour des questions de positionnement politique ou de pouvoir au sein de son ministère ou du gouvernement ? M^{mes} Cherigui et Waintraub ont-elles voulu complaire à leur consœur Anna Cabana, ancienne éditorialiste politique à BFMTV, et actuelle compagne du ministre ? Quoi qu'il en soit, interpellé au Sénat, le 17 novembre dernier par la socialiste Laurence Rossignol, ancien ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes (tiens donc, comme tout cela est cohérent !), qui a commencé son parcours politique à la Ligue communiste révolutionnaire, son parcours syndical à l'UNEF-ID, et son parcours professionnel à *La Vie ouvrière*, le journal de la CGT, et qui fut impliquée dans le scandale financier de la MNEF, laquelle lui versa une rétribution confortable des années durant pour l'accomplissement de tâches inexistantes, interpellé donc par cette passionaria gauchiste de la pire engeance, Jean-Michel Blanquer se refusa à rejeter en bloc les accusations portées par les trois journalistes figures tout en y allant, comme à son habitude, d'une réponse ambiguë et filandreuse : « *L'École transmet des valeurs au titre des principes de la République : liberté, égalité, fraternité, et on a beaucoup insisté sur la laïcité. Bien entendu la lutte contre le racisme, l'homophobie sont intégrantes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité... Mais il est exact que notre société est traversée par des courants venus de l'extérieur et ceux-ci ont de l'influence dans certains cercles. Et ce n'est pas, sans influence sur ce qui se passe dans l'École.*

Ce serait une erreur de ne pas le voir. » Pour ce qui nous concerne, à RIVAROL, nous ne sommes pas dupes de la duplicité de Blanquer !

L'INVERSION OUI, L'AVERSION NON !

L'endoctrinement dont il est ici question (mais qui, dans le dossier, est décrit de façon mouchetée, modérée et, pour tout dire, timorée), et dont nos enfants sont victimes, repose sur deux piliers que, pour aller vite, on peut désigner de la façon suivante : la haine des bonnes mœurs et la haine de l'antisémitisme. Ces deux haines sont affublées d'un certain nombre de corollaires, eux-mêmes en corrélation les uns avec les autres. (NDLR : dans les lignes qui vont suivre, la terminologie employée est celle en vigueur dans les circulaires officielles et dans la phraséologie des associations de défense des perversions morales et sexuelles, et nous avons renoncé aux guillemets et aux italiques pour ne pas entraver la lisibilité du texte).

Deux piliers, donc. D'une part, la lutte contre les discriminations à raison du genre, de l'orientation sexuelle, des pratiques sexuelles, de l'identité sexuelle, le combat contre les stéréotypes de genre, contre l'homophobie, la transphobie, la LGBT+phobie... D'autre part, l'instrumentalisation de la Shoah et l'exploitation de ses dérivés : la lutte contre le racisme, la promotion de la tolérance, le dogme de la laïcité ou plutôt la religion du laïcisme, la concession à l'islamo-gauchisme, la dénonciation du colonialisme donc, par ricochet, celle de l'Histoire de France, l'institutionnalisation de l'idéologie de la déconstruction, la lutte contre l'obscurantisme, contre le fanatisme, contre le fascisme, contre le populisme et le complotisme, contre le harcèlement, bref les sacro-saintes « valeurs de la République ».

Par un mouvement dialectique d'une efficacité exemplaire quoiqu'heureusement encore contreproductive, et dont personne n'a jamais relevé la perversité à la fois grotesque et confondante, et que les intéressés, les juifs notamment plus encore que les dépravés, pourraient trouver monstrueuse, choquante et illégitime, ces deux piliers sont confondus (Juifs et homosexuels, même combat !) selon une procédure où la malhonnêteté intellectuelle le dispute à l'escroquerie morale. Ils sont, en effet, regroupés sous un même fronton, celui de nos monuments, de nos mairies et de nos écoles, le fronton de la devise de la République, devise dont les trois constituants sont désormais contenus, dans le discours endoctrinant officiel, dans un vocable unique, vocable incantatoire et magique : « Laïcité ». En d'autres termes, si l'on accepte et exécute les principes et les injonctions de l'endoctrinement scolaire officiel, il n'est plus possible, par exemple, d'être anti-antisémite si l'on n'est pas anti-homophobe. Peut-on avancer dès lors que tout homosexuel est un juif qui s'ignore ? Pour le reste, ne pas détester les Arabes (ou les Auvergnats), c'est, par un effet incontrôlable de la mécanique républicaine, aimer obligatoirement, de façon non négociable comme on dit aujourd'hui, les lesbiennes ou des hermaphrodites zoophiles. Un trans-

genre qui nourrirait quelque aversion, physique notamment, pour un Singapourien (ou un Suédois) serait un *trans* de pacotille, un dégénéré sans brevet de laïcité républicaine, bref un *trans* déchu, un *trans* sans garantie de transitivité authentique et labellisée. Un homosexuel ne peut pas être un identitaire, un nationaliste ou un patriote (message transmis aux chatounets du RN). La devise de la République, nous la connaissons. Pour la devise de la « Laïcité », nous proposons volontiers : « L'inversion (et l'invasion), oui ! L'aversion, non ! »

LE MINISTÈRE DE LA RÉÉDUCATION ANTINATIONALE

L'endoctrinement généralisé suppose l'embrigadement général, la mobilisation générale des troupes, c'est-à-dire de tous les acteurs de l'École. Chacun doit être à son poste, dûment formé et formaté, prêt à diffuser la bonne parole officielle. Chefs d'établissement, professeurs, conseillers principaux d'éducation, infirmiers scolaires, assistants de service social, conseillers d'orientation : dans l'esprit de Blanquer et de son Administration, chaque personnel se doit d'être un ministre zélé du Culte de la Laïcité, un bon soldat, brave et obéissant, prêt à faire mourir ses convictions propres pour le service de la République maçonnique. Comme nous avons pu l'écrire la semaine dernière, reprenant le témoignage d'un personnel de direction ami de RIVAROL, les chefs d'établissement sont nombreux qui se plaignent du harcèlement « républicain et laïciste » dont ils sont l'objet. Pas une semaine sans une circulaire ou une proposition d'intervention ou de concours sur le thème de la laïcité, donc sur celui de la lutte contre les discriminations. « *Si nous répondions à toutes les commandes institutionnelles, et si tous les professeurs participaient à toutes les opérations d'endoctrinement, les élèves finiraient leur scolarité en étant très forts en "Valeurs républicaines" mais encore nettement moins bons qu'ils ne le sont déjà aujourd'hui, en maîtrise du français ou en calcul* », nous a écrit ces jours-ci un principal de collège, lecteur de notre journal.

À la date du 10 septembre dernier, tous les établissements scolaires ont été rendus destinataires d'un courriel ministériel qui les informait du lancement de la campagne « *C'est ça la laïcité* ». Il s'agit d'une opération de grande envergure et à grande échelle, commencée à la rentrée dernière et devant être menée tout au long de l'année scolaire. Lancée à grands renforts d'affiches, de livrets, de fiches explicatives, de documents écrits et audiovisuels, cette campagne inédite du point de vue de l'ampleur qui lui est donnée est censée mobiliser tous les personnels, lesquels sont sommés de mener à bien l'entreprise d'endoctrinement voulue par le gouvernement macroniste. Les termes du message sont clairs : « *Cet ensemble de documents de référence permettra aux équipes pédagogiques et éducatives de s'approprier, de transmettre, de protéger et de faire vivre, à l'échelle de l'école ou de l'établissement, les valeurs qui fondent notre pacte républicain.* » Et la volonté de mettre au pas les personnels de l'Éducation « nationale » ne le sont pas moins : « *Enfin, le 15 juillet 2021 a été installé le Comité interministériel de la laïcité, au sein duquel le ministère est amené à jouer un rôle moteur, compte tenu de l'objectif de former tous les agents publics [c'est nous qui soulignons] à la laïcité et aux valeurs de la République. [...] La formation à la laïcité et aux valeurs de la République sera par ailleurs réaffirmée comme une priorité du schéma directeur de la formation continue des personnels de l'Éducation nationale 2022-2025...* »

Nous aurons l'occasion de revenir sur les modalités pratiques de cette offensive laïciste et républicaine de déconstruction morale, spirituelle, sociale et politique, offensive sans précédent dans l'histoire de l'Instruction publique et de l'Éducation « nationale » de notre pays. Ce qui nous navre, à ce jour, c'est qu'aucun candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain, ne considère que le rétablissement de l'ordre, moral, historique et politique, bref de l'ordre naturel voulu par Dieu, ne soit une priorité de l'action publique à mener pour le bienfait de la France. Car le drame qui se joue aujourd'hui sous nos yeux, ce n'est pas seulement celui de l'endoctrinement idéologique de nos enfants par l'École, mais surtout celui de la dépravation de leur intelligence, de leur innocence et de leur bon sens naturels.

Jean-Philippe ROBIQUET,
jeanphilipperobiquet@gmail.com.

DROIT AUX LETTRES

● De Sébastien GONÇALVES :

IL EST JUSTE ET BON DE DONNER LARGEMENT LA PAROLE AUX LECTEURS

Je tiens simplement à indiquer que j'apprécie beaucoup le fait que la parole ait été donnée à davantage de lecteurs (douze lettres en tout dans le courrier de la page 4 !) dans le dernier numéro de RIVAROL (n° 3494 du 17 novembre 2021). Cela permet de rendre compte de manière plus fidèle des différentes opinions, sensibilités et manière de voir les choses des membres de la communauté rivarolienne. Cela a aussi permis de confirmer ce que je pensais : c'est bien au sein de la droite nationale que l'on défend avec le plus de ferveur la liberté de recherche, d'opinion et d'expression. Nos bons démocrates feraient bien à ce sujet d'en prendre de la graine. « *En politique, le pluralisme est un système d'organisation qui reconnaît et accepte la diversité des courants d'opinion, de leurs représentants et des partis politiques. Il est l'un des fondements de la démocratie* » (site La Toupie).

● De Jean-François FROGER, ancien imprimeur et abonné à RIVAROL :

FORMAT PLUS IMPORTANT DU JOURNAL

Nous sommes à l'époque du visuel et du virtuel. Aussi, ce qui est plus grand et plus visible a toujours plus d'importance et d'impact que ce qui est réduit (les formats tabloïd). Au premier coup d'œil, un journal grand format « en impose », c'est logique et psychologique : c'est imposant et tout de suite sérieux. Donc félicitations pour ce nouveau format du journal qui permet de plus un meilleur confort de lecture, qui rend les articles plus clairs, met mieux en valeur les dessins et les photos, et rend la lecture plus facile et plus agréable, surtout pour les lecteurs dont les yeux commencent à fatiguer, mais aussi pour les jeunes générations qui sont habituées aux nombreuses illustrations en couleur et qui apprécieront sans doute davantage ce format que l'ancien à la présentation beaucoup plus austère, aux textes beaucoup plus serrés et à la police de caractère plus petite. RIVAROL en « impose » toujours plus à tout le monde ! Bravo ! Avec tous mes encouragements !

● De Pieter KERSTENS :

POUR QUI ROULE LE "Z" ?

Je viens de recevoir ce matin le numéro 3494 de RIVAROL (17 novembre 2021) que j'ai lu avec un délice renouvelé. Depuis quelques mois, l'hebdomadaire de l'opposition nationale et euro-

péenne publie de très nombreux articles traitant du rôle d'Eric Zemmour dans le paysage politique et on peut quand même s'étonner de la place que lui donnent tous les media qui en parlent matin, midi et soir.

Sa notoriété en qualité d'écrivain, de polémiste et de journaliste est incontestable, mais, pour ma part, je ne constate rien de neuf dans ses propos qui reprennent tous les thèmes développés depuis plus de 30 ans par Jean-Marie Le Pen et le FN/RN, sans doute avec d'autres vocables mieux perçus par la population aujourd'hui. Jean-Marie Le Pen aurait donc eu le tort d'avoir raison trop tôt.

Mes convictions et mes principes ne me conduisent pas à soutenir ce charlatan, saltimbanque du petit écran qui, dès les années 1980-1990 soutenait la gauche socialo-mondialiste, responsable en grande majorité des maux qu'il dénonce maintenant, qui a fait des piges dans les années quatre-vingts pour *Globe* de Georges-Marc Benamou et a soutenu les candidatures présidentielles de François Mitterrand en 1981 et en 1988. Ce sioniste complice des banksters de Wall Street n'exige pas le retrait de l'Union Européenne, ni de l'Otan (il propose simplement d'en quitter le commandement intégré), verrous incontestables au retour de la souveraineté nationale. QUI donc a intérêt à ce que le "Z" divise les nationalistes d'une part et permette l'éclatement des LR d'autre part ? A QUI profite ce leurre qui agglomère les crédules et les naïfs ?

● De Michel ROUVIÈRE :

POUR UN PLEIN SOUTIEN À ÉRIC ZEMMOUR

Quelques mots pour marquer à RIVAROL mon soutien dans son apostolat. Je devine aisément que chaque semaine sortir RIVAROL relève de l'exploit pour Jérôme Bourbon et son équipe. Ainsi je comprends d'ailleurs le ton général assez pessimiste du journal ; dans le panorama politique il est difficile de trouver une lueur d'espérance. Néanmoins, il me semble en trouver une en Éric Zemmour ; le fameux « *salut par les juifs* » de Léon Bloy ? Tout en ayant toujours en tête les éditoriaux de Jérôme Bourbon vis-à-vis de ce sujet ; que faire pour sauver notre France ? Toutefois, vivant au Liban, dans le secteur chrétien, je suis frappé par l'angle des écrits ou des oraux d'Eric Zemmour. Par exemple, comparer les déprédations des banlieues françaises aux pillages des rezzous, lutte éternelle entre les sédentaires et les nomades, est très bien vu. La remarque sur les prénoms est extrêmement judicieuse. Pour la réponse à BHL : « *Un Malraux de carnaval qui cherche sa guerre d'Espagne tous*



les deux ans », il n'y pas eu une si bonne réponse depuis la création des nouveaux philosophes anciens trotskistes-maoïstes. Permettez-moi de vous le dire avec un sourire ; même pas le directeur de RIVAROL ! Pour le reste, faut-il aller vers la réhabilitation du Maréchal Philippe Pétain ? Éric Zemmour est allé aussi loin que possible, vu l'ambiance de notre époque. Il reste le Général De Gaulle lié éternellement à la question de l'Algérie française. Comment en parler ? A mon humble avis, cet homme, ce phénomène politique aurait été le seul à pouvoir créer une Algérie française comme une sorte de super Liban différent, sur les bords de la Méditerranée. C'est son vrai crime de ne pas l'avoir fait, de ne même pas l'avoir tenté.

Pourquoi accorder une confiance réticente à Éric Zemmour ? C'est vrai que, dans le camp national, il y a eu jusque-là tant de déceptions ! La dernière fut Madame Marine Le Pen que RIVAROL a fort justement étrillée. Toutefois, jamais je n'aurais imaginé qu'une personne pût reprendre le flambeau comme Éric. Il est certes bon d'avoir l'esprit critique mais, dans les circonstances actuelles, il vaudrait mieux le soutenir même d'un simple coup de main plutôt que d'avoir à son égard une attitude de réticence, une confiance s'exprimant toute en réticence, lui chercher quelques points de désaccord.

● De Roland HÉLIE, directeur de *Synthèse nationale* :

SOLIDARITÉ COMBATTANTE AVEC RIVAROL

Le directeur de RIVAROL, Jérôme Bourbon, est un polémiste qui ne mâche pas ses mots. Souvent avec brio, parfois avec un certain manque de discernement, mais toujours avec conviction, il est sur une ligne maximaliste qui a le mérite à ses yeux de mettre en évidence

les contradictions du Système ; elle a aussi l'inconvénient qui en découle, elle provoque l'acharnement judiciaire des chiens de garde de la pensée dominante contre lui. La liberté a un prix...

Quoi que l'on pense de la stratégie de Bourbon, quels que soient les sujets qui nous séparent, la répression qui s'abat sur lui et sur son hebdomadaire est inadmissible. Jérôme Bourbon a sans doute parfois été imprudent, mais qu'importe... Lorsqu'un média patriote est attaqué, c'est le camp nationaliste et identitaire dans son ensemble qui est visé.

Dans ces moments pénibles que traverse l'hebdomadaire historique de la droite nationale, nous tenons à lui exprimer notre solidarité combattante.

● De La Ligue pour la France légitime :

REPRISE D'ACTIVITÉS

Nous nous permettons de reprendre contact avec les lecteurs de RIVAROL après plusieurs années de "sommeil" à la suite du décès de notre président fondateur Guy Guerrin, président de la Ligue nationaliste patriotique française régionaliste catholique. Notre parti a été reconstitué l'an dernier par notre nouveau président qui a constitué son conseil. Nous sommes maintenant tout à fait à jour avec la Préfecture. Nous avons également changé le nom du parti pour devenir « La Ligue pour la France Légitime ».

Du temps de la Ligue nationaliste, RIVAROL avait annoncé dans son agenda nos diverses activités, c'est pourquoi nous reprenons contact afin de continuer dans ce sens puisque désormais nos activités vont reprendre. Le parti est officiellement relancé depuis septembre 2021, avec notre première assemblée générale à partir de laquelle nos anciens adhérents peuvent reprendre une adhésion, le bureau politique est nommé et les différents postes distribués.

Notre nouveau courrier électronique est : ligue.france.legitime@gmail.com et notre téléphone est le 02-31-73-20-18.

● De Stéphane B. :

GÉNÉALOGIE DE VINCENT BOLLORÉ

Je vous communique ci-dessous la généalogie du communautaire Vincent Bolloré, vrai patron de CNews, de C8 et plus généralement du groupe Canal plus et employeur d'Eric Zemmour, de Pascal Praud et de Cyril Hanouna. Cette généalogie, qui a paru sur le site Démocratie participative, est intéressante. Elle en dit plus qu'un long discours sur le national-sionisme, ou plutôt le libéral-sionisme, à l'œuvre actuellement. La situation, comme on le voit est dramatique, car on ne propose aux Français patriotes et non reniés qu'un choix détestable entre une gauche halal et une droite casher, soit les deux faces d'une même monnaie d'occupation.

NOS DEUILS : RICHARD TARAJIC (1947-2021)

C'est avec douleur que nous avons appris le rappel à Dieu de M. Richard Tarajic, le dimanche 14 novembre à 2h30 du matin. Fidèle et fervent lecteur de RIVAROL, Richard Tarajic était activement engagé dans le combat royaliste, défendant avec fougue et passion la monarchie universelle du Christ. Sa bonne humeur et sa chaleur humaine, alliées à un naturel franc et généreux, faisaient de lui un camarade aimé de tous.

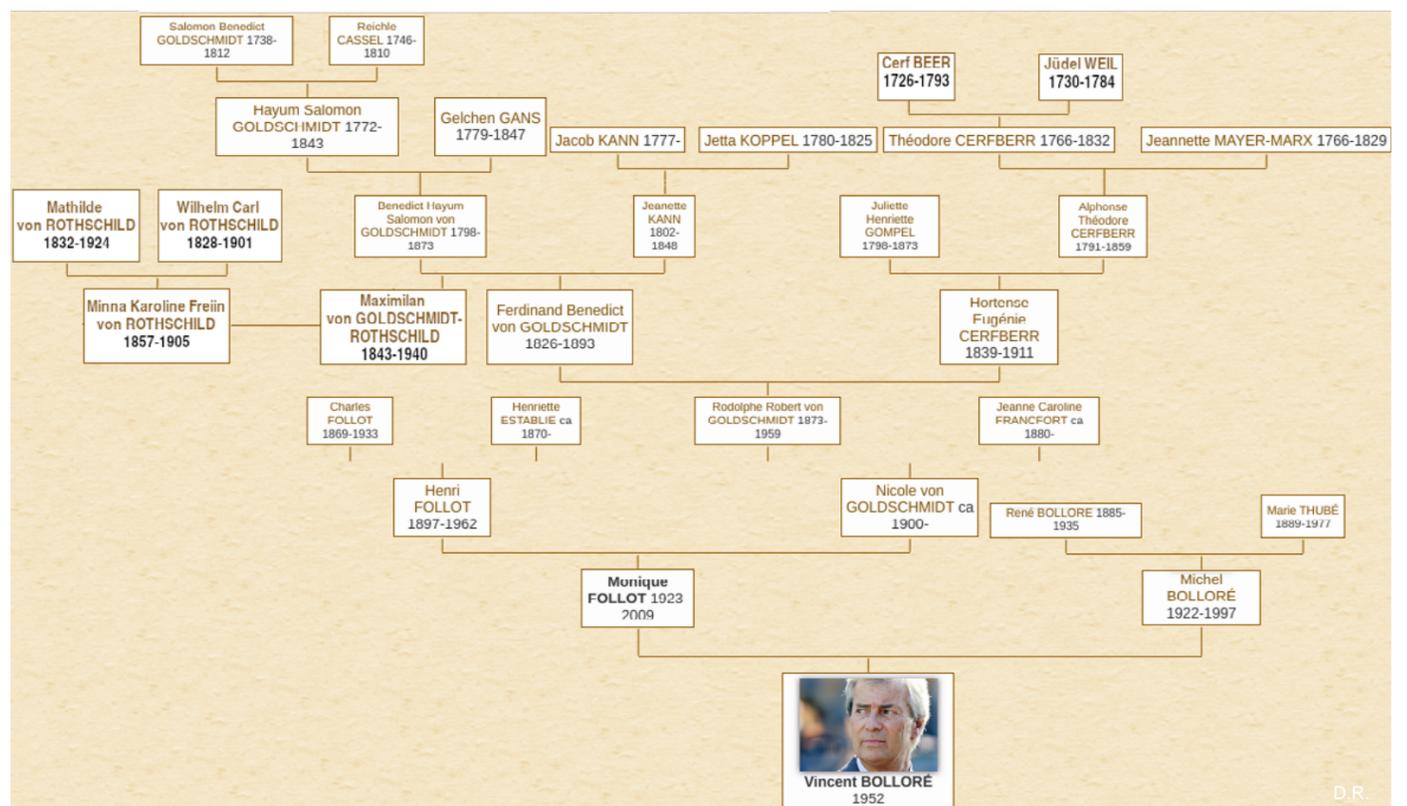
Frappé par une maladie longue et douloureuse, ce catholique traditionaliste et contre-révolutionnaire demeurait alité depuis bientôt un an, continuant à cultiver malgré tout une joie de vivre et un courage étonnants et ô combien stimulants. Il laisse une épouse, un fils et un petit-fils auxquels nous présentons nos sincères condoléances.

Toutes nos prières l'accompagnent pour le repos de son âme, entre les bras de la Très Sainte Vierge qu'il aimait tant et qu'il ne manquait jamais de prier avec ferveur.

La messe de requiem (selon le rite tridentin) a eu lieu le mercredi 17 novembre à 10h, en l'église Saint-Bernard de Metz (Planrières).

Requiescat in pace.

L'équipe de RIVAROL.



D.R.

Les origines des fascismes russes

SYLVAIN Roussillon, qui est le directeur de l'ISSEP, l'école de sciences politiques et sociales lyonnaise, fondée par Marion Maréchal, est l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables, dont *L'Épopée coloniale allemande* (Via Romana, 2021) dont la recension a paru en ces colonnes. Le voici qui récidive avec un livre tout à fait étonnant consacré à l'improbable fascisme russe : une vraie curiosité. Son titre : *Les fascismes russes (1922-1945), vie et mort d'une mouvance en exil*. Sylvain Roussillon rappelle dans les premiers chapitres de son ouvrage, qui font l'objet de cette recension, qui sera suivie prochainement d'un complément axé sur les fascismes russes, les racines de la Révolution et cette politique du pire prônée par les organisations socialistes-révolutionnaires qui n'eurent de cesse de tenter d'assassiner le Tsar Alexandre II, qui, par son libéralisme et ses réformes, pouvait détourner à terme les masses paysannes russes du chemin révolutionnaire. Leur objectif : libérer la Russie de celui que l'on surnommait « le tsar libérateur ».

RACINES DE LA RÉVOLUTION

De 1879 à 1880, Alexandre sera ainsi victime de cinq tentatives d'assassinat de la part des conjurés. La sixième sera la bonne : une catastrophe pour la Russie et pour le régime. Une bonne partie des réformes d'Alexandre II seront annulées ou vidées de leur substance par le nouveau tsar, Alexandre III, traumatisé par l'assassinat de son père. Seule la voie de la révolution est désormais ouverte. Le couronnement, en 1894, d'un nouveau tsar, Nicolas II, fils d'Alexandre, n'infléchira pas le régime dans un sens libéral. Cependant, quoi qu'on puisse penser de Nicolas II et de la faiblesse de son caractère, c'est sous son règne, note Sylvain Roussillon, que la Russie connaît le développement économique le plus rapide de son histoire, grâce notamment aux fameux emprunts russes lancés en 1897. Mais la Russie reste figée sur le plan social et politique. Les grèves se multiplient, de même que les insurrections paysannes. La petite bourgeoisie ne veut plus de l'autocratie et aspire à une monarchie parlementaire. Et puis, la Russie va entrer en guerre (février 1904-septembre 1905) contre le nouvel impérialisme japonais. La victoire ne faisait aucun doute. Sauf que ce fut une déroute et une humiliation qui plongèrent l'économie dans le marasme et ébranlèrent l'ensemble de l'édifice impérial jusqu'à la personne même du tsar. Des grèves ne tardèrent pas à éclater dans les grands centres industriels du pays, notamment à l'initiative d'un pope,

Gueorgui Gapone, dirigeant du Collectif des Travailleurs Russes de Saint-Petersbourg, qu'entoure une véritable légende noire. Certains l'accusent d'avoir été un agent provocateur de l'Okhrana, la police tsariste. Sylvain Roussillon lui rend justice, citant Lénine qui estima que ces accusations, que l'on retrouve encore aujourd'hui dans nombre d'ouvrages consacrés à l'histoire de la Révolution, étaient fausses. Comme quoi, le révisionnisme historique a des vertus...

Le dimanche 22 janvier 1905 restera gravé dans l'histoire russe comme le « dimanche sanglant ». La manifestation dans le calme, conduite par Gapone, qui a pour but de remettre une pétition au tsar, est prise, sans sommation, sous les tirs de l'armée. Il y eut officiellement 96 morts. Certains évoqueront 4000 tués. Cette « tuerie imbécile et criminelle », dit Sylvain Roussillon, entraîna l'indignation générale. Si l'on ajoute à cela la défaite navale de Tsushima, les 27 et 28 mai 1905, avec la destruction quasiment totale de la flotte de la Baltique par la marine japonaise, la mutinerie du cuirassé Potemkine du 26 juin au 2 juillet 1905, et des situations insurrectionnelles partout dans le pays, la Russie était mûre pour tomber dans l'escarcelle de la Révolution. Mais des groupes de militants contre-révo-

lutionnaires, nationalistes et monarchistes, vont s'organiser à leur tour au sein de mouvements activistes. Ils sont connus sous le terme générique de Cent-Noirs ou Centuries noires. Leur participation à de nombreux pogroms contribuera cependant à les discréditer. Vient la Grande Guerre que pourtant Nicolas II a tenté d'éviter : une catastrophe pour la Russie qui subit des défaites spectaculaires, des pertes effroyables, modifiant considérablement la structure même de l'armée. Le corps des officiers, nobles pour la plupart, saigné à blanc, est issu désormais pour 27 % de la bourgeoisie et pour 58 % de la paysannerie, bien plus enclin désormais à fraterniser avec la troupe qu'à prendre la défense du Trône. Nicolas II va abdiquer le 2 mars 1917, suivi de son frère, Michel, qui devait lui succéder. La Russie devient de facto une république. Le catastrophique Alexandre Kerenski prend les rênes du pouvoir. La révolution éclate à Petrograd (Saint-Petersbourg). Le 10 septembre, le général Kornilov avance sur la capitale russe à la tête de la prestigieuse Division sauvage, unité de cavalerie composée de guerriers caucasiens, décidé à balayer les soviets avec la bénédiction du gouvernement provisoire. Mais le lendemain, Kerenski donne l'ordre à Kornilov de stopper sa progression. Certains historiens pensent que Kerenski craignait que Kornilov ne s'emparât du pouvoir et n'établît une dictature militaire. On connaît la suite : les Bolcheviks vont s'emparer sans coup férir du pouvoir.

lutionnaires, nationalistes et monarchistes, vont s'organiser à leur tour au sein de mouvements activistes. Ils sont connus sous le terme générique de Cent-Noirs ou Centuries noires. Leur participation à de nombreux pogroms contribuera cependant à les discréditer. Vient la Grande Guerre que pourtant Nicolas II a tenté d'éviter : une catastrophe pour la Russie qui subit des défaites spectaculaires, des pertes effroyables, modifiant considérablement la structure même de l'armée. Le corps des officiers, nobles pour la plupart, saigné à blanc, est issu désormais pour 27 % de la bourgeoisie et pour 58 % de la paysannerie, bien plus enclin désormais à fraterniser avec la troupe qu'à prendre la défense du Trône. Nicolas II va abdiquer le 2 mars 1917, suivi de son frère, Michel, qui devait lui succéder. La Russie devient de facto une république. Le catastrophique Alexandre Kerenski prend les rênes du pouvoir. La révolution éclate à Petrograd (Saint-Petersbourg). Le 10 septembre, le général Kornilov avance sur la capitale russe à la tête de la prestigieuse Division sauvage, unité de cavalerie composée de guerriers caucasiens, décidé à balayer les soviets avec la bénédiction du gouvernement provisoire. Mais le lendemain, Kerenski donne l'ordre à Kornilov de stopper sa progression. Certains historiens pensent que Kerenski craignait que Kornilov ne s'emparât du pouvoir et n'établît une dictature militaire. On connaît la suite : les Bolcheviks vont s'emparer sans coup férir du pouvoir.

LE MOUVEMENT BLANC

Kornilov, réfugié sur le Don, au sud de la Russie, la terre des Cosaques, si jaloux de leur indépendance, va rassembler divers opposants aux bolcheviks, et créer l'Armée des Volontaires, première manifestation militaire de ce qui va devenir le « mouvement blanc ». L'Armée des Volontaires va se doter d'un Conseil spécial, instance politique destinée à gérer les territoires conquis. Il est vrai que le mouvement blanc est loin d'être homogène sur le plan idéologique. On y trouve des républicains libéraux, tel le général Dénikine, des monarchistes assumés, tel le commandant suprême Alekseïev, l'ataman des Cosaques du Don favorable à une république du Don in-



D.R.

dépendante mais associée à l'Etat russe, et Kornilov, le commandant en chef, qui affiche des idées républicaines et démocratiques. En fait, notera Mikhaïl Smirnov, membre de l'état-major de l'amiral Koltchak, ils (Koltchak, Kornilov, Dénikine et Wrangel) étaient « avant tout des patriotes, avec un profond amour pour leur pays ». Sur le plan sociologique, nous sommes loin de la vieille armée impériale, composée de plus de 65 % de nobles. La nouvelle armée contre-révolutionnaire compte 17 % de nobles, 43 % de fils de bourgeois et de commerçants et 40 % de paysans. On voit même apparaître des unités ouvrières dans les armées blanches, qui montent au combat au son des accordeons !

POGROMS ANTISÉMITES ?

On a beaucoup reproché aux blancs leur participation aux pogroms antisémites qui ont marqué la période de la Guerre civile. Qu'en est-il ? Il est vrai, note Sylvain Roussillon, qu'assimiler bolchevisme et judaïsme est un exercice assez facile en 1918. Le tout jeune Parti Communiste Russe est présidé par Yakov Sverdov, juif, ainsi que Trotski (Lev Bronstein), commandant de l'Armée rouge, Kamenev (Rosenfeld), président du Soviet de Moscou, Zinoviev (Apfelbaum), président du Soviet de Petrograd, Yefim Tsetlin, dirigeant des Komsomols, Solomon Lozovsky, à la tête du Soviet central des syndicats. Quant à Iakov Iourovski, juif lui aussi, il fut le chef du détachement de Gardes rouges qui assassina la famille impériale. Cela dit, il n'y a pas, note Sylvain Roussillon, de très forte surreprésentation des Juifs au sein du Parti Communiste Russe, entre 4 et 5 %, mais cela est beaucoup moins vrai en ce qui concerne les instances dirigeantes. En 1918, plus de 28 % de membres du Comité central sont juifs. Le Grand Rabbin de Moscou dira, avec un certain humour noir : « Les Trotski font les révolutions et les Bronstein paient l'addition ». Quant à la responsabilité des armées blanches dans les pogroms, il convient d'être mesuré. Sur les 1236 pogroms recensés durant cette période, 40 % sont imputables aux armées nationalistes ukrainiennes, 17 % aux armées blanches et 9 % à l'Armée rouge. Il y eut ainsi le massacre de 400 familles juives à Odessa, fin janvier 1918. Oui mais, justifient certains historiens, il ne s'agit pas là d'un « vrai » pogrom puisque leur triste sort était dû à leur statut de riches bourgeois et commerçants. Commentaire de Sylvain Roussillon : « Bref, un pogrom n'en est plus un à partir d'un certain niveau de richesses ». En vérité, les chefs blancs ont cherché à limiter et à interdire les pogroms. A noter aussi que

les armées blanches furent aussi soutenues par des juifs. C'est ainsi que le dirigeant sioniste, Daniil Pasmanik, déclara « s'incliner en prières devant l'armée blanche pour sa lutte pleine d'abnégation contre les bolcheviks ». Notons qu'il y eut même un régiment juif blanc en Sibérie. Bref, l'accusation « pogrommiste » portée sur le mouvement blanc relève de la manipulation historique et de la malhonnêteté intellectuelle, conclut l'auteur.

LA DÉFAITE DES ARMÉES BLANCHES

Mais petit à petit, les fronts militaires vont disparaître les uns après les autres, vaincus par les Gardes rouges. L'amiral Koltchak, Régent suprême de la Russie sera capturé le 15 janvier 1920 à Irkoutsk et fusillé. Les Blancs sont contraints de se barricader en Crimée avant d'être évacués, dans un ordre remarquable, sous l'autorité de Wrangel, en direction de la Turquie et de la Grèce. Le 11 novembre 1920 marque la fin de la guerre dans la Russie occidentale. Mais la guerre se poursuit en Asie. Le général Roman von Ungern-Sternberg, de noblesse balte, le « baron fou » à qui feu Jean Mabire consacra une biographie, qui prétendait être une réincarnation de Gengis Khan, qui se prétendait destiné à unifier les Mongols et à les conduire à l'assaut du bolchevisme et de l'hébraïsme, fut capturé le 20 août 1921 et fusillé. L'ataman Semenov était contraint de se retirer en Chine, à Harbin, ville dont nous reparlerons. Le 25 octobre 1922, le général Dieterichs évacuait Vladivostok, mettant formellement fin à la guerre civile.

UN TRÈS LONG EXIL

Pour les Russes blancs, ce fut le début d'un long exil. Sylvain Roussillon les estime à un à deux millions de personnes, mais certainement bien plus si on y intègre les réfugiés ukrainiens, géorgiens, biélorusses, etc. Cette Russie dispersée n'est pas plus unie politiquement qu'elle ne l'était durant la guerre civile. L'auteur relève ainsi que cette Russie en exil ne compte pas moins de 80 organisations monarchistes dans le monde durant la première moitié des années 1920. Par ailleurs, trois prétendants se proposent à la succession de Nicolas II. Notons à titre anecdotique qu'on trouve parmi eux le grand-duc Dimitri Pavlovitch de Russie (1891-1942), à qui sa participation à l'assassinat de Raspoutine valut une belle popularité. Il fut l'ami de Coco Chanel pour laquelle il dessina le flacon du fameux parfum N°5 ! Le général Wrangel va, quant à lui, créer l'Union Générale Militaire Russe, la ROVS, qui comptera environ 100 000 adhérents à sa fondation en 1924. On n'en comptera plus que 40 000 en 1930. De nombreux exilés ne croient plus en une solution militaire et aspirent à des solutions politiques nouvelles qui permettraient de combattre le bolchevisme, tout en dépassant les vieilles chapelles politiques. C'est dans ce contexte que va se développer un fascisme russe en exil. Ce sera l'objet d'une prochaine recension de la suite du livre de Sylvain Roussillon. A suivre...

Robert SPIELER.

Les fascismes russes (1922-1945), vie et mort d'une mouvance en exil, éditions Ars Magna, 343 pages, 30 euros, commandes à www.editions-ars-magna.com ou Ars Magna BP 60426, 44004 Nantes cedex 1.

Sept livres d'Hervé Ryssen en vente à RIVAROL

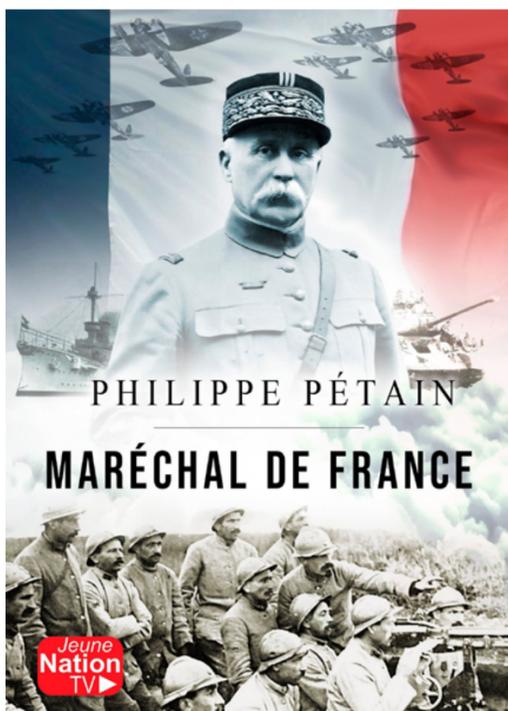
Il nous reste un stock de livres d'Hervé Ryssen à nos bureaux. Vous pouvez nous les commander. Il faut ajouter 6 euros de frais de port par exemplaire. En voici la liste actualisée :

- LE RACISME ANTIBLANC : 20 euros.
- LA MAFIA JUIVE : 26 euros.
- LE MIROIR DU JUDAÏSME : 26 euros.
- LES ESPÉRANCES PLANÉTARIENNES, son premier livre (2005) : 26 euros
- PSYCHANALYSE DU JUDAÏSME (2006) : 26 euros
- LES MILLIARDS D'ISRAËL (2014) : 26 euros
- L'ANTISÉMITISME SANS COMPLEXE NI TABOU, son dernier livre (2018) : 22 euros.

TROIS OUVRAGES DE VINCENT REYNOUARD EN VENTE À RIVAROL :

- Pourquoi Hitler était-il antisémite ? 25 euros franco.
- En passant par Fleury-Mérogis. 13 euros franco.
- Lettre ouverte à Cassandre Fristot. 10 euros franco.

Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris. Chèques à l'ordre des Editions des Tuileries.



Le documentaire hommage de Jeune Nation sur le Maréchal Pétain à l'occasion du 70^e anniversaire de sa mort est disponible au prix de 15 euros franco de port.

Commande au Cercle Charlemagne 4 bis rue Caillaux, 75013 Paris. Chèque à l'ordre de FJR.

Pour ou... contre Zemmour ? A quoi sert-il ?

C'EST. Il fallait s'y attendre. M. Zemmour baisse dans les sondages. Il repasse sous la barre mariniste. Et puis les gens de presse et autres politologues de salon, d'officines et de bazar, déclarent l'attendre au tournant, à l'occasion de son grand *meeting* à Paris, au Zénith le 5 décembre, la veille de la Saint Nicolas si familier aux gens du Grand Est. Ce Santa [Claus] que l'Amérique mercantile et les publicitaires de la firme Coca Cola nous ont renvoyé en 1931 sous la forme d'un « Père Noël » bouffi ; de la même façon la Fête des morts⁽¹⁾ s'est muée avec Halloween en une sorte de *Black Friday* pour confiseurs et marchands de déguisements et grimages horribles...

Or si le candidat putatif à la présidence de la République n'attire pas le 5 décembre les six mille fans prévus et attendus, il pourrait alors ne pas rentrer dans ses frais ! Zut alors... Ce serait de mauvais augure pour la suite. C'est en tout cas ce qu'espèrent les fées malveillantes — médiatico-politico-antinationales — penchées sur le berceau du postulant (un peu de Zemmour, mais pas trop) considérant peut-être (ou apparemment) que les choses vont trop vite et trop loin. Après avoir soufflé le chaud et le froid, les marâtres se trémoussent de joie à l'idée de nous mener une fois de plus en bateau, un coup à gauche, la barre à droite, et retour.

LE CAS ZEMMOUR, ABOUTISSEMENT D'UN LONG PROCESSUS

Au reste, le cas Zemmour n'est que l'aboutissement d'un long processus. Son irrésistible ascension commence le 1^{er} octobre 2014 avec la publication du *Suicide français* accompagnée d'une intense campagne promotionnelle. Le 21 octobre, *Le Point* et *Le Figaro* signalent que le premier tirage de cent-vingt mille exemplaires du livre (534 pages — sous-titré « *Les quarante années qui ont défait la France* »), aurait été écoulé en une semaine. Au final, l'opus aurait eu quelque 400 000 lecteurs. Mais des voix s'élèvent qui dénoncent un « *livre plagié, poussive compilation de travaux non cités* » [JPTHiollet2016]. Henry de Lesquen, fondateur du Club de l'Horloge, parle à bon escient (et à juste titre) de « *pillage des travaux* » du groupe de réflexion qu'il préside. L'on voit à cette occasion que le succès d'Éric Zemmour se construit autour et à partir d'une fraude largement exploitée commercialement, cela très avant d'en récolter les fruits politiques sept ans plus tard. Ce faisant, Zemmour n'a fait que suivre la voie déjà tracée par de prestigieux coreligionnaires, sans devanciers dans le succès. Citons, dans le domaine musical, des « *icônes* » tels Serge Gainsbourg ou le richissime DJ, David Guetta (présenté comme « *compositeur* » de la même façon que George Soros est un « *philanthrope* »)... Mais peut-on ef-

1. La Toussaint, fête catholique instituée par le pape Grégoire IV en 830 est célébrée chaque année le 1^{er} novembre. La Fête des morts prend place le 2 novembre et apparaît en 998. Elle devient une fête universelle par une bulle de Léon IX.

fectivement parler de plagiat lorsqu'il s'agit d'arrangements de thèmes ou de mélodies tombés (ou non) dans le domaine public ?

On voit que M. Z est une fabrication. Un produit associant ambitions personnelles, convictions (probablement en majorité communautaristes !), et service du Système. Parce que le système ne serait pas *Le système* s'il n'admettait ou ne suscitait pas ses propres dissidences et des oppositions sur mesure. Cela fait donc un bail que se prépare le terrain pavant la voie royale d'un national-sionisme bon chic bon genre. Notons que l'entrisme dans les milieux d'extrême droite (tels l'Ordre Nouveau et le PFN) ne date pas non plus d'hier. Le processus remonte sans doute au milieu des années 1960, précédé par l'incrustation dans le langage courant du concept de « *judéo-christianisme* ». Comme si notre culture avait jamais été judéo-chrétienne ? Grottesque ! Mais ce n'est ici, ni le temps ni le lieu, d'en faire l'exposé critique. Zemmour participe d'une stratégie qui a été plutôt bien identifiée sur E&R le 12 novembre⁽²⁾. Grosso modo, le sionisme hexagonal ayant compris depuis longtemps que l'anti-islamisme né de la guerre d'Algérie (une guerre hybride dite de libération, tout à la fois confessionnelle, intercommunautaire et marxiste-léniniste) et de l'amputation des départements d'outre-Méditerranée (ne parlons pas de la perte de gigantesques gisements pétroliers et gaziers d'entrée de jeu destinés à tomber dans l'escarcelle américaine), était la source d'un vif ressentiment, une plaie mal refermée, il a largement exploité ce sentiment à son grand profit.

Dans la foulée de la guerre des Six Jours (juin 1967), ce n'étaient pas encore les nombreux grands témoins rescapés de Shoah qui venaient catéchiser les élèves des écoles catholiques (et laïques), mais des agents recruteurs venus inviter nos adolescents à passer de belles vacances laborieuses (et peu onéreuses) dans les kibboutzim (séjours de bénévolat néanmoins payants). Beaucoup s'y sont laissés prendre. Au passage, il fut même offert à quelques-uns l'occasion de s'exercer au tir sur des Hilotes palestiniens (version orientale du fellagha) de retour des champs. Mais ne soyons pas mauvaise langue. Il fut surtout question de verser beaucoup de sueurs pour la grandeur d'Israël et souvent aussi, pour les filles, de succomber aux charmes des gentils organisateurs, Sabras⁽³⁾ de la première ou de la onzième heure.

STRATÉGIE DU NATIONAL-SIONISME

Zemmour, à la suite des siens (les Likoudniki d'avant et d'après la lettre), a bien vu que l'opposition frontale au nationalisme franchouillard était non seulement contre-productif mais, dans une certaine mesure, stupide. Qu'au lieu de la combattre (ce que fait par exemple la LICRA & Cie qui demandent l'interdiction de RIVAROL⁽⁴⁾), ils pouvaient trouver dans cette mouvance une force et une dynamique politiques susceptibles d'être mises au service de leurs propres intérêts en vue de servir fructueusement la cause d'Israël. En un mot, utiliser une tendance décentrée d'un vrai potentiel — fût-elle encore vaguement et accessoirement anti-judaïque — plutôt que de se l'aliéner. Mieux vaut en effet un front commun anti-islamiste (la lutte contre

2. egaliteetreconciliation.fr/Zemmour-denonce-t-il-le-pouvoir-du-CRIF-pour-sauver-le-pouvoir-sioniste-66142.html

3. Juifs nés avant 1948 en Palestine sous mandat britannique et leurs descendants. Par extension tous juifs nés en Eretz Israël.

4. La LICRA appelle au retrait de l'agrément donné au « *journal antisémite* » RIVAROL. « *Le journal français d'extrême droite multiplie depuis longtemps les publications antisémites et haineuses — et pourtant, il est toujours autorisé à diffuser, en vente libre* » [TimeofIsrael/9 novembre 2021].

l'immigration n'étant qu'un méchant cache-sexe) que deux concurrents se mettant des bâtons dans les roues... Selon E&R, Zemmour « *veut associer — selon toute apparence — ce même peuple de France aux intérêts de la communauté juive organisée, mais pour cela, il faut faire, pour les Français patriotes et pour le lobby, certaines concessions : le lobby doit lâcher un peu de lest sur la répression du patriotisme français, et les Français doivent s'en prendre aux ennemis du sionisme — les musulmans — présentés comme le problème numéro un du peuple français. Des musulmans qui "doivent" eux-mêmes démocratiser ou franciser leur religion... ce que les juifs n'ont pas fait* ». Oui da !

Certes, la Communauté a eu l'astuce jusqu'à une date récente (n'ayant plus rien à craindre de nos jours, cette précaution est de plus en plus délaissée) de franciser les prénoms de leurs fils et de leurs filles⁽⁵⁾, ce que Zemmour demande de faire aux musulmans pour preuve de leur bonne volonté intégrative ! Ce peuple, à la nuque raide, se flatte au demeurant de s'être parfaitement intégré sans être véritablement assimilé, trouvant là l'une des raisons et la condition de sa pérennité contre vents et marées. M. Zemmour, à l'entendre, serait ainsi incroyant tout en se montrant, dans sa vie personnelle, très respectueux des interdictions rituelles. Il mange kasher et utilise, suivant la prescription, des assiettes différentes, l'une pour la viande, l'autre pour les laitages. Dans le même ordre d'idées (mais l'information n'est plus à présent accessible), il aurait coutume de casser la vaisselle après usage en compagnie d'un non-juif. Une pratique commune avec les Kharijites, les *Séparés*, une branche rigoriste de l'islam apparue au milieu du VII^e siècle. Moïse Zemmour prie également à la synagogue et n'a évidemment pas manqué de célébrer la confirmation de ses deux fils dans le judaïsme, la bar-mitsva. Marié à une judéenne d'Algérie (tout comme lui), il a effectué sa scolarité dans des écoles juives (Lucien de Hirsh et Yavneh), envoyé son fils en Israël et sa fille dans une école juive aux États-Unis... En dépit de ce traditionalisme de bon aloi et de son peu de goût affiché pour l'envahissement par la sous-culture anglo-saxonne, il confesse néanmoins connaître l'extase — « *Quand je l'écoute, je suis au Nirvana* » — avec une chanson des Rolling Stones, *Sympathy For The Devil*... (Sympathie pour le diable). Tout un programme !

L'ANTI-PROGRAMME ZEMMOURIEN

Les « *zemmourolâtres* » — rien de péjoratif dans ce terme ni dans notre esprit — se bercent hélas d'illusions s'ils croient que leur idole engagera aussitôt aux commandes un vaste programme de « *remigration* ». Ce qui, en soi, ne constitue pas un plan de restauration nationale. Reconstruction de la Nation, de ses souverainetés, de son autonomie et de ses capacités industrielles et autres. Le chantier est immense : l'archipellisation et la fragmentation du peuple français ne se résoudront pas simplement en « *normalisant* » les populations musulmanes, maghrébines, asiatiques, sub-sahariennes... Pour ce faire, pour mettre en œuvre une planification cohérente d'intégration, voire d'assimilation (en l'état actuel fort utopique : trop d'éléments allogènes ne peuvent plus se fondre dans le creuset national, mais forment un dépôt insoluble, un précipité !) il faudrait commencer par s'en donner les moyens humains, budgétaires et juridiques. Et pour ce faire, s'affranchir des traités (européens et internationaux) qui, en ce domaine, ligotent littéralement le pays. D'ailleurs, M. Z a-t-il sincèrement l'intention de curer les Écuries d'Augias (ou n'est-ce qu'un argument de campagne destiné à capter le chaland) ? On peut légitimement en douter à la lecture d'un long entretien accordé à Elisabeth Lévy pour la livraison de novembre du magazine *Causeur* dans lequel l'illustre chien du jeu de quilles présidentiel nous confie quelques

5. *Le Point*, 1^{er} avril 2010 : « C'est ainsi qu'il demande aux descendants d'immigrés d'abandonner leur prénom ou de le réserver à la sphère privée ou confessionnelle : « *C'est comme moi, je m'appelle Eric, Justin, Léon. Mais, à la synagogue, je m'appelle Moïse* ». Toutefois, l'adoption de prénoms chrétiens, au cours de ce vingt-deux deniers siècles d'histoire commune, ne les a jamais conduits à une complète assimilation.

brises de ses intentions réelles (histoire aussi de rassurer ses amis de longue date, MM. Bernard-Henri Lévy et Jean-Luc Mélenchon avec lesquels il était, jusqu'à récemment, cul et chemise).

Citation : « *Quand on est Français, on est Français, d'où qu'on vienne, et on n'a pas vocation à retourner de force vers je ne sais quel pays d'origine. Donc, je le dis clairement pour ceux qui m'inventent des positions : je ne vais pas "dénaturaliser" et "remigrer" des Français. Les Français qui n'ont que la nationalité française sont intouchables et il n'est ni souhaitable ni possible de les renvoyer ailleurs. Ce raisonnement vaut d'ailleurs pour tous les Français* ». Encore faudrait-il avoir une définition claire, non équivoque de ce qu'est « *être français* ». Zemmour n'a pas l'air de faire le distinguo entre Français de convenance et de confort (Français de papier comme l'on dit si justement) et « *souchiens* » qui n'en peuvent mais. M. Z est un égalitariste ordinaire et ne fait pas la différence entre primo-occupants et ces ouvriers de la treizième heure qui s'invitent au banquet national sans avoir au préalable versé leur écot (quote-part), entre autres, en sang, en peine et, le cas échéant, en sueur. Et puis notre brillant candidat ne parle pas de l'abolition du droit du sol (pourtant au programme de la diaphane Pécresse qui, prudente, demande seulement l'abandon de son automaticité !) et du rétablissement du droit du sang !

Concernant les binationaux (3,3 millions au bas mot), Zemmour préconise « *les mesures de déchéance en cas de crime ou de plus de trois délits concernant les binationaux, qu'ils soient nés français ou qu'ils aient été naturalisés. S'agissant des chômeurs, binationaux, je ne fais aucune différence avec un autre Français non binational. Être chômeur n'est pas un crime ou un délit* ». Tout cela est bien timide (et même particulièrement tiède) sachant que la Suisse, par exemple, renvoie chez eux les chômeurs de plus de six mois. Une mesure prophylactique de bon sens, à ne surtout pas comparer, *a fortiori*, avec l'avortement dont l'allongement des délais recule sans cesse... jusqu'à l'infanticide assumé pour raisons ou convenances personnelles.

LE PACTE DIABOLIQUE DE MARRAKECH

Last but not least : « *Il faut retrouver les critères et les contraintes de l'assimilation d'avant. Ceux qui choisiront l'assimilation à la française seront les bienvenus et nos compatriotes. Finalement je tends la main aux musulmans* ». Sur ce point, quelle différence entre le candidat prétendument brise-glace et le président Macron signataire en 2018 du Pacte mondial sur les migrations, autrement nommé *Pacte de Marrakech*⁽⁶⁾ « *Pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, ceci, en couvrant toutes les dimensions de ces*

6. M. Macron est en cela à l'unisson avec la chancelière Angela Merkel, laquelle précise : « *Le Pacte est valable pour tous les pays du monde, même pour les pays qui rejettent le pacte* ». Tous les signataires s'engagent en outre à accepter de *facto* un programme directif en faveur des migrants : éducation, droit au logement, regroupement familial ! » Le Vatican de Bergoglio s'est associé à ce projet hautement philanthropique... au moins, en principe, pour les heureux bénéficiaires.



Ecrits de Paris

AU SOMMAIRE DU PRINTEMPS 2021

Abbé François CHAZAL : La crainte des Juifs (Postface de Mgr Richard Williamson) — Marcel DEMAZET : Retour sur le procès du Maréchal Pétain — Sylvestre ALIBERT : La révolution arc-en-ciel en marche

AU SOMMAIRE DE L'ÉTÉ 2021

Maxence HECQUARD : Une théorie hasardeuse : la déposition du pape hérétique — Scipion de SALM : Hitler et Pétain

64 pages, 10 euros franco de port.

53 euros l'abonnement pour onze numéros.

Ces deux numéros (835 et 836) d'*Ecrits de Paris* sont disponibles et on peut les commander à nos bureaux et sur notre site rivarol.com.

On peut se les procurer en version papier ou/et numérique.

déplacements de populations » ? Adopté le 19 décembre 2018 par l'Assemblée générale des Nations unies (Israël et les États-Unis de Donald Trump ne l'ont pas signé), ce texte se situe dans l'exact prolongement d'un rapport — également des Nations unies — de l'An 2000 (mars) préconisant des « migrations de remplacement » de plusieurs dizaines de millions d'individus afin de compenser les déficits démographiques dans l'Europe déclinante, recommandations intitulées sans ménagement : « Migration de remplacement : une solution au déclin et au vieillissement des populations »⁽⁷⁾.

Le candidat Zemmour entend-il dénoncer ce pacte diabolique quasi génocidaire ? C'eût été pourtant la première chose à faire s'il y avait la moindre cohérence dans son projet politique. Non ? Il ne fait aucun doute — sans retrait immédiat de ce piège né de l'idéologie droite-l'hommeiste cautionnée et confortée par les algorithmes de la démographie prospectiviste... une science aussi dure que les projections relatives à la mortalité covidienne de la première vague — que, dans ces conditions, la France continuera inexorablement à se transformer, et pour le pire, en pays du Tiers voire du Quart-monde... Et, le cas échéant, en zones de guerre entre ethnies rivales.

Au final, M. Z paraît singulièrement muet à ce sujet, comme sur bien d'autres, plus urgents voire beaucoup plus pressants encore que l'islamisation rampante du pays. Un processus dont certains représentants messianiques du groupe ethnoconfessionnel auquel appartient notre héros, ont été les chantres proactifs depuis des décennies. Chacun reconnaît ses siens et mettra les noms qui lui semblent les plus appropriés à illustrer une assertion évidemment non dénuée de tout fondement, n'en déplaise aux censeurs. Même si quelques-uns d'entre eux semblent aujourd'hui (nous pensons à M. Julien Dray très présent sur CNews, le support de lancement de M. Z) vouloir tourner casaque.

7. On en trouve à cette adresse une version très édulcorée : un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/ageing/replacement-es-fr.pdf

En politique, l'opportunisme est une vertu et le mensonge un art majeur.

L'URGENCE VÉRITABLE EST AILLEURS

L'urgence véritable est assurément, à ce moment précis, dans les Antilles, en Guadeloupe, à Rotterdam où les rues s'embrasent, où l'on tire à balles (bien réelles, *of course*), à Vienne, en Autriche, à Cambera et à Paris... Partout où les peuples se dressent contre la tyrannie sanitaire qui, sous couvert de lutte contre une pandémie largement surévaluée [voir infra], c'est-à-dire médiatiquement fabriquée comme l'ont été et le sont MM. Macron et Zemmour, sert de prétexte à une vaccination à hauts risques et à la numérisation universelle des peuples de l'hémisphère nord.

Sujet pour l'heure plus angoissant et plus pressant que le terrorisme (désormais une donnée structurelle des sociétés ouvertes, sans frontières), l'inoculation générale obligatoire de substances expérimentales, transgéniques potentiellement vénéneuses voire létales (dans l'Union européenne, la mortalité due aux effets secondaires se monterait au chiffre hallucinant de 26 000 décès selon les statistiques officielles d'Eurostat !)... M. Macron nous annonçait ainsi ce 18 novembre, par le biais d'un entretien accordé à *La Voix du Nord* [19 novembre 2021] que « pour les immunodéprimés, les personnes âgées, l'on sait que le bénéfice-risque est positif. S'il s'avère qu'une troisième dose est efficace et nécessaire pour les autres publics, évidemment, on l'intégrera dans la logique du passe sanitaire ». Seule la deuxième phrase est à retenir... et à méditer.

Nous n'avons maintenant plus le choix, le piège se referme sur nous, nous avons maintenant le dos au mur. Or, le plus gros problème n'est pas les individus dévoyés (moralement corrompus) qui nous gouvernent mais la passivité d'une population qui gobe tout et ne veut rien savoir. Nous épargnerons au lecteur les résultats consternants des sondages... Indépendamment du fait qu'ils soient par définition manipulés, orientés et finalement truqués. Le très jeune La Boétie écrivait dans *De la servitude volontaire* qu'une « population nourrie sous la tyrannie devient lâche

et efféminée ». Force est de reconnaître que depuis un demi-siècle la France est entrée en sénescence assortie d'une absurde hantise de la mort, une maladie carcinogénique en grande partie causée par le gavage télévisuel et la malbouffe industrielle, chimiquement polluée, distribuée à vil prix et à gogo... Des peuples européens également repoussés par les successives vagues migratoires, qui, petit à petit, deviennent chaque jour davantage des étrangers dans leur propre pays... Et sans doute prochainement, ceux qui refusent de se laisser entraîner par le Maelström progressiste et la vaccination pour tous deviendront des sortes de semi-parias frappés d'indignité nationale, des condamnés à une lente mort civile. Comprendons une fois pour toutes que les oligarchies et cryptarchies qui décident et règlent les affaires du monde ont subrepticement déclaré la guerre à l'humanité. Or, si les peuples pris dans la drague monstrueuse du mensonge ne se réveillent pas très vite (si tant est qu'ils y parviennent), il sera bientôt trop tard.

CE DONT SURTOUT M. Z NE SE MÊLE PAS

M. Z n'évoque jamais la si pernicieuse tyrannie sanitaire en marche, ni ses ravages : surenchérissement de la Nation, crise économique et morale qui en découlent... Est-ce un pur hasard ? L'islam envahissant n'est certes pas un faux problème, mais il n'est pas celui du moment. Plus immédiatement nuisible, nous avons à compter avec le super mensonge d'État couvert par le mortel silence de la presse... et comme de bien entendu par le mutisme consternant du soldat Zemmour. Formidable mensonge par omission consistant à occulter les conclusions — et les conséquences — en tirer — du rapport de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (l'ATIH), lequel révèle sans tambours ni trompettes qu'en 2020, au plus fort de la crise sanitaire, seulement 2 % d'hospitalisations et 5 % des soins critiques étaient dus au Covid-19 ! En un mot comme en cent : 98 % des hospitalisations étaient hors Covid et 95 % des soins critiques ! Ce qui signifie une seule et unique chose : nous, peuple de France (et d'Occident par là même) avons été menés en bateau par des élites vendues à l'idéologie globaliste et à



l'hyper-capitalisme des GAFAM associés aux géants de la chimie organique !

Le moyen le plus utilisé pour jeter ce rapport malvenu et le bébé malodorant avec l'eau sale du bain est de relativiser les données en arguant que « le calcul de la part des patients Covid sur la totalité des patients sur toute l'année aboutit à "lisser" de fortes variations, ne rendant pas compte de cette façon des phases de saturation hospitalière lors des pics épidémiques ». Soit ! Regardons cependant les pics. La semaine du 30 mars au 6 avril 2020 représente le pic le plus haut. Il y a alors environ 35 000 hospitalisations dues au Covid. À peine 3 % des hospitalisations sur cette période, qui habituellement enregistre des taux record d'admissions toutes causes confondues. Des explications bidons pour mieux nous enfumer... Mais qui en tire les nécessaires conclusions ? Surtout pas les gens de presse qui, partagés entre ignorance, paresse, vénalité et crétinisme, s'associent peu ou prou à ce méga-mensonge d'État qui aura coûté et coûtera encore des Himalaya de chagrin, de désespoir et de misère aux Français et aux Européens (parmi lesquels les Australiens et les Néo-Zélandais) qui ont été embarqués sur cette nef du Diable. Le Ciel veuille que nous en sortions sans trop de dommages pour les générations montantes.

Léon CAMUS.

La colonisation allemande en Palestine

LA QUESTION de la colonisation allemande en Palestine est fort mal connue et il convient de ne pas la confondre avec la colonisation sioniste où figuraient, certes, de nombreux Juifs d'origine allemande. La colonisation allemande débute au milieu du XIX^e siècle et prend fin avec la Seconde Guerre mondiale. La colonisation de terres palestiniennes, ou syriennes méridionales, c'est-à-dire de la « Terre Sainte », n'a concerné, en un siècle, qu'une population villageoise de deux mille âmes, réparties sur une dizaine de communes agricoles, cinq mille si l'on inclut les ingénieurs, les négociants de toutes confessions chrétiennes, dont le clergé et les fidèles de l'Église catholique romaine. La principale souche paysanne était évangélique et provenait de la Souabe ou du Bade-Wurtemberg (région d'Augsbourg). Débutée dans les années 60-70 du XIX^e siècle, et réputée dans l'industrie laitière et le commerce d'exportation des oranges de Jaffa surtout à destination de l'Angleterre, cette colonisation chrétienne visait, dans l'esprit de son fondateur, le théologien évangélique Christof Hoffmann (1815-1885) à donner l'exemple d'une société reposant sur le principe religieux, opposé à l'esprit révolutionnaire des « négateurs de Dieu » (*Gottesläugner*) manifesté en 1848 en Europe. Son frère aîné, Wilhelm (1806-1873), orateur sacré à la Cour du Roi de Prusse, Guillaume I^{er}, le secondera dans cette tâche. Les colonies agricoles allemandes de Palestine, nommées « templières », car relevant de cette « Société du Temple », étaient appuyées sur leurs propres ressources financières et disposaient même de leur propre banque.

RÉALISATIONS ALLEMANDES EN PALESTINE

Elles étaient réparties dans le nord de la Palestine, telles la *Wilhelma* et *Nephaim* (près de Bethléem), et furent visitées par le couple impérial en 1898, l'impératrice Augusta donnant, par ailleurs, son nom à l'établissement à Jérusalem d'une école



d'enseignement technique pour jeunes filles arabes. Mais l'œuvre principale allemande sera « l'orphelinat syrien » de Jérusalem, fondé par des protestants germano-suisses, le 11 novembre 1860, pour accueillir les victimes chrétiennes des massacres druzes excités contre les Ottomans par les agents britanniques, afin de donner prétexte à une intervention étrangère. L'Empereur Guillaume II vint à Jérusalem (où il refusa, sur le conseil du Sultan et Calife, de recevoir le fondateur du sionisme, Theodor Herzl) donner aux Franciscains un terrain appartenant à l'Église protestante. Il prononça un discours fameux à Damas, une ville électrifiée, avant Istanbul, par les ingénieurs allemands, où il se présentait comme le protecteur de tous les musulmans du monde obéissant au Calife.

LES ALLEMANDS EXPULSÉS, DÉPORTÉS...

Vint la Grande Guerre. Huit cent cinquante Allemands furent expulsés en novembre 1918 de Palestine et rassemblés sous des camps de toile, dans des conditions pénibles, non loin du Caire, mais leur matériel agri-

cole confisqué leur sera rendu en 1920 pour des nécessités économiques, compte tenu de la valeur de l'équipement dont ils pouvaient seuls se servir et de la qualité de leur travail. Pendant la Seconde Guerre mondiale, tous les chrétiens allemands, membres du clergé régulier catholique confondus, y compris les bonnes sœurs, seront rassemblés par les Britanniques, le 2 septembre 1939, dans un camp insa-

lubre. Sept cents colons allemands seront déportés en Australie, dans l'Etat de Victoria, où ils sont en partie restés. L'assassinat, le 22 mars 1946, à un feu rouge de Jérusalem, devant son épouse, et à côté de son chauffeur, du maire de la commune de la Sarona, Gotthilf Wagner, par des terroristes sionistes, scellera la fin de la présence allemande en Palestine, les derniers colons quittant précipitamment cette terre. Les négociations germano-israéliennes sur l'indemnisation des colons se poursuivra jusqu'en 1952 à Genève avec le versement israélien de la somme de 52 millions de Deutsche Marks.

UNE COLONISATION DITE "SPONTANÉE"

La Revue de Géographie d'août 1901 use de ce terme « colonisation spontanée » pour qualifier toute colonisation allemande des deux siècles écoulés, sur tous les continents. Les colons ne sont pas soutenus par une structure militaire importée et ne cherchent pas le contrôle militaire du pays, mais tirent de leur activité propre

de quoi s'imposer. On lit sous la plume d'André Brisse que l'élément allemand a su s'y organiser en conservant fidèlement son originalité, sa langue, ses coutumes et même assez souvent sa nationalité. Ces colonies constituent autant de petites patries allemandes très cohérentes possédant leur temple, leur école, et des journaux spéciaux qui les tiennent au courant de ce qui se passe dans la mère patrie. La plupart de ces émigrants s'adonnent à l'agriculture intensive, le reste se consacre au commerce et cherche à répandre dans la région le goût des articles de fabrication allemande. Bref, on mettait déjà en pratique le slogan publicitaire contemporain « *deutsche Qualität* » (qualité allemande) ! On ne cherche pas à germaniser autrui, mais à conserver seulement sa propre germanité, en laissant l'indigénat suivre ses propres mœurs, en l'instruisant, en le soignant, mais sans altérer l'autorité précoloniale. C'est ainsi que les colons allemands en Palestine ont respecté l'autorité turque ottomane et celle du mandat britannique, tout en arborant leur drapeau national.

QUAND BISMARCK ÉVOQUAIT LA COLONISATION

Le chancelier Bismarck (1815-1898) expliqua, le 26 août 1884, ce qu'il entendait mettre en œuvre dans les colonies : « Je répète que je suis entièrement opposé à la création de colonies sur un plan qui a prévalu dans le siècle passé qu'on pourrait appeler le système français qui consiste à acquérir un territoire, à y placer des fonctionnaires et une garnison, puis à inviter les gens à y venir et à y vivre. Je n'annexerai pas à l'Empire des provinces d'Outre-Mer. Je suivrai l'exemple de l'Angleterre en accordant à des négociants quelque chose comme des chartes confiées à la Compagnie des Indes occidentales. Je nommerai seulement un consul ou un résident pour représenter l'autorité impériale. »

Pierre DORTIGUIER.

Gustave Gautherot (1880-1948) un historien et

CET HOMME est un historien et un publiciste nationaliste et contre-révolutionnaire encore plus oublié qu'Emmanuel Beau de Loménie. Pourtant, les récompenses officielles ne manquèrent pas pour le gratifier, et il eut une carrière honorable de parlementaire. Il eut également une production littéraire abondante. Et il fut un thuriféraire enthousiaste de notre passé national, auteur d'une importante histoire de France, pleine de ferveur. Mais la France qu'il aimait et célébrait était la France éternelle, celle qui fut fondée par nos rois, la France noble, fière et chrétienne, consacrée fille aînée de l'Eglise par le baptême de Clovis, à la fois conquérante et généreuse, guerrière et spirituelle. En revanche, il abhorrait la France contemporaine issue de la Révolution, impie, exclusivement rationaliste, défiant l'homme et la raison, universaliste, libérale et égalitaire. Or, il vivait dans cette France-là, dont le gouvernement se réclamait, ce qui ne pouvait que le faire vouer aux gémonies par les intellectuels officiels de la République. Et, par ailleurs, il était assez isolé. Appartenant incontestablement à la droite nationaliste, il ne relevait cependant d'aucune formation politique particulière. Jusqu'à présent, nul ne semble l'avoir redécouvert.

LES BRILLANTS DÉBUTS D'UN HISTORIEN CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Gustave Gautherot naît le 29 avril 1880 à Pierrefontaine, un village du Doubs, où réside son père, Jules Gautherot, magistrat, juge au tribunal de Dole. Il effectue ses études secondaires au collège de Dole, puis au lycée de Dijon. Il monte ensuite à Paris pour poursuivre ses études supérieures, et obtient une licence de lettres et une autre de droit. Initialement parti pour une carrière juridique, il est tenté de faire œuvre d'historien. Après avoir publié une *Biographie*

du général Simon Bernard, aide de camp de Napoléon I^{er} (1901) et un livre sur *Un casus belli franco-helvétique en 1792 et 1793. La neutralité de la principauté de Bâle* (1905), il se lance dans la préparation d'une thèse de doctorat. Il soutiendra celle-ci, intitulée *La Révolution française dans l'ancien évêché de Bâle* devant un jury de la faculté des lettres de Besançon, en 1907, lequel lui accordera de chaleureuses félicitations, et il la fera publier la même année par les éditions Honoré Champion, à Paris. Quoique élaborée et soutenue dans le cadre d'une faculté provinciale (et des plus modestes : celle de Besançon), cette thèse ne passe pas inaperçue, loin de là. Son orientation contre-révolutionnaire détonne au sein du monde des historiens universitaires, alors résolument républicain et moralement héritier de l'œuvre de la Révolution française, dominé par Alphonse Aulard, maître d'œuvre d'une histoire consensuelle et "dantoniste" de cette période tragique à égale distance des conceptions "robepierristes" et socialisantes d'une part, des points de vue "girondins" ou conservateurs de type guizotien d'autre part. Gustave Gautherot ranime l'historiographie contre-révolutionnaire, catholique et monarchisante, au moment même où Augustin Cochin se lance dans la même entreprise, en solitaire et dans l'anonymat.

RÉCOMPENSÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE, MAIS BOUDÉ PAR L'UNIVERSITÉ

Cependant, le succès du livre de Gautherot est trompeur. Bien que reçu docteur ès lettres avec félicitations, son auteur est mal perçu par la communauté historique des facultés. Elle ne voudra pas de lui comme professeur, maître de conférence ou même chargé de cours, d'autant plus qu'il n'est pas agrégé, ce qui constitue, en lettres, un handicap pour une carrière dans l'enseignement supérieur.

Il devra alors se tourner vers l'enseignement privé pour pouvoir enseigner ; et il deviendra ainsi professeur à l'Institut catholique de Paris, beaucoup plus favorable à ses vues que l'Université. En fait, les compliments lui viennent de milieux non universitaires, tels l'Académie française, dont les membres historiens ne sont pas, pour bon nombre d'entre eux, des professeurs de faculté, et ont souvent des opinions peu favorables à la Révolution française (Albert Sorel, Albert Vandal, Frédéric Masson), quand ils ne lui sont pas carrément hostiles (Thureau-Dangin). L'Académie française récompense sa thèse par l'attribution du prix Thérouanne, en 1909.

UNE CONDAMNATION SANS CONCESSION DE LA RÉVOLUTION

Gautherot publie la même année un livre sur *Les relations franco-helvétiques de 1789 à 1792*. Il poursuit son œuvre d'historien critique de la Révolution avec deux autres livres : *L'Assemblée constituante. Le philosophisme révolutionnaire en action* (1911), et *La Démocratie révolutionnaire. De la Constituante à la Convention* (1912). Ces livres démontrent le caractère éminemment révolutionnaire et rupteur de l'Assemblée constituante, nourrie de rationalisme absolu et de l'universalisme abstrait des "Lumières" du XVIII^e siècle, et fait ainsi justice de la croyance alors répandue en un début modéré de la Révolution. A ses yeux, la Constituante portait en germe la Terreur jacobine, laquelle fut surtout un moyen, pour ses députés, de préserver par tous les moyens les acquis de 1789-1791. Les Constituants et les Conventionnels se réclamaient en tous points des mêmes idées et principes, et la phase terroriste n'est pas un dérapage, mais un moyen extrême pour les défendre. Il convient de noter qu'à cette époque, en même temps que Gautherot, Augustin Cochin développait la même thèse, dans ses propres travaux, alors ignorés ; et plus tard, Gaxotte ferait de même dans son livre *La Révolution française* (1928), appelé à devenir un classique. Comme Cochin (et aussi comme Clemenceau, mais avec une appréciation opposée), Gautherot pense que la Révolution est « un bloc dont on ne peut rien distraire »⁽¹⁾, un phénomène de grande ampleur, qui déroule inexorablement la succession de ses effets suivant une logique sans faille, et dont les différentes phases se signalent par leur continuité fondamentale beaucoup plus que par leurs oppositions apparentes, lesquelles se révèlent, après examen approfondi, superficielles, en dépit de leur caractère spectaculaire et sanglant.

UN HISTORIEN SANS INFLUENCE

Les deux ouvrages rencontrent, à leur tour, un certain succès, représentant la plus cinglante remise en question de la vision consensuelle de la Révolution, mise au point par Alphonse Aulard (titulaire, en forme d'oracle, de la chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne) et divulguée par les universitaires et les instituteurs de l'école primaire ferryste. Mais ses coups de boutoir n'auront que peu d'incidences. Depuis trente à quarante ans, l'Université exerce une influence prépondérante sur les travaux historiques. Son autorité, son prestige, ses méthodes, ses vues, son *credo* éthique et sourdement politique, se sont imposés, même si certains historiens non universitaires et d'un état d'esprit différent de celui des professeurs de facultés, connaissent toujours le succès et ont un public fervent. Gautherot, malgré une certaine notoriété, reste un cas à part. Il n'aura pas d'influence appréciable sur la recherche historique, comme d'ailleurs toute l'école contre-révolutionnaire. Et quand, dans le dernier quart du XX^e siècle, des historiens influents et universitaires éminents chercheront à tirer des enseignements de cette dernière, ils puiseront à l'œuvre de Pierre Gaxotte, d'abord, puis, surtout, à celle d'Augustin Cochin (redécouvert par François Furet, puis par Fred E. Schrader), non à celle de Gautherot, qui ne sera pas tiré de l'oubli.

Il est possible que le manque d'influence, 1. Suivant une parole du Tigre, lancée à la Chambre des Députés le 29 janvier 1981.



puis l'oubli prolongé (définitif?) de Gautherot incombent à l'aspect incontestablement partisan et polémique de son travail. Cette prédisposition va encore s'accroître dans ses livres suivants : *Le Vandalisme jacobin. Destructions administratives d'archives, d'objets d'art, de monuments religieux à l'époque révolutionnaire* (1914) et *L'agonie de Marie-Antoinette*, tous deux parus en 1914. *L'Épopée vendéenne*, également parue en 1914, et couronnée, à son tour, par l'Académie française, se présente, suivant ce que laisse entendre son titre, comme un roman à la gloire du soulèvement monarchiste de la Vendée.

Gautherot a d'autres centres d'intérêt que la Révolution française. Il écrit ainsi un livre sur l'épisode de la Commune de Paris : *L'Échange des otages : Thiers et Mgr Darboy* (1910), ainsi qu'un livre relatif à *La question de la langue auxiliaire internationale* (1910), essai sur la question, alors très discutée, de l'adoption afin de surmonter les barrières linguistiques dans les relations entre les peuples, d'une langue artificielle, commune à toute l'humanité (l'espéranto, ou encore l'idiom Neutral), et enseignée dans les écoles.

UN ADVERSAIRE COMBATIF DE LA FRANC-MAÇONNERIE ET DU COMMUNISME

À cette époque, il adhère à la *Ligue française antimaçonnique*, de Paul Copin-Albancelli, dont il est alors très proche. Cette adhésion l'apparente, dans une certaine mesure, à l'Action française, à laquelle appartient Copin-Albancelli. Gautherot flirte aussi avec l'Entente nationale pour la reconstitution des libertés de France, de René Le Fur, monarchiste et également proche de l'Action française. Cependant, en ce temps-là, son activité militante reste modeste.

Mobilisé lors de l'éclatement de la guerre, en 1914, il se bat bravement comme chef de bataillon. Il recevra la Croix de Guerre et la médaille de chevalier de la Légion d'Honneur.

La paix revenue, il retourne à son activité de professeur d'histoire à l'Institut catholique de Paris, et à ses travaux historiques.

Son activité militante sera désormais beaucoup plus importante qu'auparavant. Il la place sous le double signe de la lutte contre la franc-maçonnerie et le communisme, qui vient d'accéder au pouvoir en Russie et étend son influence en France et en Europe grâce à la création de partis se réclamant de lui. Il collabore alors à la *Revue internationale des sociétés secrètes (RISS)* et s'active au sein de l'Entente internationale anticommuniste (EIA), dont il anime l'antenne française. Il fonde un modeste périodique, la *Revue antibolchevique*, qui devient *La Vague rouge* en 1926. Décidé, entreprenant, il se démène pour chercher des bailleurs de fonds afin de faire vivre cette revue et la section française de l'EIA. Et il finit par en trouver. Ernest Mercier, opulent homme d'affaires et entrepreneur puissant dans les domaines de l'électricité et du pétrole, nationaliste et assez hostile au parlementarisme, accepte de subventionner l'EIA et *La Vague rouge*. Mais ce soutien sera éphémère, et, en 1932, faute de ressources financières, *La vague rouge* disparaîtra, cependant que l'antenne française de l'EIA végétera.

DES TRACTS RIVAROLIENS À COMMANDER ET À DISTRIBUER MASSIVEMENT

Pour faire connaître l'hebdomadaire RIVAROL (car il n'est hélas pas assez connu du grand nombre, même dans la sphère nationale et dissidente, malgré ses soixante-dix ans et plus de parution ininterrompue) et aider à sa diffusion, à son développement, à sa pérennité, nous avons eu l'idée de fabriquer des tracts, minces et de petite taille, recto verso, faciles à distribuer, à glisser dans une boîte aux lettres, sur le pare-brise d'une voiture, à poser sur la table de presse de la salle d'attente d'un médecin, à laisser sur le siège d'un métro, d'un bus, d'un train, d'un tramway ou d'un avion, ou à offrir à un ami, une connaissance, une relation de travail, des membres de sa famille ou de sa communauté. Lors des manifestations anti-pass sanitaires et gilets jaunes, ces tracts ont depuis plusieurs mois distribués grâce à une équipe de jeunes gens rivaroliens courageux, joyeux, sympathiques et déterminés, que nous remercions vivement de son militantisme ardent.

Cette distribution de tracts et de journaux au sein même des manifestations, tant à Paris qu'en province, offre le précieux avantage de

faire connaître un organe de presse d'opposition radicale et frontale au Système.

Vous pouvez nous commander ces tracts rivaroliens, sobres et techniquement bien faits, à Editions des Tuileries (19 avenue d'Italie, 75013 Paris) en nous envoyant un chèque (à l'ordre des Editions des Tuileries) ou, si vous préférez, sur notre site rivarol.com en réglant par Paypal, carte bancaire ou virement. Il faut cliquer sur l'onglet intitulé TRACTS et situé en haut et tout à droite de la page accueil de notre site rivarol.com.

Les tarifs dégressifs de ces tracts rivaroliens sont les suivants :

7 euros franco les 100 tracts,
30 euros franco les 500,
50 euros franco les 1000,
300 euros franco les 10 000.

Bonne distribution ! Haut les cœurs !

Et merci mille fois à tous de votre aide, de votre soutien, de votre générosité, de votre dévouement sans lesquels l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne ne paraîtrait déjà plus depuis longtemps.

un nationaliste isolé et oublié

Gautherot ne se décourage pourtant pas, et il fait paraître toute une série de livres consacrés à l'exposé détaillé de la doctrine marxiste-léniniste et de la stratégie, de la tactique et des méthodes d'action des communistes en Russie, en France et dans tout le continent européen. Ces ouvrages se fondent sur une abondante documentation, une sérieuse analyse et une argumentation sans faille. Il convient de citer : *Le monde communiste* (1925), *Le bolchevisme aux colonies et l'impérialisme rouge* (1930), et *Le communisme contre les paysans. Application du plan quinquennal à l'agriculture* (1931).

Il ne se contente pas d'écrire, il agit. Il donne des conférences et prononce des discours dans de grandes réunions publiques (on ne parlait pas encore de "meetings" en ce temps) organisés par des députés de droite et autres personnalités. Le 8 avril 1927, il frappe l'opinion publique par une initiative spectaculaire : il survole Paris en avion et lance d'innombrables exemplaires d'un tract anticommuniste virulent, sur lequel on peut lire, entre autres phrases : « *L'araignée bolchéviste tisse à travers le monde ses toiles perfides ... En Russie, elle a massacré des millions d'ouvriers et de paysans ; elle a réduit un vaste empire à la misère et au plus brutal des esclavages.* » L'initiative le fera connaître du grand public, mais ne sera guère au goût des pouvoirs publics qui poursuivront Gautherot en justice et obtiendront sa condamnation à une amende.

L'HOMME POLITIQUE. LE SÉNATEUR CONSERVATEUR ET PATRIOTE

Mais ce geste va lancer la carrière politique de notre homme. Nombre de députés de droite éprouvent de la sympathie pour lui et ses idées, louent son audace, et voient en lui un adversaire déterminé du communisme, prêt à s'engager totalement et à payer de sa personne pour le combattre. Ils l'adoptent donc, l'incitent à entrer dans l'arène politique, et ne lui ménagent pas leur appui. Stimulé, Gautherot se présente à une élection sénatoriale complémentaire en Loire-Inférieure (aujourd'hui Loire-Atlantique) le 16 juin 1932. Il est élu au premier tour par 546 voix sur 596 suffrages exprimés. Ce succès sera amplement confirmé par une élection régulière, le 16 octobre de la même année, qui verra sa réélection assurée dès le premier tour de scrutin, par 638 voix sur 997 suffrages exprimés. Il siègera jusqu'à la dissolution définitive du parlement, le 31 décembre 1941.

Gustave Gautherot est désormais un homme politique, et un parlementaire, bien qu'il n'aime pas le parlementarisme et conserve ses convictions monarchistes et antidémocrates.

Au Sénat, siégeant à droite, il met son talent oratoire au service de la défense vigoureuse des valeurs traditionnelles de la société, notamment en matière d'éducation et d'enseignement, de morale publique, des rapports de la religion catholique et de l'Église avec la société et l'État, et de la lutte contre la délinquance et la criminalité. Sa parole est sévère, et son verbe est fort et tranchant ; son élocution est irréprochable, tout comme son argumentation, claire et intelligente. Aussi devient-il un parlementaire en vue. Il se montre très critique vis-à-vis du second Cartel des Gauches, au pouvoir de juin 1932 à février 1934, et qui se heurte à la grande crise économique de l'époque, laquelle, partie des États-Unis, a gagné les pays européens et frappe la France de plein fouet, provoquant nombre de faillites et jetant sur le pavé des milliers de travailleurs. Les gouvernements radicaux d'alors ne parviennent pas à maîtriser la situation, à relancer l'activité industrielle et bancaire et à enrayer la progression du chômage. Gustave Gautherot se prononce pour une politique autoritaire fondée sur des restrictions budgétaires importantes et une répression des grèves et manifestations, et un ensemble de mesures dirigées visant au redémarrage économique, avec le concours de patrons nationalistes aux vues modernistes, tel Ernest Mercier. Aussi s'oppose-t-il au vote en faveur des « douzièmes provisoires » demandés en février 1934 par le ministre Daladier pour pallier les déficits budgétaires provoqués

par la crise. Il réclame, avec d'autres, une réforme de l'État reposant sur un net renforcement du pouvoir exécutif, la prépondérance du président de la République à la tête de celui-ci, et une réduction sévère des attributions du Parlement. Il salue le retour au pouvoir de Gaston Doumergue (9 février 1934) qui, à la tête d'un gouvernement d'« union nationale », semble décidé à entreprendre une telle réforme. Mais la préparation de cette dernière s'enlise, le parlement n'acceptant pas la réduction de son pouvoir, et les ministres et partis politiques ne parvenant pas à s'entendre sur un projet cohérent. Et Doumergue remet sa démission le 8 novembre 1934, après neuf mois d'un ministère présenté comme l'instrument du salut public, et qui n'aura résolu aucun des graves problèmes du pays.

Déçu, Gautherot est cependant rasséréiné par l'arrivée au pouvoir de Pierre-Étienne Flandin, un homme de caractère, décidé à aborder de front les difficultés de l'heure, et déterminé à les résoudre. Gautherot ne tarit pas d'éloges sur Flandin, dont il salue « *l'exceptionnelle autorité* ». Mais si Flandin parvient à améliorer quelque peu la situation économique et sociale et obtient un succès diplomatique lors de la conférence de Stresa (11-14 avril 1935)⁽²⁾, il ne réussit ni à résorber la crise, ni à renforcer le pouvoir exécutif, et il démissionnera le 31 mai 1935, sept mois seulement après sa nomination.

Bientôt, Gautherot voit surgir d'autres sujets de préoccupations. Déjà inquiet du rétablissement du service militaire en Allemagne, en mars 1935, il s'alarme de la remilitarisation de la Rhénanie, le 7 mars 1935. Ces deux décisions de Hitler sont, à ses yeux, des violations délibérées des clauses du Traité de Versailles et attestent de la volonté de revanche de l'Allemagne sur sa défaite de 1918. Il s'étonne de la légèreté avec laquelle beaucoup, à gauche, notamment, accueillent ces initiatives hitlériennes⁽³⁾, et s'indigne de la faiblesse du ministre Sarraut qui se contente de réagir par une bien inutile rododomontade (« *Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le canon allemand* ») avant de s'incliner devant le fait accompli. Par ailleurs, il voit, avec angoisse, l'Italie rompre son alliance avec la France et le Royaume-Uni et se rapprocher de l'Allemagne nazie.

Puis vient le gouvernement de Front populaire. Gautherot le combat avec la plus formidable énergie. Il se prononce contre

2. Cette conférence qui réunissait Flandin, Mac Donald (Premier ministre britannique) et Mussolini (Duce de l'Italie) se présentait comme une réédition du pacte de Locarno (16 octobre 1925) par lequel les Alliés vainqueurs de 1918 garantissaient le respect du traité de Versailles et se promettaient une assistance mutuelle en cas de conflit avec l'Allemagne.

3. Rappelons ici la légèreté de Léon Blum et de nombre de notables socialistes et radicaux, au sujet de la remilitarisation de la Rhénanie, et la boutade du *Canard enchaîné* : « *L'Allemagne réoccupe l'Allemagne* ».

les augmentations de salaires décidées lors des accords de Matignon du 8 juin 1936, contre la loi instituant la semaine de travail de quarante heures du 21 juin 1936, et contre le projet de loi relatif aux procédures d'arbitrage en cas de conflits relatifs aux conditions de travail et de rémunération. Il estime qu'en l'absence d'une reprise économique sérieuse, les augmentations de salaires ont des conséquences inflationnistes et mettent en péril les petites et moyennes entreprises, très majoritaires en France. Il réprovoque par ailleurs le pacte d'assistance mutuelle conclu en mars 1936 entre la France et l'URSS. Il dénonce aussi l'activité subversive du parti communiste de notre pays. Le 2 mars 1937, il prononce un grand discours au Sénat contre le parti communiste, auquel répondent Léon Blum, président du Conseil, et Jean-Marie Clamamus, alors communiste⁽⁴⁾. Il publiera ces diverses interventions sous forme d'un livre, la même année.⁽⁵⁾

Il importe de noter que, durant toute sa période parlementaire, Gustave Gautherot, s'il critique sévèrement les gouvernements successifs, ne se présente pas comme un tenant de la mouvance nationaliste anti-républicaine, que ce soit celle de l'Action française ou celle des ligues fascistes de l'époque.

UN HISTORIEN DÉCIDÉMENT ENGAGÉ

Cela dit, il conserve ses convictions antidémocratiques et monarchistes. Il continue, durant toute l'entre-deux-guerres, son œuvre d'historien. Il s'intéresse toujours à la Révolution française : *Les suppliciés de la Terreur* (1926), *Septembre 1792. Histoire politique des massacres* (1927). Mais il se consacre également à d'autres sujets : *Un gentilhomme de grand chemin. Le Maréchal de Bourmont (1773-1846), d'après ses papiers inédits* (1926), *La conquête d'Alger, 1830 : d'après les papiers inédits du maréchal de Bourmont, commandant en chef de l'expédition* (1927), deux ouvrages inspirés par ses convictions monarchistes : le maréchal de Bourmont était un ultraroyaliste convaincu, ministre de Charles X, et la conquête d'Alger fut le grand succès de ce dernier. Il publia également une *Histoire de France* en 1935. Il consacre aussi

4. Jean-Marie Clamamus (1879-1973) devait, par la suite, se rallier au gouvernement de Vichy et intégrer le camp de la droite nationale.

5. *Le Complot communiste devant le Sénat* (2 février 1937). Discours de MM. Gautherot, Léon Blum, Clamamus. Quelques commentaires, Fontenay-aux-Roses, impr. Louis Bellenand et fils, 1937.

un livre au général Sarraill, qu'il admirait : *Le général Sarraill, haut commissaire en Syrie* (1925).

PÉTAINISTE MAIS NON COLLABORATIONNISTE

Surviennent la guerre et la défaite qu'il avait prévues. Le 10 juillet 1940, il vote en faveur de l'octroi des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, mesure qu'il juge nécessaire. Il se rallie au régime de l'État français, dont il approuve les orientations morales et politiques antidémocratiques, nationalistes et traditionalistes. Il apportera sa contribution à la politique familiale du maréchal Pétain par son *Guide pratique de la famille* (1941). Mais il se prononcera contre la collaboration à outrance avec l'Allemagne, telle que la mettra en œuvre Pierre Laval, et telle que la conçoivent les formations collaborationnistes et fascistes, pour lesquelles il n'éprouvera jamais aucune attirance. Par ailleurs, il désapprouvera la résistance.

Déclaré inéligible à la Libération en raison de son vote en faveur du Maréchal Pétain, le 10 juillet 1940, Gautherot n'a plus guère d'activité après 1945. Attristé par la mainmise soviétique et communiste sur les pays d'Europe orientale, il publie *Derrière le rideau de fer. La vague rouge déferle sur l'Europe* (1946). Il meurt quelque peu prématurément à Paris le 24 février 1948, âgé d'à peine 68 ans.

UN NATIONALISTE ET MONARCHISTE DÉPOURVU D'ATTACHES PARTISANES

Gustave Gautherot présente la particularité d'avoir été un nationaliste monarchiste dépourvu d'attaches partisans avec les mouvements nationalistes et monarchistes de son temps. Il n'eut avec eux (avec l'Action française surtout) que des rapports distants, indirects, et ne manifesta aucune sympathie pour les ligues fascistes de l'entre-deux-guerres et les partis collaborationnistes sous l'Occupation. Malgré l'orientation foncièrement contre-révolutionnaire de sa production historique, son activité de militant antimaçonnique et antimarxiste, et son geste spectaculaire et provocant du lâcher de tracts anticommunistes au-dessus de Paris survolé en avion, il fit une carrière politique de sénateur, donc de notable de la République, qu'il abhorrait, et ne réclama pas le renversement de ce régime, qu'il proposait seulement de réformer par un renforcement du pouvoir exécutif. Et, peut-être, cette distance vis-à-vis de la droite nationaliste l'a-t-il fait oublier de celle-ci, cet oubli s'ajoutant à celui en lequel il est tombé comme historien et homme politique.

Paul-André DELORME.



D.R.

SAMEDI 4 DÉCEMBRE 2021 À 19H | PARIS

UN RÉVOLUTIONNAIRE AU MICRO

L'EXPÉRIENCE D'UN JOURNALISTE MILITANT

Par Eugène Krampon

CERCLE.DRUMONT@GMAIL.COM | 06 33 23 18 07

Cher Eric II, Monsieur A côté



par
Hannibal

Indulgence n'est pas complaisance. Ce qu'il y a de plus grave dans ton dernier livre, c'est ce qu'on n'y trouve pas. Ce qui manque. De quinze ans de chroniques (rédigées quand, il faudrait le savoir, l'édition d'après-guerre

du *Fil de l'épée* diffère de celle d'avant-guerre et la fonction d'une vigie est de signaler l'écueil au bon moment, pas vingt ans après), tu as retenu surtout l'invasion de la France et ses conséquences, le Grand Remplacement, l'insécurité, le déclin. Bien sûr, tu blanquérises ici sur l'Éducation nationale, tu mets là une pincée de woke, mais en gros, tu ne dis rien des grandes subversions d'aujourd'hui, LGBTQ, climatism, pandémisme, antiracisme. Tu parles un peu de 68, pas de Vatican II. Ces lacunes ont deux aspects, tactique et doctrinal.

L'aspect tactique, c'est le projet politique immédiat. L'urgence. Depuis peu d'années, tu sonnes l'alarme : ce qui menace de tuer la France, c'est l'immigration massive, l'islam en particulier. Il faut juguler l'invasion, le reste, même important, est secondaire. Nous, ça nous va, on le dit depuis quarante ans. Mais en même temps (merci à mon jeune confrère Oscar Walter de Jeune Nation d'avoir lu pour nous le dernier *Causeur*) tu declares à Elisabeth Lévy : « *Je le dis clairement pour ceux qui m'inventent des positions : je ne vais pas dénaturiser et remigrer des Français. Les Français qui n'ont que la nationalité française sont intouchables et il n'est ni souhaitable ni possible de les renvoyer ailleurs.* » Tu admets ainsi le primat de l'administratif sur l'être : dès lors ce que tu dis ailleurs sur l'identité et la souveraineté du peuple français n'a plus d'assise. Ne me dis pas qu'il suffit d'arrêter l'invasion ! Je sais que tu n'es pas matheux, mais ce qui compte dans l'immigration, c'est l'intégrale : aujourd'hui, même si tu fermes les frontières, immigration zéro, ceux qui sont venus depuis 1970 sont si nombreux et si prolifiques que le Grand Remplacement sera achevé dans une trentaine d'années si l'on ne recourt pas à la remigration. Nous avons donc le choix entre Marine qui ne croit pas au Grand Remplacement, et toi qui y crois mais ne feras rien contre. Dans ces conditions, mon vieux, ce n'est pas la peine de « parler cash », ni de faire des sorties sur « les Noirs et les Arabes » qui rappellent « les bruits et les odeurs » de Chirac, ou de te chamailler avec le CRIF à propos du maréchal Pétain. Tu es aussi inutile que le traité de Versailles, trop dur pour ce que tu as de mou, trop mou pour ce que tu as de dur.

Deux mots de doctrine. Se focaliser sur l'invasion peut être une nécessité tactique, à condition de ne pas oublier que le Grand Remplacement n'est qu'un détail de la révolution en cours, un détail pouvant être important, ce fin diseur qu'est Jean-Marie Le Pen nous l'a appris. Cette révolution arc-en-ciel, je te le rappelle, est une révolution spirituelle, mondiale et mondialiste, qui vise une inversion globale de la représentation qu'avait de l'homme, de l'univers, de l'existence, la civilisation européenne et chrétienne. Pour plus de précision, lis mes livres. Tu en as d'ailleurs bien besoin car tu as de la peine, dans une situation complexe, à discerner les points importants et à les relier entre eux. Cela doit tenir à l'économisme marxisant qu'on t'a appris : il m'est arrivé de lire une caisse de cours d'histoire à l'ENA voilà un peu plus de quarante ans et j'en suis resté sur les fesses, ça m'a porté à l'indulgence : si c'est cela qu'ils ingurgitent, les pauvres, il ne faut pas leur en vouloir d'être ce qu'ils sont. Tes sorties sur les femmes en sont une illustration. Tu pars bien : le féminisme t'agace, les féministes te navrent, tu vois qu'il y a des rôles sociaux et d'autres réalités antérieurs à la culture que celle-ci a fixés avec tact. A partir de là, tu enfonces des portes ouvertes, que bien des métiers se féminisent, et tu en tires de pénibles fumerolles sur le pouvoir, l'autorité ou la « prédatation civilisée ». Surtout tu manques l'éléphant qui t'attendait à trois mètres dans son couloir : l'objectif de la révolution par le sexe et le genre que mènent de concert féministes et LGBTQ n'est pas la « féminisation de la société » qui t'obsède mais la liquidation des morales traditionnelles et l'instauration du modèle indifférencié.



Précisons le rôle de ta candidature. Subjectivement, tu démolis doucement Marine Le Pen en racontant vos rencontres, tu la méprises et tu induis le lecteur à faire de même. Objectivement, tu la concurrences car tu la pilles et la remplaces en même temps. Elle a « *déçu en débat* », tu limes depuis des mois sur Cnews tes « *formules de polémiste* » ; elle « *ne travaille pas* », tu es partout ; elle a « *négligé ses fondamentaux* », tu les pilonnes avec l'allégresse d'un tractopelle ; elle a « *gauchisé son discours économique* », tu trumpises à mort ; elle indispose la frange catholique de la droite par ses allures de clubbeuse favorable à l'avortement et au « mariage » homo, tu caresses la Manif pour tous dans le sens du poil : à la vérité, tu t'es construit pour remplir les vides du néo-RN, tu es le bouche-trou de Marine. Ou on t'a construit. Je ne sais si tu es agent ou agi. Je pencherais pour la dernière solution, car, tu l'écris, c'est Bolloré qui a insisté pour que tu passes tous les jours sur sa chaîne, tu t'es laissé faire, il t'a mené par le bout de ton orgueil.

Avec cela, bien sûr, tu cartonnas à mort à l'extrême droite. Les copains me traitent de dangereux gauchiste mariniste dès que j'émet un semblant de réserve. De ton côté tu la cultives, cette extrême droite. Tu copines avec Anne Méaux. Tu vas voir les spectacles de Jean-Pax Méfret où tu côtoies Madelin et Longuet. Tu reconnais qu'elle a eu raison souvent. Que toi-même à l'époque tu étais plutôt « conformiste », pas très attentif à ce que les Soviétiques faisaient à l'est du rideau de fer. Tu admets que l'expression extrême-droite est un épouvantail servant à discréditer la « droite patriotique », où d'ailleurs tu te « sens bien ». Amen ! N'en jette plus. Cela coule comme la crème et le miel dans la bouche de ces morts de faim de la reconnaissance que nous sommes.

Tu me permettras quand même de rester prudent. Parce que je connais la politique. Tu veux bouffer Marine Le Pen : il faut bien que tu chouchoutes ses déçus. Que tu montres à ceux qui regrettent le père que tu es plus proche de lui que sa fille. C'est pourquoi, à la différence de ce niais de Villiers, tu t'es fait copain avec lui, tu le dis, et tu parles de lui. Ici, ton opération politique montre la corde. Sur le personnage et sur le programme. Pour solder ton compte avec l'extrême droite, tu lui donnes un coup de chapeau ; mais tu ne dis pas la vérité, à savoir qu'à part la maigre histoire du prénom de mademoiselle Sy (Hapsatou ou Corinne ?), tout ce que tu dis aujourd'hui l'a été mieux, et en détail, il y a trente ou quarante ans. En matière d'immigration en particulier, ton fonds de commerce, tu as repris, en l'émasculant, le programme du FN de 1985 : tant que tu ne reconnaîtras pas cette dette fondamentale, ta bienveillance de commande ne sera qu'une condescendance intéressée.

Quant à Jean-Marie Le Pen, je me reporte à la page 174 de ton opus qui, sous le titre « *Un papy qui me veut du bien* » prétend relater une entrevue que vous avez eue en 2013, une parmi d'autres en trente ans. Je doute que le titre lui ait plu. Je ne sais pas si la description que tu donnes de Jany est idoine : sans doute lui arrive-t-il de couper un peu la conversation, mais la prochaine réception ou la réparation de la cheminée m'intéressent plus que ce que tu rapportes ailleurs d'Alain Minc, et si j'avais à choisir entre déjeu-

ner avec l'un ou l'autre, mon choix est fait. Le pire n'est pas là : c'est que dans les deux pages que tu consacres à Jean-Marie Le Pen, tout n'est que cliché, à part trois ou quatre grosses erreurs de fait qu'un stagiaire ne commettrait pas. Je te lis. Tu situes la scène à « *Rueil-Malmaison, chez Jany* ». Première erreur. La maison appartient aujourd'hui à Jean-Marie. Ensuite, tu parles d'une route « *longue et inconnue* » : la maison est à cent mètres d'une avenue que tout le monde connaît. Tu écris encore : « *Une dernière rue qui grimpe, et j'arrive enfin* ». On se croirait dans l'Everest. En réalité, le terrain sur lequel sont bâtis le logement et le quartier sont plats. Oh, cher Eric, avais-tu bu ? A moins que tu n'aies confondu Rueil-Malmaison et une autre maison, où Jean-Marie et Jany ont habité provisoirement quand Rueil eut brûlé. Confusion de lieu, confusion de temps : ça commence mal. Ça ne continuera pas mieux : tu dresses un portrait archi-convenu, tu « psychologises » à l'excès, comme on dit, tu réduis la portée de Le Pen pour réduire d'autant le poids de ta dette et la responsabilité historique de la droite chiracoïde que tu rêves de séduire : ce n'est ni du journalisme ni de l'histoire, c'est de la politique. Ordinaire.

A propos de Le Pen, tu parles du détail. Tu rappelles qu'il « *ne concernait que la manière d'exterminer les juifs (chambres à gaz ou pas) et non la réalité des massacres. Et que, lors d'une conférence de presse, il avait présenté ses excuses à ceux qu'il avait blessés* ». Tu l'as « compris ». Cela me rappelle une conversation sur le sujet que nous eûmes, tu m'avais invité dans une pizzeria des Champs. A un moment, tu as lancé : « *Tu finiras révisionniste, c'est sûr* ». Peut-être, ce n'est pas la question : la question est d'évaluer ta position dans ce domaine, les limites et l'utilité de tes révisions de l'histoire. Tu te fais par exemple mal voir des bien-pensants et bien d'une certaine extrême droite en rappelant que les juifs français sont moins nombreux en proportion que les juifs néerlandais ou polonais à ne pas être rentrés chez eux après la guerre, attribuant cette différence à l'existence de Vichy. Mais *quid* du système que tu prétends combattre ? Tu lui sers à la fois d'épouvantail (tu remets en cause la « *mauvaisitude* » absolue de Pétain), de caution libérale (on te laisse parler), et de confirmation de la version légale de l'histoire (Vichy a sauvé, par sa xénophobie même, des juifs français, mais cela n'a pas sauvé les autres, ils ont été exterminés). Le passage sur Le Pen contribue au même résultat : la bête immonde elle-même, avec son odieux détail, n'entendait pas mettre en cause la Shoah, seulement le moyen de celle-ci.

On tourne autour de trois questions liées : que crois-tu que la France est, que veux-tu, qui es-tu ? Dans tes livres, le dernier en particulier, tu prétends contrer le Grand Remplacement par l'assimilation, c'est-à-dire l'alignement, de comportement et de cœur, des immigrés sur la France telle que l'histoire l'a secrétée. C'était l'idée du FN dans les années 1980, quand l'équilibre démographique et les cadres d'assimilation (Eglise, école, armée) semblaient encore la permettre. Et en même temps (tu es terriblement macronien), tu rappelles la phrase du général citée par Alain Peyrefitte en 1998

sur les Français dans l'ensemble « *blancs, européens, chrétiens* », etc. Quant à l'incidence de l'équilibre des masses sur l'identité d'un peuple, j'écrivais plus simplement en 1985 : « *Un peu d'harissa dans un couscous, c'est bon ; un kilo d'harissa dans une choucroute, ce n'est plus une choucroute.* » Il y a une limite qui rend vaine toute tentative globale d'assimilation aujourd'hui, et donc inapplicable le programme du FN de 1985 que tu as repris. C'est pourquoi le modèle républicain que tu t'obstines à préconiser ne peut qu'être contre-productif. La République aujourd'hui en France ne peut être qu'universelle, mondialiste, arc-en-ciel. Anacharsis Cloots a définitivement vaincu le Grand Carnot. Cela ne date pas d'hier. La maçonnerie des dix-neuvième et vingtième siècles s'y est efforcée. Je vois mal comment on peut aimer à la fois la France et Napoléon qui l'a saignée et rapetissée, lui a fait perdre son rang, a réduit ses naissances par la guerre et le code civil, la crainte des mères de voir leurs fils mourir et des pères de les voir diviser le bien familial. Ou la Troisième République qui a lancé le pays dans deux guerres catastrophiques et fini de massacrer sa jeunesse. Quant à la Cinquième... Comment peux-tu chanter, mon pauvre Eric, à la page 129, la « *belle république de Ferry à De Gaulle, qui a si bien garanti la liberté dans notre beau pays de France* » ? *Quid* des procès de l'épuration et de la guerre d'Algérie ?

A propos de maçons, tu racontes un déjeuner rue Cadet où les propos furent aussi insipides que la chère. Drôle, mais insuffisant. Tu ne sembles pas saisir que les mêmes ont favorisé et favorisent la défaite du catholicisme et la montée de l'islam dans une même haine de l'identité française. Aussi te fourres-tu le doigt dans l'œil jusqu'à l'omoplate en prônant la laïcité. Page 120, tu sembles découvrir qu'ils tiennent l'enseignement : c'est vrai depuis les années 1880. Il est d'ailleurs significatif que tu n'aies pas cité la question scolaire (et religieuse) parmi les grandes questions qui ont divisé la France, quand tu en parles (p. 40). Cet « oubli » énorme montre ta cécité partielle. Comme c'était mieux avant, il faut que la République, en particulier la Troisième qui nous a menés à Sedan, soit parfaite.

Tu dois tant à la République que tu ne peux la juger sereinement, tu lui dois d'être français. Tu l'écris, tu n'es pas « *immigré au sens strict* ». Tu as été conquis en 1830 et naturalisé en 1870. La Troisième République, conçue d'un coup d'Etat en pleine guerre, le 4 septembre 1870, est née par raccroc d'un amendement voté en 1875. Or le gouvernement de coup d'Etat a pris dès le 22 octobre 1870 le décret n° 136 désigné du nom de son promoteur, Isaac, Jacob, Adolphe Crémieux, décidant la naturalisation automatique des juifs d'Algérie : un décret n° 137 décidera deux jours après d'accorder, à leurs vingt et un ans, la naturalisation aux musulmans qui en feraient la demande. Dès 1871, indigné de cette inégalité, le Bachaga El Mokrani soulevait contre la France 250 tribus, ce qui conduisait Adolphe Thiers à tenter d'abroger le décret Crémieux : il dut y renoncer sous la pression d'Alphonse de Rothschild. De ce décret Crémieux, je t'avais fait observer, je ne me rappelle plus dans quel restaurant, qu'il était symétrique au statut des juifs édicté en 1940, en ce qu'il était discriminatoire pour une partie de la population mais établi, lui, au profit des juifs. Tu m'avais répondu que non, pas du tout, sans étayer autrement ton opinion. Tu as reparlé de la chose en déjeunant le 9 octobre 2015 au Marco Polo avec un avocat musulman, Karim Achoui. Et tu lui as servi une soupe historique d'où surmagent deux arguments principaux.

1. Pour devenir citoyen français, « *l'indigène* » doit renoncer au « *statut personnel* », ensemble de lois et us communautaires qui le définit « *indigène* » : certains musulmans ont refusé de s'en défaire. C'est vrai, mais le point n'est pas là : le point est que le décret 136 « *donne* » la citoyenneté française « *automatiquement à tout juif* » vivant en Algérie, quand le décret 137 la « *propose au musulman* » qui s'y porte « *volontaire à sa majorité* ».

2. Les Rothschild auraient demandé ce « *cadeau* » à la « République » en récompense « *des éminents services rendus par les banquiers dans les négociations avec l'occupant prussien après la défaite de 1870* ». Le décret est d'octobre 1870 alors que « *la* » négociation n'aboutit qu'en 1871. Allez, cher Eric, cesse tes à peu près de mauvais lecteur d'histoire.

Bien qu'Henry IV ne l'ait pas dit, Paris vaut bien une messe : si tu veux travailler à nos côtés au lieu d'être à côté de tes pompes, c'est simple : convertis-toi au catholicisme.